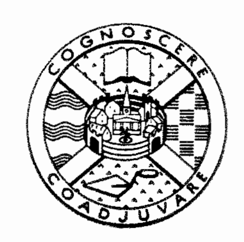


COMMUNITY PLANNING REVIEW
REVUE CANADIENNE D'URBANISME

Vol. XIII — No. 4 WINTER 1963


Communities Urged to Submit Projects to Centennial Administration
Requête de 500 urbanistes
Le "Vieux Québec", monument historique
L'Expo 1967 dépend de la nation tout entière
Fairs Tough on Executives
Canada May See 1967 World's Fair
Montrealer Enthusiastic About Fair
Stress 1967 Fair National Project
Peuple sale et peu soigné
Noble St. Lawrence May Grow Feeble
Way to Build Better City Let City Council Do It
Says Toronto Law Professor
Centennial Projects Among The Missing
Quebec Seen In Lead In Centennial Projects
Canada Planners Turn Talks Into Idea Machine
Not One Submitted
Centennial
Vigoureux plaidoyer en faveur de l'expo mondiale
Pauvre Vieux
PLANNING DELEGATES WARNED
World's Fair Can Help Or Hinder Unity In Canada
Arctic Water Flow To Raise Lake Levels?
Want Centennial Plans To Be National Clean-Up Campaign
Les édifices modernes ne sont souvent que des boîtes à savon ou des tinettes à beurre
Paul Gouin
Clean-Up Campaign?
Workshops Discuss Centennial Projects
James B. Milner:
Sait-on le genre de ville que l'on veut?
ACROSS CANADA
Controls hampe
Cities Should Take Direct Hand In Bettering Their Communities
Notre urbanisme doit garder ses traits propres (Laporte)
$60,000,000 for Centenary goes begging
Lake Levels Dip, Fear Dire Results
Centennial Reaction 'Not Good Enough'
Le président de la Commission des monuments historiques:
L'érection d'édifices à
Vieux Québec NUIT à



COMMUNITY PLANNING REVIEW
REVUE CANADIENNE D'URBANISME

VOLUME XIII

NUMBER 4

Cover:
By Harry Mayerovitch, Montréal

CONTENTS — SOMMAIRE

Published by the Community Planning Association of Canada. Opinions expressed herein are not necessarily those of the Association, Permission to reproduce material from the magazine may be obtained by writing to the Editor. Authorized as second class mail by the Post Office Department, Ottawa. Printed at the Runge Press Ltd.—Ottawa. Listed in the Canadian Index to Periodicals and Documentary Films. Individual membership in CPAC, including annual subscription: $5.00; subscription only: $3.00; single copies: 75c.

Publié par l'Association Canadienne d'Urbanisme. Les opinions exprimées dans cette publication ne sont pas nécessairement celles de l'Association. Le droit de reproduction doit être obtenu en s'adressant au Rédacteur. Autorisé comme envoi de 2e. classe, Ministère des Postes, Ottawa. Imprimé à Runge Press Ltd.—Ottawa. Membre particulier, y compris un abonnement annuel: $5.00; abonnement seulement: $3.00; chaque exemplaire: 75c.

A Message from the President

The 1963 National Planning Conference of our Association was held in Quebec City in the autumn. It was one of the most successful conferences ever held by CPAC. This was in large measure due to the enthusiasm and cooperation of our Quebec Division. The speakers were stimulating, the workshops lively and the entertainment enjoyable. What is perhaps most significant of all, is that our discussions of worthwhile ways of marking the Centenary of Confederation are bearing fruit. The Canadian Centenary Council has informed us that they are receiving a great many requests for further information from delegates who attended our Conference, indicating that the ideas we discussed are being put into effect in communities across Canada.

Over 560 persons were registered, representing every Province in Canada. I am sure that those of you who were unable to join us in Quebec will find this Conference issue of the "Review" most valuable.

You have already been advised that our 1964 Conference will be held in London, Ontario, from September 27-30. You will receive further details of this meeting in the next few months, but I hope that you will make your plans now to join us in London.

I was deeply honoured to be re-elected as your President for the coming year, at the National Council meeting on October 2nd, in Quebec. The past year has been a busy and productive one for the Association and I look forward to 1964 with great enthusiasm.

To all the members and friends of CPAC, I wish a very happy New Year.

F. JOSEPH CORNISH



F. Joseph Cornish, Q.C., National President, addressing the opening session of the 1963 National Planning Conference.

Monsieur F. Joseph Cornish, C.R., Président national, adressant la parole lors de la session d'ouverture de la Conférence Nationale d'Urbanisme de 1963.

Un message du président

La Conférence nationale d'Urbanisme de 1963 de notre Association fut tenue dans la cité de Québec à l'automne. Ce fut l'une des conférences les mieux réussies que l'ACU n'a jamais eue. Ceci a été dû en grande partie à l'enthousiasme et à la collaboration de la division de Québec. Les conférenciers étaient stimulants, les groupes d'études, très actifs, et les réjouissances, très agréables. Ce qui est peut-être le plus significatif de tout est que nos discussions de moyens dignes de marquer le Centenaire de la Confédération portent des fruits. Le Conseil du Centenaire canadien nous ont informés qu'ils reçoivent un grand nombre de demandes d'autres renseignements des délégués qui ont assisté à notre Conférence, indiquant que les idées qui ont fait l'objet de nos discussions sont mises en oeuvres dans les communautés d'un bout à l'autre du pays.

Plus de 560 personnes furent inscrites, représentant chaque province du Canada. Je suis persuadé que ceux d'entre vous qui ont été incapables d'être avec nous à Québec, trouveront que ce numéro de la "Revue" sur la Conférence sera des plus valable.

On vous a déjà informés que notre Conférence de 1964 se tiendra à London, Ontario, du 27 au 30 septembre. Vous recevrez d'autres détails de cette réunion au cours des prochains mois, mais j'espère que vous projetez dès maintenant d'être avec nous à London.

Je fus profondément honoré d'être réélu président pour l'année courante lors de la réunion du Conseil National, le 2 octobre, à Québec. Cette dernière année a été très active et productive pour l'Association et j'anticipe l'année 1964 avec beaucoup d'enthousiasme.

A tous les membres et amis de l'ACU, je souhaite une bonne et heureuse année.

F.-JOSEPH CORNISH

PREPARATIFS POUR PLANNING FOR 1967

Dr. N. A. M. MacKenzie
President, Canadian Centenary Council
Président, Conseil du Centenaire de la Confédération

J'aimerais vous féliciter — représentants de l'Association canadienne d'Urbanisme — d'avoir convoqué cette réunion pour discuter des plans pour 1967 et de la tenir dans la cité de Québec où il y 99 ans, les Pères de la Confédération se sont rencontrés — une réunion qui suivait celle de Charlottetown — pour discuter plus amplement s'il devait y avoir une union des provinces de l'Amérique du Nord britannique et en l'occurrence, la forme que devrait prendre cette union.

Comme la plupart de vous le savent, Charlottetown célèbre le centenaire de la Conférence de 1864 d'une manière excitante et appropriée. Grâce à l'énergie et à l'imagination du docteur Frank MacKinnon, principal du Prince of Wales College, Charlottetown, et d'un groupe de citoyens imbus d'esprit civique d'un bout à l'autre du Canada, un monument commémoratif approprié aux Pères de la Confédération et à la Confédération elle-même, est en voie de construction et sera terminé en 1964, afin que les centaines d'organismes et les dizaines de milliers de citoyens qui visiteront Charlottetown et l'Ile du Prince-Edouard l'an prochain, soient en mesure de voir, d'employer et de jouir des facilités prévues dans ce bâtiment commémoratif. Le monument commémoratif lui-même est un complexe de bâtiments au coeur de Charlottetown, adjacent à "Confederation Hall", la salle dans les édifices législatifs où les Pères ont tenu leurs réunions. Le monument consistera en un théâtre et un auditorium, une bibliothèque, une galerie d'art, un musée et une salle de souvenirs et une plaza centrale où seront érigés les statues et les travaux d'art appropriés.

Pour vous qui êtes "planificateurs" et intéressés de même que désireux d'entreprendre quelque chose pour 1967, je recommande que l'on étudie avec soin le monument commémoratif de Charlottetown. Comme je le disais, il a surgi d'idées, de l'imagination et de l'énergie de 2 ou 3 hommes qui voulaient faire quelque chose pour commémorer nos Pères fondateurs et la naissance de notre Confédération — ou plus précisément en termes juridiques, notre Fédération.

Ils ont établi un petit comité de citoyens distingués, représentant les diverses parties du Canada et ils ont commencé à étudier ce qui pourrait être fait. Eventuellement,

I would like to congratulate you — representatives of the Community Planning Association of Canada — on holding this meeting to discuss plans for 1967, and on holding it in Quebec City where 99 years ago the Fathers of Confederation met — in a Conference following the Charlottetown Conference — to discuss further whether there should be a union of the Provinces of British North America, and if so, the form that union should take.

As most of you know, Charlottetown is celebrating the centennial of the 1864 Conference in an exciting and fitting manner. Thanks to the energy and imagination of Dr. Frank MacKinnon, Principal of Prince of Wales College, Charlottetown, and a group of public-spirited citizens from all across Canada, an appropriate memorial to the Fathers of Confederation and to Confederation itself is in the process of construction and will be completed in 1964, so that the hundreds of organizations and tens of thousands of citizens who will visit Charlottetown and Prince Edward Island next year will be able to see, to use, and to enjoy the facilities provided in this memorial building. The memorial itself is a complex of buildings in the heart of Charlottetown, adjacent to "Confederation Hall", the room in the Legislative buildings in which the Fathers held their meetings. It will consist of a theatre and auditorium, a library, an art gallery, a museum, a hall of remembrance and a central plaza in which will be placed appropriate statues and works of art.

To you who are "planners" and interested and anxious to get on with something for 1967, I commend a careful study of this Charlottetown Memorial. As I have said, it grew out of the ideas, imagination and energy of two or three men, who wanted to do something to commemorate our founding fathers and the birth of our Confederation — or more accurately, in legal terms, our Federation.

They set up a small committee of distinguished citizens representative of the various parts of Canada and began to consider what should be done. In due course they became incorporated under the title, The Fathers of Confederation Memorial Citizens Foundation, and as such are responsible for carrying out the project. Because Charlottetown and Prince Edward Island badly needed a centre of culture and

ils devinrent incoporés sous le vocable "The Fathers of Confederation Memorial Citizens Foundation", et comme tel, ils sont responsables de la réalisation du projet. Parce que Charlottetown et l'Ile du Prince-Edouard avaient un grand besoin d'un centre de culture et pour la pratique des arts, les membres de la "fondation" ont décidé que le monument commémoratif devrait remplir ce besoin et être d'un bénéfice durable pour les citoyens de Charlottetown, de l'Ile du Prince-Edouard et en fait, pour toute la région de l'Atlantique et pour les nombreux autres canadiens qui visitent cette jolie petite province, "Le jardin du golfe". Ayant convenu d'un projet, la fondation a ensuite entrepris de prendre les arrangements nécessaires pour son financement. On a approché le gouvernement fédéral et les gouvernements de toutes les provinces parce que ce monument était et est destiné à célébrer un événement d'importance primordiale pour nous tous au Canada.

Le coût du projet fut estimé à cinq millions six cents mille dollars.

Le gouvernement fédéral, monsieur Diefenbaker, Premier Ministre, a convenu d'en fournir la moitié du coût.

J'insiste sur ceci parce que, il y a quelques semaines, monsieur Pearson, le premier ministre actuel, est allé à Charlottetown pour poser la pierre angulaire du complexe de bâtiments. En d'autres mots, ceci a été accepté par les gouvernements indépendamment des partis à cause de sa signification pour le Canada et les Canadiens partout. Ayant gagné l'appui fédéral, la fondation a alors approché les gouvernements provinciaux par l'entremise de la Conférence des premiers ministres provinciaux. Les 10 Premiers Ministres provinciaux et leurs gouvernements ont convenu de trouver le reste de l'argent requis suivant une base de contribution de 15 cents par âme dans chaque province. Par exemple, l'Ile du Prince-Edouard, qui a une population de 100,000 contribue suivant sa population, l'Ontario, le Québec et les autres provinces, de la même manière. Ceci est correct et comme ce doit être, dans le cas d'un monument commémoratif du genre. Il est également bon que les gouvernements tant fédéral que provinciaux, et les premiers ministres continuent à s'intéresser au progrès de la construction. Tôt en février dernier, l'Honorable M. Lesage participait à tourner la première pelletée de terre (ou de neige) et prononça le discours principal en français. L'Honorable monsieur Stanfield, premier ministre de la Nouvelle-Ecosse et président de la Conférence des premier ministres provinciaux, présidait la cérémonie et comme je le disais justement, il y a 6 semaines, le Premier Ministre du Canada posait la pierre angulaire. D'un intérêt particulier à cette Conférence, la fondation a décidé de tenir un concours d'architecture pour la planification du bâtiment. Le docteur Eric Arthur, de l'université de Toronto a dirigé ce concours et donne toujours son aide à titre de consultant. Le Conseil canadien a financé le concours et une maison d'architectes de Montréal, Affleck, Desbarats, Dimakopoulos, Lebensold & Sise ayant été les heureux candidats, se sont vus accordés le contrat pour préparer les plans et surveiller



Dr. N. A. M. MacKenzie, President of the Canadian Centenary Council, delivering the keynote address to the Conference.
Le docteur N.-A.-M. MacKenzie, Président du Conseil du Centenaire canadien, présentant la causerie-clé à la Conférence.

for the practice of the arts, the members of the Foundation decided that the Memorial should fill this need and be of lasting benefit to the citizens of Charlottetown, of Prince Edward Island, and, in fact, to the whole of the Atlantic area and to the many other Canadians who visit that lovely little province, "The Garden of the Gulf". Having agreed upon a project, the Foundation then proceeded to arrange for its financing. Approaches were made to the Federal Government and to the governments of all the provinces, for this was and is to celebrate an event of great importance to all of us in Canada.

The cost of the project was estimated at five million, six hundred thousand dollars.

The Federal Government, when Mr. Diefenbaker was Prime Minister, agreed to provide half the cost.

I emphasize that because a few weeks ago Mr. Pearson, the present Prime Minister, went to Charlottetown to lay the corner stone of the complex of buildings. In other words, this has been accepted by governments regardless of parties because of its significance to Canada and Canadians every-

la construction. En mai prochain (1964), le théâtre sera employé pour les finales du "Dominion Drama Festival", et au cours de l'été, des centaines d'organismes littéralement, y compris la réunion annuelle des "Learned Societies", et le Conseil canadien iront à Charlottetown pour se prévaloir de ces facilités. De la même manière, on espère qu'un autre monument commémoratif approprié aux réunions des Pères de la Confédération dans cette cité de Québec, sera convenu par toutes les provinces et le gouvernement fédéral. Personnellement, j'espère que ce sera un monument "vivant" et utile et qu'il sera parachevé pour 1967. J'espère également que les plans pour la restauration et la préservation de la vieille cité de Québec qui ont été fortement et unanimement approuvés par la Conférence du Conseil du Centenaire de la Confédération, seront également réalisés au cours des quelques prochaines années.

J'ai affecté un peu de temps à vous parler au sujet du projet de Charlottetown parce qui'il est une illustration de ce qui peut être fait et de ce que vous tous des diverses parties et provinces du Canada pouvez faire et devriez faire. Alors que des réunions et des discussions comme celles-ci sont importantes, si elles ne conduisent pas à quelque chose de concret, elles réalisent très peu qui soit d'une valeur permanente.

Pourquoi faire des plans? Pourquoi célébrer? Pourquoi s'affairer et se donner tant de mal au sujet de 1967? Il y a 2 raisons d'intérêt et d'importance pour tous les citoyens et particulièrement pour ceux qui sont intéressés à la planification. Nous sommes encore un pays jeune dont la moitié du grand continent reste à développer. Toute chose ou toute excuse qui peut servir d'occasion pour presser et réaliser la planification sage de notre pays, de nos cités, villes et villages et de nos campagnes, et le développement et l'exploitation intelligente de nos ressources naturelles, il faudrait s'en saisir comme d'un prétexte et en être heureux. Le centième anniversaire de notre Confédération est une telle occasion, ou excuse. La seconde raison découle de notre histoire et des circonstances et des problèmes actuels. Il y a 100 ans, le Canada, ou l'Amérique du Nord britannique, consistait en quelques petites colonies isolées, établies çà et là et de vastes étendues de pays sauvage au nord et à l'ouest. La guerre civile américaine — livrée pour empêcher la secession des états du sud aussi bien que pour libérer les esclaves — tirait à sa fin et avec elle un déclin dans "l'ère de guerre" des colonies britanniques aussi bien qu'une menace importante à "l'état séparé" poursuivie de ces colonies, en raison du grand nombre de forces armées le long de nos frontières sud. Ceci suivit dans les colonies, la lutte prolongée mais réussie pour l'obtention d'un gouvernement responsable et la période d'expansion lente et peu productive des économies et des sociétés coloniales. Cette période a été marquée par des désaccords fréquents entre les populations et les gouvernements du Haut Canada et du Bas Canada. Le résultat de tout ceci fut le désir d'améliorer la situation et les circonstances et d'atteindre un état de chose plus sûr, plus profitable et plus

where. Having gained Federal support, the Foundation then approached the Provincial governments through the Conference of Provincial Premiers (or if you prefer, Prime Ministers — the terms mean the same thing). Then the Provincial Premiers and their governments agreed to find the balance of the money required on the basis of a contribution of 15 cents per head of population in each province. For example, Prince Edward Island with a population of about 100,000 contributes according to her population. Ontario, Quebec and the other provinces in like manner. This is good and as it should be in the case of a memorial of this kind. It is also good that both Federal and Provincial Governments, and Prime Ministers should continue to be interested in the progress of the construction. Early last February, the Honourable M. Lesage assisted in turning the first sod (or snow bank) and made the principal address, in French. The Honourable Mr. Stanfield, Premier of Nova Scotia and Chairman of the Conference of Provincial Premiers, presided at the ceremony, and as I have just stated, six weeks ago the Prime Minister of Canada laid the corner stone. Of special interest to this Conference, the Foundation decided to hold an architectural competition for the planning of the building. Dr. Eric Arthur, of the University of Toronto, supervised this competition and still assists in an advisory capacity. The Canada Council financed the competition and a firm of Montreal architects, Affleck, Desbarats, Dimakopoulos, Lebensold & Sise, having won the competition, were awarded the contract to prepare the plans and to supervise the construction. Next May (1964) the theatre will be used to stage the finals of the Dominion Drama Festival, and during the summer, literally hundreds of organizations, including the Annual Meeting of the Learned Societies and the Canada Council will go to Charlottetown and make use of these facilities. In the same way it is hoped that another appropriate memorial to the meetings of the Fathers of Confederation in this city, Quebec, will be agreed upon by all of the Provinces and the Federal Government. Personally, I hope it will be a "living" and useful memorial and that it will be completed by 1967. I hope too, that the plans for the restoration and preservation of the old city of Quebec, which have been strongly and unanimously approved by the Conference of the Canadian Centenary Council, will also be carried out over the next few years.

I have taken a little time to tell you something about the Charlottetown project because it is an illustration of what can be done and of what all of you from the various parts and provinces of Canada can do and ought to be doing. While meetings and discussion like this are important, unless they result in action, they achieve very little of permanent value.

But why plan? Why celebrate? Why get busy and excited about 1967? There are two reasons of interest and importance to all citizens and particularly to those interested in planning. We are still a young country with half of a great continent ours to develop. Any thing or any excuse that can be used as an occasion to urge and achieve the wise planning of our country, cities, towns, villages and country-

prospère. Les 3 provinces des Maritimes, la Nouvelle-Ecosse, le Nouveau-Brunswick et l'Ile du Prince-Edouard, ont convenu d'une Conférence pour discuter des possibilités et de la valeur d'une union des Maritimes. Les gouvernements du Haut et du Bas Canada apprenant ceci, ont demandé d'être admis à assister à la Conférence et de lui faire une proposition d'une union plus grande, qui à leur opinion, (Haut et Bas Canada), contribuerait plus à la solution de tous leurs problèmes et à leur prospérité commune. C'est sur ce fond de raisonnement et ces circonstances que les conférences de Charlottetown, de Québec et plus tard de Londres ont vu le jour. Ces conférences ont éventuellement produit l'acte de l'Amérique britannique du Nord — notre acte d'union et de Confédération. En passant, il faudrait noter qu'il n'y avait que 4 membres de la Confédération à l'origine. Le Bas Canada ou Québec, le Haut Canada ou Ontario — tous deux des régions relativement petites comparées à leurs dimensions actuelles, occasionnées par l'annexation de l'Ungava et du Keewatin — le Nouveau-Brunswick et la Nouvelle-Ecosse. L'Ile du Prince-Edouard n'est pas entrée dans la Confédération en 1867, et la Nouvelle-Ecosse fut "entrainée" à ce qu'on m'apprend, par des dirigeants capables et prévoyants, contre le désir et l'appui de la majorité de sa population. En passant, il faudrait noter que certains habitants de la Nouvelle-Ecosse ne sont pas encore convaincus que la Confédération a été salutaire pour la Nouvelle-Ecosse. Je mentionne ces faits et décris ces circonstances parce que, inquiets de nos problèmes et désaccords courants, nous sommes enclins à oublier que nos "Pères fondateurs" ont également eu leurs propres problèmes et désaccords, très nombreux et même sérieux. Nous sommes enclins à publier également que la Confédération est devenue un fait accompli parce que le peuple et les gouvernements du Québec et de l'Ontario la voulaient, et en avaient besoin pour leur survivance et leur bien-être. Les 6 autres provinces — certaines d'entre elles en existence en 1867, d'autres formées à même les étendues en friche de l'ouest — se sont ralliées à la Confédération à des dates subséquentes, dont la dernière mais aussi la plus ancienne, Terre Neuve, il y a seulement 15 ans, en 1948. La leçon qu'il faut tirer de cette histoire je crois, est tout d'abord que l'union est survenue parce que les peuples et les gouvernements la voulaient et croyaient qu'elle était dans leur meilleur intérêt et travaillerait à leur avantage; et en second lieu, que si ceux qui composent maintenant l'union découvrent ou décident que l'union leur est préjudiciable et est en fait une responsabilité, l'union prendra fin vraisemblablement. Cependant, l'histoire du Canada et l'histoire du monde moderne indiquent en fait que les unions sont habituellement profitables et la tendance est vers l'union, e.g. le marché common européen, l'organisation des Nations-Unies. Si nous ne sommes pas satisfaits de notre Confédération, et dans certains quartiers, ceci semble être le cas, alors je crois que le cours logique d'action consiste à examiner notre union ainsi que les soi-disant vices et insuffisances de

side, and the intelligent development and exploitation of our natural resources should be seized upon and welcomed. The One Hundredth Anniversary of our Confederation is such an occasion, or excuse. The second reason grows out of our history and present circumstances and problems. One hundred years ago, Canada, or British North America, consisted of a few small, sparsely settled, isolated colonies and a vast wilderness area to the North and West. The American Civil War — fought to prevent the secession of the Southern States as well as to free the slaves — was drawing to a close, and with it a decline in the "war boom" of the British Colonies as well as a major threat to the continued "separateness" of these colonies because of the great armed forces along our southern borders. This followed, in the colonies, the protracted but successful struggle to obtain responsible government, and the period of slow and not very productive expansion of the colonial economies and societies. The period had also been marked by frequent disagreements between the peoples and governments of Upper and Lower Canada. The result of all of this was a desire to improve the situation and circumstances, and to achieve a more secure, stable and prosperous state of affairs. The three Maritime Provinces, Nova Scotia, New Brunswick and Prince Edward Island, had arranged a conference to discuss the possibilities and values of a Maritime union. The governments of Upper and Lower Canada, learning of this, asked to be allowed to attend the Conference and to present to it a proposal for a larger union, which in their (Upper and Lower Canada) opinion would contribute more to the solution of all their problems and to the common prosperity. It was out of this background and these circumstances that the Charlottetown Quebec, and later, London Conference, developed. These, in due course, produced the British North America Act, our Act of union, and Confederation. In passing, it should be noted that there were only four original members of Confederation. Lower Canada, or Quebec, Upper Canada, or Ontario — both of them relatively small areas compared with their present size, brought about by the annexation of Ungava and Keewatin—New Brunswick and Nova Scotia. Prince Edward Island did not join Confederation in 1867, and Nova Scotia was "dragged" in, I understand, by able and far-sighted leaders against the wishes and support of the majority of her people. In passing it should be noted that some Nova Scotians are still not convinced that Confederation was good for Nova Scotia. I mention these facts and describe these circumstances because, worried as we are by our current problems and disagreements, we are inclined to forget that our "Founding Fathers" also had their own problems and disagreements, many of them, and serious ones at that. We are inclined to forget, too, that Confederation came about because the people and governments of Quebec and Ontario wanted it and needed it for their survival and welfare. The other six provinces — some of them in existence in 1867, others formed out of the wilderness lands of the west — have joined the Confederation at subsequent dates, the latest of them, but also the oldest, Newfoundland, only 15 years ago in 1948. The lesson to be drawn from this history,

celle-ci, en vue d'y remédier plutôt que de reculer l'horloge de 100 ans vers notre passé colonial.

Mais, je suis venu ici non pour parler d'histoire — si intéressant que ce puisse être — mais pour discuter avec vous des moyens de planification pour le Canada et de me prévaloir de cette occasion particulière — le centième anniversaire de notre Confédération — comme d'une occasion excitante de faire beaucoup des choses que nous aimerions faire ou de voir faire, dans nos diverses communautés et dans le reste du pays. Si nous devons nous prévaloir de cette occasion pour célébrer, pour rappeler et pour faire certaines des choses qui ont besoin d'être faites et qui devraient être faites, nous devrons alors — chacun d'entre nous, groupes particuliers, organismes, corporations, municipalités, gouvernements provinciaux et le gouvernement du Canada — commencer immédiatement à planifier, recueillir des fonds et à réaliser nos plans et projets. Je crois que c'est là l'ordre qu'il faut suivre: tout d'abord planifier; puis obtenir les fonds; et enfin se lancer immédiatement à la réalisation du projet. J'insiste sur le mot "immédiatement" parce qu'il ne reste que deux années de travail avant 1967.

Ici je devrais décrire brièvement ce qui a été fait. Le gouvernement fédéral et un certain nombre de ministères ou organismes du gouvernement fédéral ont travaillé dans une certaine mesure depuis quelques années à des plans et des projets qui seront réalisés au cours de cette période (la décennie 1960) et bien que ce ne soit pas nécessairement ou particulièrement sur des "projets du Centenaire", ces projets devraient être considérés commes des contributions au programme général du Centenaire. Ceux-ci comprennent entre autres la restauration des fortifications de Louisbourg à l'Ile du Cap Breton; la construction de la bibliothèque nationale à Ottawa, la construction du musée national d'histoire à Ottawa; le projet commémoratif de Charlottetown déjà décrit; l'ambitieuse et compliquée Exposition universelle de Montréal; les jeux pan-américains à Winnipeg et possiblement les jeux olympiques d'hiver à Banff en 1967-68; et nombre d'autres projets intéressants pour Ottawa.

Plus spécifiquement, le gouvernement fédéral a établi cette année l'Administration du Centenaire de la Nation, consistant en 8 directeurs venant de diverses parties du pays, un commissaire, un sous-commissaire, et un personnel restreint. Monsieur John Fisher, un distingué citoyen des Maritimes, est commissaire et Monsieur Robert Choquette, de Montréal, un auteur et intellectuel remarquable du Canada, est sous-commissaire. Ce corps existe pour favoriser, encourager et conseiller en ce qui concerne les projets et les propositions du Centenaire et pour agir à titre consultatif vis-à-vis du gouvernement fédéral et du Ministre fédéral responsable, l'honorable Maurice Lamontagne.

Ce corps, l'Administration du Centenaire de la Nation n'a pas de fonds propres à dépenser ou à donner aux autres à moins que ceci n'ait été autorisé par le gouvernement du Canada. Cependant, il a été convenu que le gouvernement fédéral versera dollar pour dollar, jusqu'à concurrence de un dollar par tête, à chaque province. Ceci signifie que le

I believe, is, first that union came about because people and governments wanted it, and believed it was in their best interests and would work to their advantage; and second, that if those now composing the union discover or decide that the union is deterimental to them and is in fact a liability, then the union is likely to end. However, the history of Canada and the history of the modern world does indicate that unions are usually beneficial and the trend and tendency is toward union, e.g., the European Common Market, the United Nations Organization. If there be dissatisfaction with our Confederation, and in some quarters this seems to be the case, then I believe the sensible course of action is to examine our union, and the alleged defects and inadequacies in it, with a view to remedying these rather than to put the clock back 100 years to our colonial past.

But I have come here not to talk about history — interesting though that is — but to discuss with you ways and means of planning for Canada, and of using this particular occasion or event — the 100th Anniversary of our Confederation — as an exciting opportunity to do many of the things we would like to do or see done in our various communities and in the rest of the country. If we are to take advantage of this opportunity to celebrate, to remember, and to do some of the things that need doing and that we want to do, then we must — all of us — individuals, groups, organizations, corporations, municipalities, provincial governments and the governments of Canada — begin immediately to plan, to raise money, and to carry out plans and projects. I believe this is the proper order: first, to plan; second, to secure the money; and third, to get on immediately with the carrying out of the project. I emphasize "immediately" because there are only two working years before 1967.

Here I should describe briefly what has been done. The Federal Government and a number of departments or agencies of the Federal Government, have been working, after a fashion, for a number of years on plans and projects which will be carried on during this period (the 1960's) and while not necessarily or especially "Centennial projects", should be thought of as contributing to the general Centennial programme. These include the restoration of the fortifications at Louisburg in Cape Breton Island; the construction of the National Library in Ottawa; the construction of the National Museum of History in Ottawa; the Charlottetown Memorial project already described; the ambitious and complicated World's Fair in Montreal; the Pan American Games in Winnipeg; possibly the Winter Olympics in Banff in 1967-8; and a number of other interesting proposals for Ottawa.

More specifically, the Federal Government has this year set up the National Centennial Administration, consisting of eight directors from various parts of the country, a Commissioner, a Deputy Commissioner, and a small staff. Mr. John Fisher, a distinguished son of the Maritimes, is Commissioner, and M. Robert Choquette of Montreal, one of Canada's outstanding authors and scholars, is the Deputy Commissioner. This body exists to promote, to encourage, and to advise regarding Centennial projects and proposals,

gouvernement fédéral déboursera quelque dix-huit ou dix-neuf millions de dollars pour des projets approuvés du Centenaire et avec des octrois identiques venant de 3 sources, ceci représente près de soixante millions de dollars. La procédure établie est qu'un projet local est convenu et que le proposant — municipalité, gouvernement provincial, groupe ou organisme volontaire, e.g. une université — doivent entreprendre de payer un tiers du coût du projet. Le gouvernement de la province intéressée doit officiellement approuver et recommander le projet et convenir de payer l'autre tiers du coût. De plus, ces projets doivent se conformer à certaines exigences spécifiées. Un: Ils ne seront pas admissibles si une aide fédérale est disponible pour le projet aux termes d'une autre loi. Deux: Les projets doivent être d'une nature permanente ou "durable"; ceci peut inclure des bâtiments, des parcs, des salles de concerts ou la rédaction de livres. Ces octrois ne seront pas disponibles pour l'achat de livres existants pour payer le coût de pageants ou de célébrations ni les dépenses d'administration des comités locaux.

Les demandes d'octrois devraient être faites à l'Administration du Centenaire de la Nation par l'entremise du gouvernement provincial et l'octroi fédéral ne pourra pas être accordé sans qu'il y ait une contribution provinciale préalable. L'octroi sera fait à la province elle-même. L'octroi fédéral ne dépassera pas un tiers du coût estimatif convenu.

Il faut que le projet puisse être raisonnablement parachevé à temps pour les fêtes du Centenaire.

En sollicitant un octroi, il faut soumettre une preuve que le projet sera convenablement entretenu après le parachèvement.

Les revenus anticipés d'un projet après le parachèvement seront pris en compte en déterminant le montant de la contribution fédérale.

Ceci semble assez clair mais pour les raisons habituelles, alors que la plupart des provinces ont passé une législation

and to act in an advisory capacity to the Federal Government and the responsible Federal Minister, the Honourable Maurice Lamontagne.

This body, the National Centennial Administration, has no money of its own to spend or to give to others, unless this has been authorized by the government of Canada. However, it has been agreed that the Federal Government will contribute, on a matching basis, up to one dollar per head of population to each province. This means that the Federal Government will contribute some eighteen or nineteen millions of dollars to approved centennial projects, and with the three-way matching grants, this will mean close to sixty millions of dollars. The procedure laid down is that a local project is agreed upon and the sponsor — municipality, provincial government, voluntary group or organization, e.g., a university — undertakes to pay one-third of the cost of the project. The government of the province concerned must formally approve of and recommend the project and agree to pay the other third of the cost. Further, these projects must comply with certain specified requirements. One: they will not be eligible if federal aid is available for the project under other legislation. Two: projects must be of a permanent or "lasting" nature; this may include buildings, parks, concert halls, or the writing of books. These grants will not be available for the purchase of existing books, the costs of pageants or celebrations, nor the administration expenses of local committees.

Applications for grants should be made to the National Centennial Administration through the provincial government and a provincial contribution is a prerequisite to a federal grant. The grant will be made to the province itself. The federal grant will not exceed one-third of the agreed estimate of cost.

The project must have a reasonable prospect of completion by the time of the Centennial observances.



The Conference Registration Desk. From left to right: Councillor G. D. Bird of Leaside, Miss Madeleine Parent and Miss Simone Bussières of Quebec City and Mrs. Margaret Kennedy, Treasurer of the CPAC National Office.

Le bureau d'inscriptions de la Conférence. De gauche à droite: Le conseiller G.-D. Bird de Leaside, mesdemoiselles Madeleine Parent et Simone Bussières de la cité de Québec et madame Margaret Kennedy, trésorière de l'ACU, bureau national.

appropriée et que certaines d'entre elles ont établi des comités provinciaux du Centenaire, pas un seul projet n'a été approuvé ni soumis à l'Administration du Centenaire de la Nation en vertu de ce programme non plus qu'un seul dollar des soixante millions en perspective n'a été dépensé. Ceci ne suffit tout simplement pas, parce que le temps est réellement d'importance primordiale. La contribution la plus utile que peuvent faire les membres de cette Conférence, est dès votre retour chez-vous, de faire une pression intelligente et appropriée sur vos gouvernements provinciaux afin d'amorcer ce programme.

En plus de l'Administration du Centenaire de la Nation, il y a 2 autres corps au niveau fédéral-provincial qui sont intéressés au programme du Centenaire. Tout d'abord il y a le Comité national provisoire qui a tenu sa première réunion le 8 février 1960, puis une seconde, les 17 et 18 avril 1960. Les 10 premiers ministres provinciaux furent invités à nommer des représentants à ce Comité et tous les 10 l'ont fait. La première réunion a convenu des objectifs généraux du programme du Centennaire et a déclaré son appui de la demande soumise par la cité de Montréal pour être choisie comme l'emplacement de l'Exposition universelle de 1967.

La seconde réunion a convenu des objectifs suggérés suivants:

"Le Centenaire devrait être un temps pour la prise d'inventaire national et pour se dédier à nouveau pour l'avenir.

Le programme, marquant comme il le fait la naissance d'une nation, devrait fortement refléter la nation, mais devrait aussi avoir des aspects importants tant locaux que provinciaux. Chaque citoyen devrait avoir une occasion d'y participer.

Il faudrait mettre l'accent sur l'aspect historique du Centenaire. Les célébrations devraient refléter toute la gamme de l'histoire du Canada et non seulement de la Confédération elle même ou de la période où celle-ci s'est présentée. Ceci permettrait, d'un côté, de reconnaître pleinement le rôle des premiers explorateurs et d'un autre côté, la due reconnaissance aux 6 provinces qui se sont jointes au Dominion après 1867.

Le but historique, généralement parlant, devrait être de rendre le grand public confiant de la manière par laquelle le Canada d'aujourd'hui est venu en existence, et les contributions à sa croissance et à son développement que le peuple composé de plusieurs races et de plusieurs nationalités, ont apportées.

Il faudrait reconnaître spécifiquement le besoin de commémorer les conférences de Charlottetown, de Halifax et de Québec en 1864, lesquel les furent les prédécesseurs de la Confédération.

Le Centenaire offre une occasion d'entreprendre des projets nécessaires d'une nature capitale. Ceci devrait comprendre les projets 'durables' tant à Ottawa qu'ailleurs.

Des mesures devraient être prises pour permettre aux

The applicant for a grant must give evidence that the project will be properly maintained following completion.

Anticipated revenues from a project after completion will be taken into account in determining the amount of the federal contribution.

This seems clear enough, but for the usual reasons, while most of the provinces have passed appropriate legislation and some have set up Provincial Centennial Committees, no single project has been approved and submitted to the National Centennial Administration under this plan and not a dollar of the envisaged sixty millions has been spent. This is just not good enough, for time is truly of the essence. One of the most useful contributions the members of this Conference can make, when you return home, is to *bring intelligent and appropriate pressure to bear upon your provincial governments to get this programme under way.*

In addition to the National Centennial Administration there are two other bodies at the Federal-Provincial level concerned with the Centennial programme. The first is the Provisional National Committee which held its first meeting on February 8th, 1960, and a second meeting on April 17th and 18th, 1960. The ten provincial premiers were invited to appoint representatives to this committee and all ten did so. The first meeting agreed upon the general objectives of the Centennial programme and decided its support of the City of Montreal's application for selection as the site of the 1967 World's Fair.

The second meeting agreed upon the following suggested objectives:

"The Centennial should be a time of national stocktaking and of re-dedication for the future.

The programme, marking as it does the birth of the nation, should have a strong national flavour, but should also have important local and provincial aspects. Every citizen should have an opportunity to participate.

The historical aspect of the Centennial should be accented. The celebrations should reflect the full range of Canada's history and not merely Confederation itself, or its period. This would allow, on the one hand, full recognition of the role of the early explorers and, on the other, due recognition to the six provinces that became part of the Dominion after 1867.

The historical aim, broadly speaking, should be to make the general public aware of the way in which Canada of today came into being, and the contributions to its growth and development that have been made by peoples of several races and many nationalities.

Special recognition should be given to the need for the commemorations of the Conferences in Charlottetown, Halifax and Quebec in 1864 which were the predecessors of Confederation.

The Centennial provides an occasion for the undertaking of necessary projects of a capital nature. This should include 'lasting' projects both in Ottawa and elsewhere.

Steps should be taken to enable young Canadians to obtain a fuller knowledge of the people and geography of their own country.

jeunes Canadiens de mieux connaître le peuple et la géographie de leur propre pays.

Le célébrations devraient inclure des festivals d'art.

Il y a un besoin d'enregistrer et de préserver la matière historique et culturelle de tout genre.

Il faudrait reconnaître particulièrement le 50e anniversaire de la Bataille de Vimy Ridge, qui se présente également en 1967.

Le programme du Centenaire devrait avoir recours dans la pleine mesure à tous les moyens de communication — la parole imprimée, le film, la radio et la télévision."

Une troisième réunion du Comité national fut tenue le 11 octobre 1961. Les déléguées ont approuvé en principe les divers aspects des plans du Centenaire.

La loi nationale sur le Centenaire fut promulguée en septembre 1961, prévoyant l'établissement de "l'Administration du Centenaire de la Nation" qui fut nommée en réalité, le 24 janvier 1963.

Elle prévoyait également *"une Conférence nationale sur le Centenaire du Canada"* laquelle devrait consister en un ministre fédéral et au plus soixante membres nommés par le Ministre, comprenant deux de chaque province, recommandés par les gouvernements de chacune des provinces. La Conférence est censée se réunir au moins deux fois l'an et le ministre fédéral doit être le Président de la Conférence.

Cette Conférence, bien qu'elle fut prévue en septembre 1961, n'a pas encore été nommée.*

Dans l'intervalle, un groupe de particuliers et de représentants d'organismes volontaires, de corps politiques et de corporations se sont réunis et ont formé le Conseil du Centenaire de la Confédération. L'honorable G. M. Drury était Président jusqu'à son élection au Parlement en 1962. Monsieur Marcel Faribault, de Montréal, est le Président associé, monsieur J. M. Martin, de Québec, le secrétaire honoraire et le Colonel Hugh Wallis de Montréal, Président du Comité exécutif. Présentement, plus de trois cents corps politiques et organismes nationaux, provinciaux et locaux sont membres de ce Conseil. Ses fonctions consistent à représenter le secteur particulier de la communauté canadienne dans la préparation des plans pour 1967, afin de stimuler et d'encourager les particuliers, les groupes, les compagnies et les corporations à entreprendre des projets appropriés afin de célébrer 1967, pour agir comme une maison de triage et une source d'information et pour tenter de remplir les lacunes dans la planification occasionnées par les retards aux niveaux gouvernementaux. Malheureusement les seuls fonds que le Conseil a à sa disposition, consistent dans les sommes limitées qu'il perçoit de ses membres et des citoyens imbus d'un esprit civique, et en une contribution généreuse provenant du gouvernement fédéral

Festivals of the Arts should form part of the observances.

There is a need to record and preserve historical and cultural materials of every kind.

Special recognition should also be given to the 50th Anniversary of the Battle of Vimy Ridge which also occurs in 1967.

The Centennial programme should make full use of all communication media — the printed word, film, radio and television."

A third meeting of the National Committee was held on October 11th, 1961. The delegates gave approval in principle to the various aspects of the centennial plans.

The National Centennial Act was passed in September, 1961, providing for a *"National Centennial Administration"*, which was actually appointed on the 24th of January, 1963.

It also provided for a *"National Conference on Canada's Centennial"* to consist of the Federal Minister and not more than sixty members appointed by the minister including two from each Province recommended by the governments of each of the provinces. The Conference is supposed to meet at least twice a year, and the Federal Minister is to be chairman of the Conference.

This Conference, though provided for in September 1961, has not yet been appointed.*



Burroughs Pelletier, Director of the Provincial Town Planning Bureau of Quebec, who was Conference Chairman, speaking at the opening session.

Burroughs Pelletier, directeur du bureau provincial d'urbanisme de Québec, qui fut président de la Conférence, adressant la parole lors de la session d'ouverture.

pour les dépenses administratives nécessaires, payée par l'entremise de l'Administration du Centenaire de la Nation. Le secrétaire national ou directeur est monsieur Norbert Préfontaine et les quartiers généraux sont situés au 268 de la Première Avenue, Ottawa.

En plus de ces corps politiques, il y a dans chaque province et dans les cités et les villes, des particuliers et des comités qui ont un intérêt spécial à notre Programme du Centenaire, et une certaine responsabilité à ce sujet.

Un de nos problèmes, commun au Canada, consiste à découvrir qui au juste est responsable, pour quoi et où. Un de nos besoins les plus pressants est de clarifier cette situation afin que toute personne qui est intéressée aux célébrations du Centenaire sache avec qui elle doit communiquer dans sa ville, cité ou province et à Ottawa. J'ai tenté et je continuerai de tenter de réaliser cet objectif nécessaire et important de la clarification des responsabilités. Peut-être qu'une petite conférence officieuse de quelques-unes des personnes qui sont responsables de l'administration des divers organismes, serait le meilleur moyen de réaliser cet objectif.

Votre Directeur national, lorsqu'il m'a demandé de vous adresser la parole, m'a dit que vous étiez particulièrement intéressés à des projets pratiques et en particulier à des centres communautaires. Il m'a demandé de vous dire comment procéder à la planification de ces projets et d'autres entreprises appropriées. C'est là tâche plutôt ardue pour quelqu'un qui n'est pas urbaniste d'en discuter avec un groupe d'urbanistes. Mais je ferai de mon mieux.

La première chose à faire à mon avis est de convenir d'un projet approprié puis de trouver une personne ou un corps politique pour le financer. Le projet pourrait être un centre communautaire et j'ai passé quelque temps tout-à-l'heure, à vous décrire un tel centre, le monument commémoratif de Charlottetown, et les mesures qui ont été prises pour le réaliser. Vous remarquerez que j'ai mentionné une personne en particulier parce que toute entreprise doit commencer quelque part. Ainsi, j'insiste, si vous êtes intéressés à des plans pour le Centenaire, et je suis porté à croire que vous l'êtes, que vous rentriez chez-vous et trouviez un homme ou une femme énergique, ayant de l'imagination muni d'une bonne intelligence — vous serez peut-être cette personne — et de convaincre cette personne de la practicabilité et de la désirabilité d'un projet. Puis, réunissez un petit groupe pour en discuter et éventuellement donner son appui au projet, puis vous vous engagez dans la tâche difficile mais décisive de trouver les fonds pour en payer le coût. Ici, permettez-moi de vous signaler que tout projet devrait être apporoprié et en deçà de vos moyens. Par approprié, je veux dire nécessaire, utile, beau ou tous les trois. Ce peut être un bàtiment et plusieurs projets y compris un bâtiment de sciences médicales pour l'université Dalhousie et la région de l'Atlantique, un centre pour la pour suite de l'instruction pour l'université de la Colombie-Britannique, un centre de commerce international à Vancouver, ont été proposés et en sont des exemples; ou encore

In the meantime, a group of private citizens and representatives of voluntary organizations, bodies and corporations, came together and formed the Canadian Centenary Council. The Honourable Mr. C. M. Drury was chairman until his election to Parliament in 1962. M. Marcel Faribault of Montreal is the Associate Chairman, M. J. M. Martin of Quebec the Honorary Secretary and Col. Hugh Wallis of Montreal Chairman of the Executive Committee. At the present time, more than three hundred national, provincial and local bodies and organizations are members of this Council. Its function is to represent the private sector of the Canadian community in planning for 1967; to stimulate and encourage individuals, groups, companies and corporations to undertake appropriate projects to celebrate 1967; to act as a clearing house and a source of information; and to attempt to fill the gap in planning caused by delays at the governmental levels. Unfortunately the only money it has is the limited sums it collects from its members and from public-spirited citizens and a generous contribution from the Federal Government, for necessary administrative expenses, paid through the National Centennial Administration. The national secretary or director is M. Norbert Prefontaine and the headquarters is 268 First Avenue, Ottawa.

In addition to these bodies, there are in each province and in cities and towns, individuals and committees with a special interest in our Centennial programme and with some responsibility for it.

One of our problems, a common Canadian one, is to discover just who is responsible for what, and where. One of our most pressing needs is for a clarification of this situation so that anyone interested in centennial celebrations will know who in his town, city or province and in Ottawa to communicate with. I have tried and will continue to try to achieve this necessary and important objective of clarification of responsibility. Perhaps a small informal conference of some of those responsible for the administration of the various agencies would be the best way to bring this about.

Your National Director, when he asked me to speak to you, told me that you were particularly interested in practical projects and, in particular, community centres. He asked me to tell you how to go about planning for these and other appropriate undertakings. This is something of a tall order for a non-planner to take on before a group of planners. But I will do my best.

The first thing to do, I suggest, is to agree upon a suitable project and then to find someone or somebody to finance it. The project could be a community centre and I have spent some time earlier describing such a centre, the Memorial in Charlottetown, and the steps taken to bring this into being. You will note that I made mention of one individual in particular, for any undertaking must start somewhere. So I urge you, if you are interested in centennial planning, and I gather that you are, to go home and find a man or woman with energy, imagination and intelligence — perhaps you will be that person — and to convince that person of the feasibility and desirability of a project. Then call together a small group to discuss and in due course support the pro-

des parcs et des terrains de jeux; ou l'aménagement paysagiste de rues, de grandes routes et de boulevards. Personnellement, j'ai souvent ressenti qu'avec très peu d'argent mais une certaine imagination et une collaboration communautaire, il serait possible de faire des milliers d'écoles et d'églises éparpillées d'un bout à l'autre du pays un chef-d'oeuvre dont on pourrait être fier. Des fleurs, des arbres, des arbustes, des pelouses, de la peinture et des outils de menuisiers peuvent accomplir de grandes choses à ce sujet et je recommande ce projets très fortement à votre organisme. Notre pays est rempli de constructions à l'abandon — vieilles granges, remises ou bâtiments en décrépitude, des cimetières, taudis et dépotoirs mal entretenus et en désordre. Encore une fois, un peu d'énergie, d'imagination et de détermination et très peu d'argent peuvent réaliser des merveilles; les parcs et les terrains de jeux peuvent être beaux et peuvent également contribuer énormément à la santé, au bien-être et au relèvement général des normes de bonne conduite dans toute communauté. Ce n'est pas coûteux — pourquoi ne pas insister pour en avoir davantage? Nous sommes un peuple sale et peu soigné et nous devrions avoir honte. Partout où nous allons nous rencontrons des débris et des bouteilles brisées et de vieilles boîtes de conserves. Il serait si facile et si bon marché de faire de la propreté et de la bienséance un projet du Centenaire. Tout ce qui est nécessaire est une personne persistante et persuasive dans chaque communauté et un programme national pour l'encourager.

Voici ce qui pourrait être d'un intérêt spécial pour votre groupe . . . la recherche, la désignation, la restauration et la préservation des emplacements, des monuments et des bâtiments historiques, votre belle province de Québec en est remplie et beaucoup d'efforts ont été faits et sont faits pour préserver notre histoire. Des projets aussi comme la restauration de Fort Henry, de la Citadel à Halifax et de Fort Langley en C.-B. et Fort Garry au Manitoba, en sont des illustrations tout comme le programme de restauration de Louisbourg. Mais il y en a encore bien d'autres qui pourraient être des projets du Centenaire appropriés, e.g. le vieil hôtel du gouvernement à Fredericton présentement les quartiers généraux de la Gendarmerie royale, et la restauration et le marquage des postes et des fortifications espagnols et britanniques à Nookta Sound.

La contribution la plus utile peut être que vous, l'Association canadienne d'Urbanisme, pourrez apporter, est de continuer plus vigoureusement à presser et à encourager les particuliers, les gouvernements, les municipalités et les gouvernements et organismes provinciaux à avoir recours aux services des urbanistes, des architectes et des artistes afin que nous, et ceux qui viendront après nous, puissions vivre dans des maisons et travailler et jouer dans des cités et des villes qui sont bien organisées bien planifiées, tout en étant fonctionnelles, économiques et par-dessus tout, belles.

* *(Réd: Depuis que le présent discours a été prononcé, on a annoncé les membres de la Conférence nationale du Centenaire de la Confédération, et sa première réunion fut tenue les 15 et 16 octobre 1963).*

ject, and then proceed to the difficult but crucial task of finding the money to pay for it. Here may I point out that any project should be appropriate, and within your means. By appropriate, I mean, necessary, useful, beautiful or all three. It can be a building, and many projects, including a Medical Science building for Dalhousie University and the Atlantic area, a centre for Continuing Education for the University of British Columbia, an International Trade Centre in Vancouver, have been proposed and are illustrations of this; or parks and playgrounds; or the landscaping of streets, highways and boulevards. Personally I have frequently felt, that with very little money, but some imagination, and community co-operation, some of the thousands of schools and churches scattered across our country could be made something to be proud of. Flowers, trees, shrubs, green lawns, paint and carpenters tools could work wonders in this respect, and I commend this to your organization most strongly. Our country is full of derelicts — old tumble down barns, sheds and buildings, unkept and unkempt cemeteries, slums and dumps. Again, energy, imagination, determination, and very little money could work wonders; parks and playgrounds can be beautiful, and can also contribute greatly to the health, welfare and general upgrading of standards of behaviour in any community. They are not expensive. Why not press for more of them? We are a dirty and careless people and should be ashamed of ourselves. We leave litter and broken bottles and old cans everywhere we go. It would be so easy, and so cheap, to make tidiness and decency a Centennial project. All it needs is one persistent and persuasive person in each community and a national programme to encourage it.

Something that should be of special interest to this group is the seeking out, the designation of, and the restoration and preservation of historic sites, monuments and buildings. This lovely province, Quebec, is full of them and much has been done and is being done here to preserve our history. Projects too, like the restorations at Fort Henry, the citadel at Halifax and Fort Langley in British Columbia and Fort Garry in Manitoba, are illustrations, as is the programme to restore Louisburg. But there are many more of these that could be appropriately made centennial projects, e.g. the old government house in Fredericton now the R.C.M.P. Headquarters, and the restoration and marking of the Spanish and British posts and fortification on Nootka Sound.

Perhaps the most useful contribution that you, the Community Planning Association of Canada, can make is to continue more vigorously to urge and encourage individuals, companies, municipalities and provincial governments and agencies to make use of planners, of architects and of artists so that we and those who come after us can live in homes and work and play in cities and towns that are well organized, well planned, functional, economical and, above all else, beautiful.

* *(Ed. Since this speech was delivered, the membership of the National Conference on Canada's Centennial has been announced and its first meeting held, October 15-16, 1963.)*

THE CENTENARY —

Opportunity for City Building?

James B. Milner

Professor of Law, University of Toronto

The title of this short session having been put in the form of a question I was moved to ask myself several more questions, which I now propose to share with you in the hope that my questions will leave you a little more dissatisfied — a little less complacent — with the state of cities in Canada.

My questions have led me tentatively to three conclusions:

1. If we are to seize *any* opportunity for better city building, we must have a much more specific idea of what our future cities should look like than most of us, planners and planned alike, now have.

2. If we have these more specific ideas, we can give more attention to a plan of development that shows us what we can expect in terms of buildings and the space about them, of the right size, in the right place, in the proper quantity, and adequately serving stated purposes.

3. Finally, we must have a better understanding of the *dramatis personae* of city building: should the community build itself, or part of itself, to be sure it gets what it wants?

Who Builds Our Cities?

May I comment briefly on the third proposition first, because it is easily the most controversial? Whose opportunity for city building are we referring to? *Who builds our cities?*

I hope you see what I'm getting at. If we do not build ourselves then we feel that we must control those who do. But perhaps we can't control them. We must, I think, take a fresh look at this question of control versus doing it ourselves. Who are "we"?

We must remember that "we" are a group of well intentioned Canadians, representatives of a small and loosely knit organization of equally well intentioned Canadians who have joined CPAC for not very clearly thought out reasons, but with a fairly definite feeling that we could have more interesting, more economic, or more beautiful places to live, or perhaps all of these things. Some of us are members of planning boards, some are municipal councillors, some are interested laymen, some are "professionals": realtors, architects, engineers, and a handful of professional town planners. Most of us are not city builders. I wonder how many are building contractors or real estate investors?

Our centennial opportunity for city building may well be frustrated if we rely entirely on a system of legal controls over the building contractor and the real estate investors, even if we become far more conscious of the purposes we have in mind in using those controls. May I ask you to consider for a moment whether we shouldn't take a more direct hand in building our cities ourselves. I refer, of course, especially to the municipal councillors in our membership at this point; but the rest of our members must also be aware of the vital importance of this possible change in our general attitudes toward cities.

I have just returned from a short visit to Sweden and England where I saw most impressive examples of city building and rebuilding. Perhaps the most impressive thing about the examples was the role played by the city in every case. In both Sweden and England it seems to have been accepted that the sensible way to build a city is for the existing city — or the central government in the case of a "new" city — to acquire the land and go ahead and build it. We needn't confine ourselves to England and Sweden. Throughout the history of the cities that especially delight us today, the number that were built by large landowners is quite remarkable. From ancient Greece, down through the ages, city after city has been built by owners, usually princes, kings, emperors or tyrants. Few indeed have come into being through the operation of democratic machinery.

The task of town planning in our century of democratic enlightenment may be described simply as finding a way of doing in our time, democratically, what these ancients could only do by autocratic or tyrannical methods. It seems to have been assumed, on this continent, that the only democratic way of building cities is for the state to control the private builder by complicated regulation piled on complicated regulation. Although it is difficult to point to many satisfying cities built by this sort of control, we steadfastly resist any notion that the city should "go into the real estate business". If we really mean all this talk about building better cities, I think we should explore the possibilities of a more active role for our municipal councils. I may say that for me this is still an open question. I am not sure where community control should stop and active community participation begin. I cannot see us doing a sufficient job without resorting to both control and participation.

One of the incidental benefits to be derived from more active participation is that the costs of the building will be paid for by the people who most benefit, and the profits will be shared by both the public and private investors alike. In England there has been, since 1909, a constant concern to see that the costs and benefits were rationally related,

and for a seven year period after 1947, there was a courageous and, I think, admirable attempt made to compensate those who lost land value through city building, by taking the benefit from those who gained land value and using it to meet the costs of compensation. By 1954 the attempt had pretty well been given up, but it remains a striking example of a great democratic nation trying to harness the unwieldy forces of the land market.

In North America there has never been any great concern for an equitable distribution or allocation of costs and benefits. We have almost always assumed that the system of public control of private land use benefited everyone, including individual land-owners sometimes very severely hit by the controls. The benefit is thought to be so great, so complete, so all embracing, that we could overlook the slight "inconveniences" that the actual, real, distribution of costs imposed. Any really necessary adjustment was thought to be made by the operation of our land tax system. I must confess that I am not sure that every landowner fully shares this conviction, which is a rather facile disposition of a difficult problem.

I do think that this refusal to face more effectively the facts of costs and benefits, of compensation and betterment, may explain the relative ease with which zoning changes are constantly awarded by councils that think they are "planning". They are, perhaps, councils with guilty consciences. Kosmos Kagool has said that in a democracy you get what you deserve. It might be added that in a so-called free enterprise society you also get what you pay for. If we don't want better cities enough to pay for them, we may get what we *do* want. I doubt whether any society will make a perfect balance of all the conflicting elements: the concerns of private landowners, the virtues of democratic processes of government, the equal or fair sharing of expense, and so on. The question is, can we make a better blend than we have at present?

One further advantage in the do-it-ourselves approach that I should point out is the relative ease with which you can get the kind of city design you want. There is a growing lack of confidence in controls over what amount to aesthetic matters. By-law attempts to produce beautiful streets, let alone beautiful cities, have sometimes been rather notorious failures. I could cite University Avenue in my own city (Toronto) as an infamous example. Not only has the by-law control of architecture in that street produced a dull hodge podge of building, but the basic zoning by-law has forbidden many things being done on the street that might have attracted people to it, to see its beauty if it had any. Let us think twice about the possibilities of "creative" design, whatever that is, if we intend to achieve it by placing restraints on the designer. If we do it ourselves we can forget about restraints established only so that we can be "fair" to one and all.

Incidentally, if we did undertake to build our own cities, I think Mark Twain's famous remark about the weather would become less applicable to town planning. "Everyone talks about it but no one does anything about it."

Do We Know What We Want?

Can we come now to my first proposition. Can we, as CPAC members, or more generally, as Canadian citizens, between now and 1967, begin to make informed choices about the kinds of places we would like to live in? If I may set aside for the moment the question of *how* "we" or "they" are going to build or to be controlled in building, I should like to address myself next to the question I think most crucial: Can we make "informed choices"?

Put another way, my question is, "Do we know what kind of city we want?" Is our reluctance to pay for our cities as a community obligation partly a result of our ignorance of what we want *now,* or what we now think we *shall* want in the future? I find it difficult to think of town planning as a legitimate exercise unless it is directed to some known and understood goal, and I am asking whether we, as the consumers of town planning, and, in some cases, the victims of town planning, know what we want to get out of the process. I could, I think, ask this question of professional town planners and get only an ambiguous or unsatisfactory answer from them as well. I think ambiguity arises from the quite different concepts of town planning that are prevalent amongst our professional planners. Some planners are biased toward the social, some toward the physical, development of our cities. Some see for example parking space as a question only of capacity: is there space for a defined number of vehicles? Others see it as a question of the appropriateness of a particular place with particular characteristics: whether the parking is open on one level only, or enclosed and on several levels. The choice involves both appearances and costs. The one type of planner is more easily satisfied, I think if the capacity of the parking space is right. The other type wants to be assured that the space or buildings or both are appropriate for all of their purposes, one of which is to add beauty to our environment. This is an over-simplified distinction and it is merely a difference of emphasis, but I think it serves to illustrate the cause of some of the public confusion over the purposes of planning.

This simple illustration may give more meaning to my question, "Do we know what kind of city we want?" I think we can only answer "yes" if we are able to say to ourselves, "Yes", I know the reasonable alternatives and I prefer this one to that." I think that very few of us do know the reasonable alternatives and fewer still see them in terms of bricks and mortar. Nevertheless I should like to suggest to you today that the citizen's primary concern — not of course, his only concern — in urban and regional planning is that he know and understand what the potential development of his community is so that he can, if he chooses, support those directly concerned when they propose a course of action for his approval.

This process of getting to know the alternatives seems to me to be a highly local and individual process. There is less of general application than there is of local history and geography and probable and possible development. I therefore suggest that the citizen's first responsibility is to know



James B. Milner, Professor of law at the University of Toronto, delivering his address.
James B. Milner, professeur de Droit à l'Université de Toronto, présentant son discours.

his own community. You will note that I do not say, "his own city" — he must know the whole of the community of which his city may be only a part. He can get to know this only by looking around him and thinking about what he sees, in terms of his own community's history, geography and probable and possible development. As Hans Blumenfeld has put it, his question is not "*if* it will be", but "*how* it will be".

This may sound to many of you like a dull sort of programme. I know it lacks the excitement of lobbying a local council or a provincial minister to get some very detailed or rather abstract change in our planning legislation. But I think some of these things might follow automatically if the local council or the minister becomes aware of increasing citizen interest, voter interest if you like, in the local scene.

I wonder whether I could suggest here a way in which this programme of increasing local interest in local development could be glamourized? I have, from time to time, urged rather ineffectively, I'm afraid, that CPAC should undertake a nation-wide contest to see who could produce the best essay in, say, twenty photographs of the existing and possible development of his community. If this contest were organized first on a local basis, for a prize of, say, $500, raised locally, with a final competition on a national level, for a prize of, say, $2000, I think there would be a real stimulus to gifted amateur photographers to look more closely at the local scene. If the announcement of the contest were to be accompanied by the announcement locally of a series of planning talks about the community, sponsored by the local planning board or commission, or the local branch of CPAC the contestants could have the advantage of some professional help in learning to look intelligently at their own community. Professional planners could point out what sort of picture is basic in a photographic essay of this sort and the contestant's skill as a photographer could complete the picture. If all the photographs submitted became the property of CPAC we could acquire a valuable collection the like of which I am sure does not exist in Canada today. They would make an interesting exhibit at an annual convention.

This sort of activity strikes me as giving a special impetus to the curiosity of citizens that I take it we are trying to promote, and I think it might lead to better understanding of the potential of our cities. Apart from the conduct of the national contest, I think the national organization of CPAC might undertake the publication of a small book called HOW TO LOOK AT CITIES. Kevin Lynch has already done this in his book THE IMAGE OF THE CITY[1] an excellent book but one that has two drawbacks: its examples are all American, and it is written in a kind of professional jargon that may not be very clear to lay readers. What I am suggesting is a handbook for Canadians who want to look at their own communities in much the same way that Kevin Lynch looked at his American cities. Such a handbook might well serve in a suitably adapted form, as a senior high school text or reference book. Steen Eiler Rasmussen's EXPERIENCING ARCHITECTURE might make a useful model.

An indirect result of the contest and the handbook would be the creation of a much wider community of town planning critics. Just as poets, artists and musicians are likely to thrive in a community of understanding and critical readers, viewers and listeners, so will town planners and urban architects thrive in a community of interested and informed *amateurs* of town planning. To promote this improved climate of public opinion, the CPAC might contribute by organizing amongst its members those capable of writing intelligent comment to newspapers, councils, planning boards, parent-teacher organizations and the like, so that public discussion of specific planning proposals would be encouraged. I am not suggesting that the CPAC should take a stand on such proposals. Quite the opposite — I am suggesting that the CPAC promote *all* points of view if it can find members who hold them.

In my view, although the CPAC performs many other important roles in promoting town and regional planning, nothing is so vital in the long run as this encouragement of public discussion to the end that those responsible for, and those who have the choice about, our future cities will make informed choices.

Before leaving this question of the kind of city we want, may I raise one question that bothers me as I look at cities around the world I happen to live in. Why is there almost

always some demolition going on: a street is being torn up, a ten-storey building is being torn down, rather dilapidated houses are being destroyed and goodness knows where their inhabitants are going? Is all this destruction desirable? Must our cities be in a constant state of rebuilding? I am not a town planner, and I don't know the answers, but I have often wondered why our cities wear out so quickly — they become obsolete rather than wear out, I suppose, since there seems to be plenty of use left in the streets and buildings on the block. Could we plan for something more permanent? Is permanence a Good Thing? Would we have a more stable society if we built for longer than twenty or thirty years? This seems to me to be a rather fundamental question, one I should not like to have to answer, yet it must be answered if we are to make informed choices about the kind of cities we want to live in.

How Do We Express Our Choice?

If we may now assume, for the sake of argument that we *do* know the kind of city we want and that we *can* make an informed choice about future development, we can turn to my second proposition, the last to be discussed. That proposition came out of the question: "How do we express this informed choice?"

It seems to me a bit old fashioned, but not, as yet, "unrealistic", to suggest that choices such as I have been talking about should be embodied in a development plan. I would define a development plan in much the same language as the Ontario *Planning Act* defines an official plan. It should be a document that sets forth a programme of development of a particular community, in clear language, with photographic and diagrammatic illustrations, and maps. It should I think, contain some pretty specific proposals, but they need not all be fully binding on anyone. A development plan may not, it is true, emerge immediately in its final form, but in the course of a relatively short period it seems to me that it should appear in considerable detail and attractive enough to interest, even excite, those who build our cities and those of us who can only hope that better cities will be built.

I do not pretend for a moment that this concept of a development plan is at all widely held, in Canada, or elsewhere. But I suggest that it is well within the spirit of most of our existing planning legislation, and that it is a concept that would be worth examination by our professional planners. It would not be unreasonable to put the rôle of the development plan at the top of the list of planning procedures most in need of study. At the present time not only are our master plans unimaginative (literally, I suppose, that means, lacking images) but their rôle in the planning process is most obscure. Many Ontario lawyers I know, some of whom are quite experienced in town planning law, regard the official plan in that province as having nuisance value only. When you want to change the zoning you may have to change the official plan as well. The province of British Columbia, only two or three years ago, increased the legal effect of the official community plan in that province, but to the best of my knowledge there are few, or no, official community plans in British Columbia. The provision simply isn't used. Yet one cannot say there is no "planning" going on in British Columbia, and in fact, as far back as 1928, the city of Vancouver could boast of one of the earliest and most comprehensive city plans in Canada.

When you find a fairly complex regulatory law that is not being used, or being used very sparingly, you have a situation calling for some inquiry. Is the law inadequate? Wrongly directed? Unnecessary? What is the proper rôle of a community plan? What is the proper form of a community plan? These, I suggest, are *not* questions for CPAC members. They are questions for professionals. But they are questions that CPAC members should know *are* questions — that at the present time the professionals are far from agreed on the rôle of what many CPAC members may have unwittingly supposed was a well established basis of operation in planning.

While I am not myself ready to judge the question, I intend to push hard for professional inquiry into this matter. I think I can say that the rôle of CPAC seems clear to me. Its rôle is to continue to inquire locally into the present conditions and the future prospects of our communities, so that CPAC members can bring to whatever plans or planning documents may be published, knowledgeable, understanding and critical minds. William H. Whyte, Jr., commenced an article in ENCOUNTER magazine some years ago (October, 1958 — *The City Eviscerated*) with the proposition that "America needs more people who like cities". Not being quite sure what kind of cities Canadians may want or get, I'm not sure that I would apply this proposition here. But I think this variation is true: *"Canada needs more people who want better places to live."*

I hope you will pardon my reiteration of doubt about the future Canadian community, but I do feel that this is something that we should all, professional and amateur alike, think about very seriously. At both levels we need far more knowledge and insight. We need research.

This brings me to my final observation. There is a distinct shortage of planners at the present time and we are in great need. This need has not, however, resulted in a surge of students at our planning schools. The reason may well be that the profession of planning is still in its infancy and few students have been lured into it by the prestige of its practitioners and the earnings of its top men. Nevertheless, the personnel must be found if the next century of city building is to be an improvement over the last. The CPAC member can again help in this problem by his greater understanding of the planner and his problems. The more sympathy we show for the professional, the more encouragement we give municipal councils to pay proper salaries, the more competent people will be attracted into the career. We are still very much feeling our way in the education of professional planners and I might add that

more money, much more money, will have to be spent in improving our teaching programme and securing more and better students. It will cost money, there is no point in deceiving you about that. The question Canadians have to ask themselves, in the last analysis, is: "Do I want to pay the price? How important to me is the good city?" I don't think we are going to get very far until we persuade the people who build our cities, private or public developers, that good cities are in demand, and that those who demand them are prepared to pay the price. Having stressed this business of paying the price, let me say that I do not believe that the price is very much higher because the product is good than it is when the product is second rate or worse. The question is not "How much?", but, "Who pays it?" In fact, I have often heard it said that well planned cities come more cheaply than poorly planned ones.

May I conclude with a plea for greater emphasis on research. I think you will find the greatest stumbling block confronting the professional today is his lack of the basic working facts about his problems. We shall need large sums for research in the near future if we are to give our cities the informed and intelligent care they need. We must call upon our vast resources to support graduate students, practising professionals, and university research staff in this constant study of the conditions of cities and their improvement.

It is not a lack of money that prevents us from building better cities. It is a lack of will. It is really a political, not an economic question. If we want better cities more than we want, say, better funerals, we might consider deflecting the millions we now spend on burying dead bodies into building better communities for the living.

[1]The Image of the City by Kevin Lynch. Published jointly by Harvard University Press and the Technology Press of the Massachusetts Institute of Technology, 1960.

CONSERVATION DES SITES HISTORIQUES

Paul Gouin

Président, Commission des Monuments Historiques, Province de Québec

Je vous parlerai de conservation et également, puisque ce sont là deux sujets connexes, étroitement liés l'un à l'autre de l'évolution ou ce qui serait plus juste dans la plupart des cas, de la non évolution ou encore de l'évolution dans une mauvaise direction de nos traditions architecturales.

Les traditions constituent un facteur important dans la vie des peuples. Elles contribuent à les différencier les uns des autres, à leur donner ce génie qui leur est propre. Il appartient à chaque génération d'adapter ces traditions aux exigences d'une vie nouvelle, d'en assurer l'évolution sans rompre avec le passé dont les monuments doivent être conservés pour servir d'exemple et d'inspiration.

Depuis une cinquantaine d'années on s'intéresse de plus en plus, en Amérique du Nord, à la conservation et à restaurati de ce patrimoine culturel et historique.

C'est Henry Ford qui a alerté l'opinion publique en créant, en 1919, son village de Greenfield. "Je collectionne, disait-il, l'histoire de notre peuple, telle qu'il l'a écrite dans les choses qu'il a fabriquées de ses mains et dont il s'est servi dans sa vie de tous les jours. Tout objet façonné par la main de l'homme est comme un livre pourvu que l'on sache comment le lire."

Depuis 1919 d'autres villages du même genre ont surgi un peu partout aux Etats-Unis et au Canada. Les Rockefeller ont reconstruit, en Virginie, Williamsburg qui est une page de l'histoire coloniale des Etats-Unis de sa culture, de ses traditions, une page qui, s'il faut en croire l'article paru dans le Montreal Star de samedi dernier, pourrait être plus vivante.

Plymouth, Shelburne, Sturbridge, Jamestown, Deerfield ont tour à tour fait ou tenté de faire revivre leurs coutumes anciennes en créant des musées en plein air. Au Canada, l'Upper Canada Village, le Pioneer Village, Fort Garry, Fort York, Port-Royal et Louisbourg sont des témoignages de ce que nous devons à notre passé, des témoignages, des modèles qui permettent d'orienter dans la bonne direction l'évolution de nos traditions architecturales et autres.

Ici-même, dans la province de Québec, l'on est en voie d'aménager depuis quelques années, près de Saint-Hubert, le village historique Jacques de Chambly qui évoquera le glorieux passé de la vallée du Richelieu.

Alors que les américains doivent reconstituer, à coups de millions, des monuments qu'ils ont eu l'imprévoyance de laisser démolir, nous possédons encore dans la province de Québec, des centaines et des centaines d'édifices anciens qui constituent une manifestation artistique, une richesse

touristique unique en Amérique et dont la mise en valeur n'exige que des travaux de restauration, des édifices qui sont encore habités, vivant d'une vie naturelle et non pas, comme c'est le cas par exemple à Williamsburg, de simples reconstitutiones souvent artificielles et sansâme.

Je pense ici à l'admirable défilé de nos vieilles églises et maisons le long de la côte de Beaupré, toutes parfaitement orientées, toutes parfaitement mariées au paysage, toutes parfaitement mesurées sur l'homme qui y vivra. Je les repère sur presque chacun de nos plus anciens chemins, solides, élégantes, accueillantes; le temps a pu les marquer, il n'a pas réussi à les défigurer complètement, c'est souvent la main de l'homme qui s'en est chargé. Aucune n'est la copie de l'autre. Elles portent toutes au visage une individualité qui est comme la signature de leur maître et de leur auteur. Mais en même temps elles ont toutes cet air de parenté que ne trompe pas et qui témoigne d'un grand génie qui s'ignorait, celui de nos pères auxquels nous devons ce magnifique héritage.

Pensez à cet extrême bout de l'Ile d'Orléans à l'église, au presbytère, au cimetière, à l'école de Saint-François et aux belles vieilles maisons qui les entourent, à cet ensemble incomparable et pourtant si simple et dites-moi s'il est possible de concevoir spectacle plus reposant, plus beau qu'en arrivant de Saint-Jean par la route, tout-à-coup le regard y débouche et s'y arrête.

Essayez de concevoir l'Islet, Saint-Roch-des-Aulnaies, Lotbinière, L'Acadie et combien d'autres paroisses rurales sans l'église et les maisons que la piété et le goût très surs de nos ancêtres y ont érigées.

Je pense encore au vieux presbytère de Deschambault, à cette chose unique qu'est le Château Bellevue à Saint-Joachim, à la ferme du Séminaire de Maizerets, à cette autre ferme de la Pointe Saint-Charles, Saint-Gabriel que conservent pieusement les Dames de la Congrégation. Où peut-on s'arrêter dans une telle visite en une province qui, malgré tous les actes de vandalisme dont nous nous sommes rendus coupables, possède encore, comme je le disais tantôt, des centaines et des centaines de beaux édifices anciens: églises, couvents, chapelles de processions, presbytères, édifices publics, maisons privées, moulins à vent et à eau et bâtiments de fermes.

Je vous ai promenés jusqu'ici surtout dans nos campagnes, entrons en ville. Québec, sans doute plus que Montréal, et d'un autre genre, Trois-Rivières d'une manière étonnante, gardent intacts ou presque, des maisons, des ensembles qui suppriment pour l'observateur les siècles passés et nous replongent en pleine histoire. Le vieux Montréal, les courtes ruelles du quartier des affaires, le faubourg Québec et tout-à-coup, comme par magie, nous voici revenus aux jours de Talon, de Jeanne Leber, de Marguerite Bourgeois, de Jeanne Mance, de Dollier de Casson. Voici le vieux carré des Trois-Rivières, les Ursulines, les maisons de Gannes Grant, de la Fresnière, le Manoir de Niverville, l'église des Récollets. Et Québec messieurs, y a-t-il à distinguer, à citer? Toute la vieille ville est un véritable monument historique; on y compte près de quatre cents édifices qui méritent d'être conservés et restaurés.

La Commission des Monuments historique que j'ai l'honneur de présider officieusement et officiellement depuis 1952, a pour mission d'assurer la conservation, la restauration et la mise en valeur du patrimoine architectural du Canada français. Elle peut classer non seulement les édifices mais également les sites et objets historiques ou artistiques.

Depuis sa création en 1922, notre Commission a effectué 130 classements répartis comme suit:

46 églises, presbytères et chapelles de processions,
37 maisons,
8 manoirs,
5 moulins à vent et à eau,
4 édifices divers,
5 sites,
25 sculptures et pièces d'orfèvrerie.

Donc de 1922 à 1963, soit sur une période de 41 ans, notre Commission a effectué 130 classements ce qui donne une moyenne d'un peu plus de 3 classements par année.

Vous vous dites sans doute que ce n'est pas là un bilan très impressionnant et vous avez tout à fait raison. Mais pour apprécier ce bilan à sa juste valeur il importe que vous sachiez que nous n'avons pas le droit de classer un édifice, un site ou un objet, sans la permission de son propriétaire et que de 1922 à 1951 la Commission ne disposait que d'un budget annuel de $5,000.

Avec un tel budget la Commission ne pouvait évidemment pas contribuer à la restauration des monuments. Elle s'est contentée fort sagement durant cette période de temps, d'ériger les plaques et de publier de magnifiques volumes qui font aujourd'hui la joie et la fièrté des bibliophiles qui en possèdent un exemplaire et le désespoir de ceux qui n'ont pas encore réussi à s'en procurer. Pour vous mettre l'eau à la bouche j'ai apporté avec moi deux de ces volumes les plus intéressants, soit: l'Ile d'Orléans, publié en 1928 et dont les illustrations sont des reproductions de tableaux d'Horatio Walker et vieux manoirs, vieilles Maisons, publié en 1927 et qui contient les photographies et l'historique de plusieurs édifices anciens.

Ce n'est qu'en 1956 que notre Commission a été dotée d'un budget convenable et ce n'est qu'à partir de cette date que nous avons pu nous mettre à l'oeuvre pour de bon. De 1922 à 1956, seulement trois classements ont été effectués, ceux du Château de Ramesay à Montréal, de l'église Notre-Dame-des-Victoires à Québec et de la maison des Jésuites, à Sillery. Tous les autres classements soit: 127 ont été faits depuis 1956. La relation qui existe entre l'augmentation de notre budget et l'augmentation du nombre de classements est facile à expliquer.

Ainsi que je vous l'ai dit tantôt nous ne pouvons classer un immeuble qu'avec le consentement de son propriétaire. Lorsqu'un édifice est classé il appartient toujours à son propriétaire mais ne peut être réparé ou modifié sans la permission de la Commission. Cette restriction reste attachée

à la propriété, elle peut être vendue mais le nouveau propriétaire doit se soumettre aux mêmes exigences. Cette restriction constitue en somme une servitude sur la propriété et à titre de compensation nous contribuons financièrement à sa restauration. Avec un tel argument il est relativement facile de convaincre les propriétaires de vieilles maisons qu'il est dans leur intérêt d'en demander le classement. En fait nous avons actuellement un très grand nombre de demandes de classement auquel il nous est impossible d'acquiescer parce que les montants mis à notre disposition pour la restauration de monuments historiques ne sont pas suffisants.

Bien que nous ayons à maintes reprises expliqué les buts de notre Commission, plusieurs s'imaginent encore qu'un monument historique est un monument commémoratif, c'est-à-dire une statue ou une stèle érigée en souvenir d'un personnage ou d'un événement historique. C'est ainsi que plusieurs personnes qui nous soupçonnaient sans doute d'être séparatistes nous ont écrit pour nous reprocher de ne pas procéder avec célérité à la restauration du monument Wolfe sur les Plaines d'Abraham et de la statue de la reine Victoria dans le parc qui porte son nom. D'autres qui étaient évidemment des séparatistes nous ont écrit pour nous sommer de n'en rien faire.

Par ailleurs plusieurs de nos concitoyens sont convaincus que n'importe quel vieil édifice peut être classé monument historique. D'autres sont sous l'impression que n'importe quelle maison où a vécu un personnage illustre ou qui a été témoin d'un événement important peut être classé et restauré par notre Commission. En fait un édifice ne peut être classé monument historique que s'il possède une réelle valeur architecturale. Un monument historique c'est donc un édifice ancien: église, presbytère, couvent, chapelle de procession, manoir, édifice public, moulin à eau ou à vent et même un bâtiment de ferme qui peut être considéré comme un témoignage de nos traditions architecturales. Pour vous donner une idée encore plus juste de l'oeuvre que nous avons accomplie avec des moyens qui étaient souvent des moyens de fortune, permettez-moi de vous donner à titre d'exemple quelques statistiques qui seront nécessairement fragmentaires. De 1957 à 1960 nous avons contribué à la restauration de 24 églises, chapelles de processions, presbytères, salles paroissiales et écoles de fabriques pour un montant total de $204,908.81. Durant l'année fiscale 1961-62, alors que son budget a été porté de $300,000. à $500,000., notre Commission a classé comme monuments historiques 27 édifices situés dans 16 comtés. 21 monuments appartenant à des tiers ou à la Commission ont été restaurés au coût total de $286,431.18 et notre Commission a déboursé pour l'achat de 10 propriétés anciennes la somme de $84,000. Remarquons ici que notre Commission ne s'est portée acquéreur de vieilles maisons que dans des cas exceptionnels, c'est-à-dire lorsqu'il était impossible d'en assurer autrement la conservation ou la restauration.

En vertu de la nouvelle loi des Monuments historiques le bill 57, qui a été adopté au cours de la dernière session provinciale, il nous sera, Dieu merci, beaucoup plus facile d'assurer la préservation de notre patrimoine architectural. On ne nous a pas accordé le droit de classer un monument isolé sans le consentement de son propriétaire mais par contre en vertu des articles 20, 21, 22, 23 de cette loi: Le lieutenant-gouverneur en conseil peut, sur la recommandation de la commission, déclarer arrondissement historique une municipalité ou une partie d'une municipalité où se présente une concentration d'immeubles présentant un intérêt historique ou artistique.

Copie de la recommandation de la commission est transmise au greffier ou secrétaire-trésorier de la municipalité et un avis en est publié dans la Gazette officielle de Québec au moins trente jours avant qu'elle ne soit soumise au lieutenant-gouverneur en conseil.

Un arrêté en conseil en vertu du présent article n'entre en vigueur qu'après envoi d'une copie au greffier ou secrétaire-trésorier de la municipalité et publication dans la Gazette officielle de Québec.

21. Dans un arrondissement historique, aucune construction, réparation, transformation ou démolition d'immeubles ne peut être faite qu'en vertu d'un permis approuvé par la commission ou délivré par elle.

En cas de violation de cette disposition, le ministre peut, sur la recommandation de la commission, faire exécuter aux frais du propriétaire, tous travaux susceptibles de remettre les lieux dans leur ancien état.

22. La commission peut faire des règlements pour prescrire la manière d'afficher ou défendre d'afficher des enseignes et des panneaux-réclames dans un arrondissement historique, ainsi que pour la mise à exécution de la présente loi.

Ces règlements n'ont d'effet qu'après approbation par le lieutenant-gouverneur en conseil et publication dans la Gazette officielle de Québec.

Les dispositions de ces règlements prévalent contre les dispositions inconciliables de tout règlement fait par une municipalité ou une autre autorité.

23. Toute infraction aux articles 10, 11, 13 ou 21 ou aux règlements visés à l'article 22 rend le contrevenant passible d'une amende n'excédant pas cinq cents dollars, sans préjudice des autres recours accordés au ministre.

Les poursuites pénales sont intentées par le ministre, sur la recommandation de la commission.

Les peines prévues sont imposés sur poursuite sommaire, suivant la Loi des convictions sommaires de Québec. La deuxième partie de la dite loi s'applique aux dites poursuites."

Messieurs depuis le début de ma causerie je vous ai promenés dans mon domaine, c'est-à-dire celui de la conservation des monuments historiques. Vous vous attendez sans doute que je vous parle maintenant d'urbanisme et également, ainsi que je vous l'ai promis, de l'évolution et de la non-évolution de nos traditions architecturales.

Je sais bien qu'en surface tout paraît nous diviser. Vos conceptions professionnelles et mes préoccupations ne peuvent être en apparence et à première vue, que contradictoires. Vous voulez neuf, aéré, fonctionnel, utile, facile,

social. Je travaille à maintenir que certains considèrent comme un encombrement, du démodé, du révolu, un outil qui n'a plus d'ouvrier. Vous parlez matériaux synthétiques parfaitement adaptés au rôle désiré. Je vous reviens avec la pierre des champs, des toits en tôle à la canadienne, des châssis de bois et non pas d'aluminium. Vous voulez de larges avenues de dégagement, un équilibre d'air, d'espace et de bâtiments. Je refuse de laisser disparaître tout ce qui vous encombre non pas simplement parce que c'est le passé mais parce que ce passé représente une véritable richesse culturelle, et touristique.

C'est bien d'ailleurs ce qui m'a étonné dans votre invitation lorsqu'elle m'est parvenue. Pourquoi moi et devant vous, étant qui je suis et ce que je représente, étant qui vous êtes et ce que vous représentez. J'ai réfléchi et j'ai trouvé le sens de votre hospitalité si généreuse et si attentive. Vous cherchez, messieurs, vous cherchez comme moi l'accord du passé et du présent, le moyen d'accomoder le présent sans détruire le passé. Comment concilier vos vastes conceptions avec la résistance acharnée des vieilles choses et de leurs tenants.

Vous cherchez messieurs parce que comme moi, mais sans oser toujours l'avouer, vous êtes vous aussi épris de ce message des générations en allées à celles qui sont et seront. Parce que comme moi, vous êtes en amour avec ce que la technique sourde et aveugle voudrait vous faire détruire.

Si vous me permettez toute ma pensée, je vous dirai qu'il n'est pas facultatif à un urbaniste de classe, un vrai, le seul qui mérite vraiment ce titre, de se borner à tout raser pour tout recommencer. Il y a quelques semaines le magazine Times parlant d'un de vos éminents confrères, Peirera je crois, s'extasiait d'une création totale près de Los Angeles; oeuvre remarquable de ce génie titanesque. Sans doute, Messieurs, sans doute; mais, ne pensez-vous pas comme moi qu'il y a autrement de mérite pour un homme de votre art à rajeunir une ville sans la dénaturer, à contourner la difficulté d'un monument à conserver dans un cadre de réadaptation à des besoins nouveaux et impérieux? — Je pense ici, à titre d'exemple, — au talent qu'il a fallu et qu'il faudra pour tracer le boulevard Champlain à Québec sans démolir tout ce qu'il y a de beau à la basse-ville. Mais ceci m'éloigne dangereusement de mon propos et m'approche dangereusement aussi de certaine actes de vandalisme heureusement inconscients, du moins je l'espère. J'aime mieux revenir à ma première proposition, à savoir que le culte du passé n'est pas indifférent à l'âme d'un urbaniste si les urbanistes ont une âme . . .

Il ne s'agit là évidemment que d'une simple boutade. Ce ne sont pas les urbanistes qui sont responsables de la dilapidation de notre patrimoine architectural, mais bien l'absence de lois d'urbanisme adéquates, l'absence de plans directeurs. C'est aussi, en partie, la confection et l'élargissement des voies de communication entre nos villes et villages et à l'intérieur de ces villes et villages. Je n'ai pas le temps, cet après-midi, de vous énumérer les méfaits commis, inconsciemment sans doute, ici encore par la Voirie depuis l'établissement de la politique des bonnes routes sous



Paul Gouin, Chairman of the Historic Monuments Board of the Province of Quebec, addressing the delegates.

Paul Gouin, président de la Commission des Monuments historiques de la province de Québec, adressant la parole aux délégués.

le régime de mon père, en 1911, — ce qui prouve une fois de plus l'impartialité de mon jugement. Je n'ai pas le temps non plus de rechercher avec vous, à la lumière de ce qui a été fait dans d'autres pays, des moyens de construire des voies de communications qui seraient à la fois attrayantes et fonctionnelles et qui permettraient aux voyageurs de contempler nos monuments et sites historiques ou artistiques et non pas simplement un défilé interminable d'épinettes rabougries et de viaducs de béton. Comme vous l'avez sans doute deviné, je fais une allusion discrète à la route 9, la route dite trans-canadienne qui sera indubitablement un véritable chef-d'oeuvre au point de vue 'génie civil', mais qui s'avère d'une monotonie telle que même les chauffeurs les plus endurcis s'endorment parfois au volant de leur voiture . . .

Nous allons donc nous contenter de parler 'urbanisme'. Je songe ici à Montréal qui possède ou possédait deux attractions naturelles vraiment remarquables: le Mont Royal et le fleuve Saint-Laurent. Aujourd'hui, pour apercevoir le fleuve, il faut grimper sur la montagne et, pour apercevoir la montagne, il faut monter au dernier étage des gratte-ciel. Je pense également à Sillery dont l'une des parties les plus pittoresques et les plus historiques, — celle qui longe le fleuve au pied de la falaise, — est défigurée et, d'une façon permanente je le crains par la présence d'un troupeau de monstres modernes: réservoirs à l'huile de tout acabit et de toutes formes.

Prenons maintenant, — et c'est là un cas d'actualité, puisque votre Congrès a lieu dans la Capitale de l'Etat du Québec, — et que l'on s'intéresse beaucoup actuellement à sa conservation, — prenons, dis-je, le cas de la vieille Capitale. Il y a près de 50 ans que l'on discute à qui mieux mieux, sur la place publique, du problème de la conservation du Vieux Québec, mais on en discute de façon spasmodique, sous l'impulsion du moment lorsqu'un vieux monument est menacé de démolition ou encore lorsqu'on projette d'ériger, à l'intérieur des murs, un édifice moderne, c'est-à-dire lorsque les esprits sont échauffés et même faussés par la polémique. L'on n'a jamais étudié le problème dans son ensemble, à tête reposée; l'on ne s'est jamais appliqué à prévoir, à élaborer un plan qui, tout en assurant la conservation systématique et intelligente du Vieux Québec, ne nuirait pas à l'évolution et au progrès de la Cité.

Si les différents organismes officiels attitrés n'ont pas encore entrepris cette étude c'est, ainsi que l'a déjà affirmé notre ami Charles Michaud, "parce qu'ils ne possèdent pas les pouvoirs et les moyens financiers nécessaires", sans compter que la multiplicité de ces organismes qui travaillent, chacun dans leur sphère respective, sphère qui n'est pas suffisamment délimitée, complique singulièrement la situation. La solution, la seule à notre avis, c'est que le Gouvernement provincial confie la préparation de ce plan directeur à un comité formé de représentants des différents organismes et doté d'un budget adéquat.

Notre Commission a pris les devants; elle a demandé à son architecte, M. André Robitaille, d'établir un plan directeur pour la restauration de la rue Saint-Louis, de la Côte de la Montagne, de la Place Royale, du Marché Champlain et du Marché Finlay. Voici ce que M. Robitaille, qui est non seulement architecte, mais également urbaniste, écrit dans l'introduction de son Mémoire:

* * *

"Le présent rapport a pour but d'offrir des moyens qui permettront de sauver le Québec ancien.

"Sauver le Vieux Québec, — c'est vouloir conserver un héritage culturel indispensable au Canada français, c'est penser à utiliser cette oeuvre du passé comme exemple incomparablement dynamique pour les générations à venir.

"Mais si c'est une opération incontestablement rentable par l'actif touristique qu'elle suscitera, il faut surtout penser qu'il s'agit ici d'une opération d'urbanisme qui consiste à réaménager une trame passablement dégénérée, en procédant par le curetage, par l'assainissement du domaine bâti, par la reconstruction partielle de ce territoire; bref, il s'agit de recréer un habitat humain, une cité naturelle.

"Il s'agit, en effet, de redonner vie au coeur de la Ville, de faire renaître à une vie normale l'ancienne capitale du Canada français.

"2. Nécessité d'un plan directeur:

"Nous nous rendons compte, ainsi que tous ceux qui s'intéressent au Québec ancien, que notre méthode actuelle de travail ne peut que nous mener à rien, puisque pendant que le Gouvernement dépense des montants imposants à restaurer des édifices sur une rue, — dans la rue voisine l'on saccage en même temps irrémédiablement d'autres éléments importants de la Vieille Ville.

"Il est maintenant évident qu'il faut agir avec méthode, et que le travail doit être fait globalement c'est-à-dire qu'il faut établir un plan d'ensemble et formuler un programme.

"Cependant, il serait illusoire de planifier le Québec ancien sans que des mesures soient prises dans tout le territoire métropolitain afin de faciliter la transformation de l'ancienne ville, c'est-à-dire que l'on perdrait son temps à faire un plan directeur du Vieux Québec si l'on ne trace pas en même temps et en coordination avec le premier, un plan général d'urbanisme de toute la région de la capitale du Québec.

"La reconstruction de certaines aires de réaménagement doit être une entreprise dans le plus bref délai possible pour faciliter certaines opérations d'urbanisme dans le Vieux Québec, pour exécuter des travaux urgents indiqués au Projet d'Aménagement Gréber.

"Nous sommes persuadés qu'un travail conjoint doit être entrepris, comportant:

1. le plan directeur d'aménagement du Québec ancien;
2. le plan directeur du Québec métropolitain;
3. la reconstruction de certaines aires de la Ville;
4. la conservation, la restauration et le réaménagement de l'ancienne Ville."

Voici quelques-uns des problèmes suggérés par le Mémoire de M. Robitaille, et qui doivent être intégrés dans le plan directeur:

"a—Les possibilités d'accès au Vieux-Québec, le réseau des voies manant au Québec ancien, communications par route, chemin de fer, avion, navires . . .

b—L'intégration du Québec ancien à l'ensemble du Québec métropolitain: circulation périphérique, stationnement, zonage des constructions voisines, protection de la visibilité sur les fortifications . . .

c—Circulation et stationnement dans l'ancienne Ville réglée par un zonage judicieux;

d—Contrôle de l'industrie touristique, situation des hôtels, motels, restaurants, boutiques, etc. . . . à l'intérieur de l'ancienne Ville;

e—Les problèmes créés par l'intégration de l'architecture contemporaine dans des contextes anciens, établissement d'une politique générale . . ."

* * *

Pour mieux démontrer la nécessité d'un plan directeur pour la Ville de Québec, je tiens à ajouter quelques mots à ce que M. Robitaille a si bien écrit. Il est évident que les fonctions du Vieux Québec ne peuvent être établies sans tenir compte des fonctions du Québec métropolitain, et vice versa. Il faut éviter de faire double emploi, ou encore, ce qui serait plus grave, que les deux secteurs de la Ville: l'ancien et le nouveau, se nuisent réciproquement au lieu de se compléter l'un l'autre. En d'autres termes, un genre d'occupation bien précis doit être prévu pour la ville intra muros et un autre pour la ville située à l'extérieur des murs, mais des genres d'occupations compatibles, basés sur les possibilités et les besoins de chaque secteur.

En fait, il y a urgence car, en attendant le plan directeur, on continue à entasser, à l'intérieur des murs, avec une insouciance qui touche au sadisme, des édifices à bureaux dont la présence contribue à rendre encore plus complexe le problème du stationnement et de la circulation, qui est déjà un véritable cauchemar, et dont la présence contribue également lorsque le soir est venu, à donner à la vieille capitale une allure de ville morte.

Pour mieux illustrer ma pensée, prenons le cas du nouveau Palais de Justice que l'on doit ériger sur l'emplacement de l'Hôtel Saint-Louis. C'est là, je l'admets volontiers, une heureuse solution puisqu'on a déjà songé, — ce qui aurait été une véritable catastrophe, — à agrandir le Palais de Justice actuel en démolissant les vieilles maisons intéressantes qui l'entourent, en empiétant même sur les beaux terrains de la Cathédrale anglicane. C'est là, je le répète, une heureuse solution, mais il est permis de se demander si c'est vraiment la meilleure, puisque la construction du nouveau Palais de Justice fera disparaître un hôtel sans valeur architecturale, mais qui demeure essentiel dans le contexte touristique, — sans compter que le nouvel édifice, étant propriété du Gouvernement provincial, la Ville se trouvera ainsi privée d'une source de revenus, — ce qui est un point très important lorsqu'on sait qu'à l'intérieur des murs de Québec, des immeubles représentant une valeur de 80 millions de dollars et qui appartiennent à des Congrégations religieuses, aux Gouvernements Fédéral et Provincial, sont exempts de taxes foncières.

La meilleure solution, n'aurait-elle pas été, ainsi qu'on y a songé, je crois, de transporter le Palais de Justice à l'extérieur des murs, — ce qui aurait permis d'utiliser le Palais de Justice actuel à des fins touristiques ou éducationnelles.

Et ceci m'amène logiquement à vous parler des fonctions que pourrait remplir, dans le Québec métropolitain, la ville intra muros.

Je vous donnerai ici lecture des notes que M. Jean Cimon, a bien voulu préparer à ma demande, sur ce problème.

"Poser le problème d'une conservation vivante du Vieux Québec, dit M. Cimon," c'est poser en même temps le problème de l'utilisation du sol et du domaine bâti dans la Ville-entre-les-murs. En d'autres termes, quelles sont les fonctions urbaines qui sont susceptibles d'assurer le permanence du capital urbain unique que constitue le Vieux Québec? Quelles sont les fonctions urbaines qui s'harmonisent avec l'âme du Vieux Québec?

"A première vue, 4 fonctions ressortent clairement:

"1. la *fonction religieuse* qui est inséparable de l'histoire de la vieille ville; Basilique, archevêché, monastère des Dames Ursulines, de l'Hôtel-Dieu, Petit Séminaire, Cathédrale anglicane, etc.

"2. la *fonction militaire* incarnée dans la Citadelle magnifique, les murailles et l'illustre 22e Régiment;

"3. la *fonction intellectuelle* illustrée par le premier Collège des Jésuites, par Marie de l'Incarnation et Monseigneur de Laval;

"4. la *fonction touristique* intimement liée à la conservation du Vieux Québec et symbolisée par le Château Frontenac et la célèbre Terrasse.

"Les plus grands dangers qui menacent actuellement le Vieux Québec sont la croissance des édifices à bureau à l'intérieur des murs et l'atrophie de sa vie intellectuelle par le déménagement quasi complet de l'Université Laval à Sainte-Foy.

"Le Vieux Québec offre un cadre incomparable à l'éclosion de la vie intellectuelle et artistique qui constitue par surcroît une attraction considérable pour ce que j'appellerais le "tourisme intellectuel". Les cours d'été de Laval attirent plus de 2,000 étudiants étrangers pendant 6 semaines et le charme du Vieux Québec y est pour beaucoup dans cette attirance. De même, le petit théâtre de l'Estoc, doit-il être être considéré comme un apport indispensable à la fonction touristique de la vieille ville.

"Nous lançons un S.O.S. au Gouvernement du Québec qui a les moyens d'assurer la permanence de la vocation intellectuelle du berceau de la civilisation française en Amérique du Nord, en créant, par exemple, l'Université du Vieux

Québec qui grouperait les écoles de calibre universitaire actuellement administrées par le Ministère de la Jeunesse et qui sont déjà situées à l'intérieur du Vieux Québec ou à sa périphérie immédiate: ce sont l'Ecole d'Architecture, le Conservatoire de Musique et d'Art dramatique et l'Ecole des Beaux-Arts. Il faudrait y ajouter une Ecole de Civilisation française qui dispenserait des cours du soir aux adultes, des conférences et expositions aux touristes, etc.

"L'Hôtel de Ville actuel, sité sur l'emplacement du premier Collège des Jésuites honteusement démoli par les vandales de l'époque, serait acquis par le Ministère de l'Education qui y logerait l'Ecole des Beaux-Arts (actuellement logée dans un taudis) et l'Ecole de civilisation française. Quant à l'Hôtel de Ville, il pourrait être avantageusement déménagé sur les terrains de l'Exposition provinciale, une propriété municipale située au coeur géographique de l'agglomération québecoise et possédant de vastes parcs de stationnement inutilisés la plupart du temps".

Je reconnais que certaines des suggestions de M. Cimon sont plutôt drastiques, mais je suis de ceux qui croient que si l'on veut vraiment sauver le Vieux Québec, l'on ne peut pas se contenter de demi-mesures.

Dans sa liste des problèmes qui doivent être intégrés dans le plan directeur, M. Robitaille parle du problème crée par l'intégration de l'architecture contemporaine dans des contextes anciens. Je vais plus loin que lui sur ce point.

L'intégration de l'architecture contemporaine, même dans le Québec situé à l'extérieur des murs, crée aussi un problème qui doit être étudié avec soin.

Cette architecture contemporaine doit tenir compte de l'existence du Vieux Québec, doit s'harmoniser avec lui. Dans une ville comme Québec, une des plus belles villes au monde par son site et par son architecture ancienne, l'on ne peut construire n'importe quel genre d'édifices modernes sans risquer de défigurer à tout jamais le très beau visage de la Capitale du Canada français, qui est en même temps le berceau de tout le Canada.

Les édifices modernes que nous érigeons depuis quelques années à travers la province sont d'un style que je qualifierai de style passe-partout. Le hasard a voulu qu'ils soient construits à Montréal, à Québec ou aux Trois-Rivières. Ils auraient pu l'être indifféremment dans n'importe quelle ville canadienne ou américaine où l'on érige des bâtiments à n'importe quelle fin et de n'importe quel genre. Ces édifices ne sont pas le fruit d'une évolution normale et nécessaire de nos traditions architecturales mûri à la lumière d'une étude approfondie de ses mêmes traditions; ils sont le fruit hâtif d'improvisations qui, si habiles soient-elles ne rendent pas justice aux réels talents de nos architectes.

Il existe à Québec des édifices modernes très valables, mais qui ne sont pas toujours situées au bon endroit, qui ne tiennent pas toujours suffisamment compte des éléments anciens qui les entourent et du paysage, ou, si vous le préférez, de l'admirable silhouette de Québec, des édifices dont les matériaux trop modernes détonent souvent et choquent l'oeil des visiteurs et d'un très grand nombre de résidents.

Il y a, par contre, plusieurs édifices pseudo-contemporains dont je préfère ne pas juger la veleur architecturale. On dit que le silence est d'or . . . Je veux tout de même insister sur un point essentiel: on n'a pas le droit de construire dans une ville comme la Ville de Québec, des boîtes à savon ou des tinettes à beurre, dont on cherche vainement à faire oublier le manque de proportions et d'élégance en les recouvrant de couleurs souvent criardes, de matériaux disparates et parfois prétentieux ce qui contribue en définitive à faire ressortir davantage leur banalité, leur pauvreté architecturale ou, le mot n'est pas trop fort dans certains cas, leur laideur.

* * *

Un mot maintenant du projet qui me tient bien à coeur et que vous avez sans doute deviné: LA RESTAURATION DU VIEUX QUEBEC.

Sur une proposition de l'échevin Gilles Lamontagne, le Conseil de Ville de la Cité de Québec a adopté récemment une résolution demandant aux Gouvernements de Québec et d'Ottawa d'unir leurs efforts pour assurer la restauration du Vieux Québec, dans le cadre des manifestations du Centenaire de la Confédération canadienne. J'espère ardemment que les deux Gouvernements se rendront à cette suggestion car il est facile de comprendre quelle attraction cette restauration constituerait pour les innombrables visiteurs qui se rendront à Québec à l'occasion de la célébration du Centenaire de la Confédération et de la tenue de l'Expostion Universelle de Montréal.

"Terre des Hommes" — tel est le thème de cette Exposition. Si nous voulons que ceux qui viendront nous visiter à cette occasion sachent quels hommes ont découvert, défriché, humanisé la terre où nous vivons, nous devons nous appliquer dès maintenant, et de toutes nos forces, à mettre en valeur à Québec et dans le Canada tout entier, l'incomparable héritage culturel et architectural que nous ont légué ces hommes dont nous sommes les descendants.

Causerie du banquet de la conférence

L'URBANISME DANS LA PROVINCE DE QUÉBEC EN 1963

L'honorable Pierre Laporte

Ministre des affaires municipales, Province de Québec

Il convient très bien, je pense, de vous exprimer tout de suite des félicitations et des remerciements pour avoir pris la résolution de tenir votre conférence dans notre capitale provinciale. Québec est une très belle ville qui se prête on ne peut mieux à une rencontre de ce genre.

Vous avez choisi comme thème de votre congrès: LE CENTENAIRE DU CANADA. Voilà un sujet qui suscite un vif intérêt et à l'échelle de tout le pays. Vous êtes sûrement les mieux qualifiés pour aborder cette question et tracer les grandes lignes à suivre. Quant à moi, j'ai déjà eu, à quelques reprises, l'occasion d'exprimer mes sentiments sur l'avenir de la Confédération et j'y reviendrai encore.

Toutefois, pour le moment, j'entends contribuer à vos travaux d'une façon bien particulière, non pas en revenant sur ce qui a été dit de votre part, mais en exposant le problème de l'urbanisme tel qu'il se pose actuellement dans un Québec en pleine effervescence.

C'est d'alleurs le voeu qu'a formulé le président de votre association dans sa lettre d'invitation en me suggérant comme thème: L'URBANISME DANS LA PROVINCE DE QUÉBEC EN 1963.

Au début de l'année 1963, je souhaitais que cette année soit celle de l'urbanisme au Québec. Voulant ainsi créer un ordre de priorité, je situais l'urbanisme au premier chapitre de mes préoccupations. J'espérais du même coup lancer un mouvement à tous les échelons de notre société, mettre en place tous les mécanismes indispensables à la mise en branle de cette opération et rejoindre ainsi les désirs de ceux qui s'intéressent, non seulement à l'urbanisme, mais aussi à l'organisation collective. En d'autres termes, je voulais que l'urbanisme devienne l'affaire de tous, non plus seulement sur le plan des principes, ce qui me semble acquis, mais plutôt sur le plan de l'action.

Pourquoi 1963 année de l'urbanisme? Est-ce à dire par là que je voulais sortir l'urbanisme de son contexte évolutif. Bien au contraire. Je savais très bien que l'urbanisme est une notion qui a fait son chemin dans l'univers parfois complexe des esprits et de la réalité.

En jetant un bref regard sur le passé, nous constatons que déjà en 1944, le rapport Curtis réussissait à cerner le problème de très près:

"There must be definite encouragement, by the best means which can be devised, to town planning activity all across the country. . ."

"The proper use and regulation of land, and the enforcement of minimum standard for community design and development have become matters of imperative necessity."

Et le même rapport ajoutait plus loin:

"Town planning, besides including intelligent anticipation of future development, is a process of co-ordination and integration aiming at the achievement of harmony and organic unity among all the features of development which compose a neighbourhood, and among all neighbourhoods which make up the city."

Cette définition ne trace-t'elle pas à elle seule les grands traits de l'urbanisme?

En 1946, Percy Nobbs, dans un rapport au service d'urbanisme de la ville de Montréal, cernait de plus près le problème en insistant plus particulièrement sur l'urgence d'une Loi d'urbanisme.

L' Union des municipalités déposait en 1954 devant la Commission Royale d'enquête sur les problèmes constitutionnels (rapport Tremblay pour les intimes!) plusieurs recommandations en matière d'urbanisme, et je n'en souligne ici qu'une seule:

"L'Union des municipalités recommande l'établissement d'un plan général d'aménagement pour toute la province. Ce plan devrait être conçu et exécuté conformément à une politique économique et sociale à longue portée.

Au préalable, toutefois, il importe comme on l'a déjà signalé lors d'un congrès de l'Union, que le gouvernement de la province:

1) Entreprenne la préparation d'un dossier des caractéristiques physiques et des besoins humains de la population du territoire de la province de Québec et de ses diverses régions;

2) Fasse l'inventaire des lois et règlements se rapportant directement ou indirectement à des questions d'aménagement, en vue de la préparation d'une Loi de l'urbanisme. L'adoption d'une telle Loi est devenue urgente."

Votre propre groupement, l'Association canadienne d'urbanisme, a joué un rôle important dans ce domaine qui est le sien. A plusieurs occasions vous êtes intervenus dans le débat pour mettre en relief les multiples facettes de l'urbanisme. Je ne veux retenir ici que votre mémoire présenté à la Commission Tremblay. Vous insistiez alors sur la nécessité d'instituer dans la province "un contrôle sur l'aménagement urbain et régional" en définissant les grandes structures administratives provinciales. En guise de conclusion l'Association canadienne d'urbanisme formulait un voeu:

"Il faut espérer que les traits propres à Québec seront conservés tant au point de vue légal qu'administratif, et qu'on prenne garde de ne pas adopter des moyens techniques



At the head table during the Conference Banquet, from left to right: F. J. Cornish, CPAC President; the Hon. Pierre Laporte, Quebec Minister of Municipal Affairs; Mrs. Cornish; the Hon. B. J. Abbott, Newfoundland Minister of Municipal Affairs; Mrs. R. Graham Murray, Halifax.

A la table d'honneur au cours du banquet de la Conférence, de gauche à droite: monsieur F.-J. Cornish, président de l'ACU; l'honorable Pierre Laporte, ministre des Affaires municipales du Québec; madame Cornish; l'honorable B.-J. Abbott, ministre des Affaires municipales de Terre-Neuve; madame R.-Graham Murry, Halifax.

et administratifs étrangers aux traditions du Québec. C'est seulement de cette façon qu'on réussira à améliorer le développement urbain d'une manière efficace et acceptable, et d'agrandir le patrimoine et le renom de cette province."

Ce voeu, j'entends bien le voir se traduire dans la réalité.

Est-ce à dire que toutes ces idées se sont perdues dans le temps? A celà je réponds, non. Plusieurs se sont déjà transposées dans nos lois, dans nos structures administratives, et dans nos institutions. D'autres sont encore à l'état latent. Il va des idées comme des choses de la nature: les plus grandes ont souvent une longue période de germination. Toutefois, j'ai cru et je crois encore que le temps est venu de les faire éclater. D'où 1963, année de l'urbanisme.

Arrêtons-nous un instant pour faire le point et traçons rapidement l'inventaire de ce dont nous disposons en matière d'urbanisme. Evaluons nos effectifs.

La loi des cités et villes et le code municipal

C'est au niveau de ces deux grandes Lois organiques que l'autorité provinciale a su marquer le plus profondément son désir d'amener les municipalités à assumer elles-mêmes leurs propres responsabilités en matière d'urbanisme. Ai-je besoin de reprendre devant vous l'énumération de tous les pouvoirs dont disposent les municipalités? Cette gamme est impressionnante et à peu près complète.

—Pouvoir de préparer un plan directeur, première étape dans l'élaboration d'une politique rationnelle en matière d'urbanisme. Le plan directeur, oeuvre de synthése, facilite une vision complète de la situation locale et permet une utilisation équilibrée et harmonieuse de toutes les parties du territoire. Il ne s'agit pas ici d'un tracé laissé à l'inspiration d'un devin, ou d'une juxtaposition de formules empruntées. Le plan directeur doit donner une orientation générale reposant sur le caractère profond d'une unité urbaine déterminée, de manière à pouvoir aménager des cités qui reflètent un esprit et un caractère. Il est également possible de prévoir l'évolution d'une municipalité, d'en orienter tout le développement et d'en coordonner tous les éléments de mise en oeuvre. Le plan directeur s'avère alors un instrument de travail indispensable à l'autorité municipale qui entend faire de l'urbanisme. Hâtons-nous de mettre en chantier ces plans directeurs.

—Pouvoir de préparer et d'adopter des plans de détail, visant plus particulièrement au zonage, à la construction, au lotissement, aux réserves pour fins de rues, parcs, écoles, églises et autres places publiques. Ce sont là queques instruments nécessaires à la mise en oeuvre du plan directeur.

—Pouvoir de contrôler le développement grâce à l'émission des permis de construction et d'occupation.

—Pouvoir de créer une Commission locale d'urbanisme, organe essentiel au processus d'aménagement. Et qui plus est, pouvoir de créer des commissions conjointes d'urbanisme et d'ammorcer ainsi une planification intermunicipale. Esquisse de solution au niveau régional.

Ces pouvoirs sont très étendus, nous en convenons. Mais il faut bien réaliser que dans la majorité des cas ce potentiel n'a pas été épuisé. A qui la faute? Il faudra bien un jour ou l'autre apprendre à se servir des instrumemnts dont on dispose. S'ils sont imparfaits, dites-le nous et nous y verrons.

L'Institut d'urbanisme de l'Université de Montréal

Il fallait bien y venir! A quoi sert-il en effet, d'avoir la matière si les futurs "modeleurs" du Québec manquent à l'appel.

Grâce à l'appui du gouvernement du Québec, l'Institut d'urbanisme assure désormais, non seulement la formation de compétences, ce qui était vital pour l'avenir de l'urbanisme, mais permettra également de concevoir une notion



1



2



3



The Lighter Side of the Con



4



5

(1) Delegates attended a reception at the Talon Vaults as the guests of Dow Brewery Limited. Admiring the early Canadian furniture in the museum are, from left to right: Mr. and Mrs. M. E. Lloyd of Dartmouth and A. D. Grayston of Halifax. (2) At the President's reception, from left to right: Burroughs Pelletier, Conference Chairman; Jacques Simard, Immediate Past President; F. Joseph Cornish, Q.C., CPAC National President; Mrs. Cornish; Charles Langlois, Chairman, CPAC Quebec Division. (3) At the reception given at the City Hall, His Worship W. Hamel, Mayor of Quebec City, talks to Sir Brian Dunfield, Chairman, CPAC Newfoundland Division. (4) At the Civic Reception, from left to right: True Davidson, Reeve, Township of East York; Mayor W. Hamel, Quebec City; Mrs. R. M. McConkey, Member of Council, Township of Vaughan; Thomas Gillings, Secretary, Vaughan Township Planning Board; Mrs. Cornish; F. J. Cornish, Q.C., CPAC National President; D. F. Putnam, Professor of Geography, University of Toronto. (5) The President signs the Golden Book at the Quebec City Hall, with Mayor W. Hamel. (6) The Conference Banquet given by the Province of Quebec.

(1) Des délégués ont assisté à une réception aux voûtes Talon en tant qu'invités de Dow Brewery Limited, admirant un mobilier canadien ancien au musée, de gauche à droite: monsieur et madame M.-E. Lloyd de Dartmouth et monsieur A.-D. Grayston de Halifax. (2) Lors de la réception du Président, de gauche à droite: monsieur Burroughs Pelletier, président de la Conférence; monsieur Jacques Simard, président sortant de charge; monsieur F.-Joseph Cornish, C.R., président national de l'ACU; madame Cornish; monsieur Charles Langlois, Président, division de Québec de l'ACU. (3) A la réception donnée à l'Hôtel de Ville, Son Honneur le maire W. Hamel, de la cité de Québec, échange des propos avec Sir Brian Dunfield, Président, division de Terre-Neuve de l'ACU. (4) A la réception civique de gauche à droite: True Davidson, Reeve, township de East York; le maire W. Hamel, de la cité de Québec; madame R.-M. McConkey, membre du Conseil, township de Vaughan; monsieur Thomas Gillings, secrétaire, Commission d'urbanisme du township de Vaughan; madame Cornish; monsieur F.-J. Cornish, C.R., président national de l'ACU; monsieur D.-F. Putnam, professeur de Géographie, Université de Toronto. (5) Le Président signe le livre d'or à l'Hôtel de Ville de Québec, en présence de Son Honneur le maire W. Hamel. (6) Banquet de la Conférence donné par la province de Québec.

6



ference

de l'urbanisme bien conforme à nos aspirations et à nos besoins. Je ne saurais trop insister sur le rôle de l'Institut qui garantira la présence d'hommes bien rodés à cette discipline, et aptes à pénétrer en profondeur ce monde complexe qu'est l'urbanisme. Je formule ici un voeu: que les autorités provinciales et locales songent sérieusement à pousser leurs jeunes fonctionnaires vers cette école. C'est là un investissement indispensable.

FORMATION DES URBANISTES EN CORPORATION

Il s'agit ici d'un corollaire logique à la création de l'Institut. En effet, l'Etat se devait d'adopter des mesures législatives pour assurer un haut niveau de compétence chez les professionnels appelés à s'acquitter au nom du public des tâches lourdes de responsabilités économiques et sociales que l'urbanisme implique. Cela fut fait en 1963.

Ce tableau que je viens rapidement d'esquisser devant vous laisse voir les matériaux d'une charpente solide mais encore inachevée, plusieurs éléments de solutions. Il nous manque un ensemble, les grandes articulations, les grandes lignes d'autorités et encore plusieurs mécanismes d'opérations. Cela m'est apparu clairement et j'ai dès ce moment décidé de créer la Commission provinciale d'urbanisme, grande responsable des destinées de l'urbanisme au Québec, d'où année 1963, année de l'urbanisme.

La création de la Commission provinciale d'urbanisme marque une étape importante dans l'évolution de l'urbanisme au Québec. Pour la première fois dans ce domaine, l'Etat joue pleinement son rôle, et manifeste clairement son désir d'aller à la limite de ses responsabilités. Cet événement à lui seul suffirait à consacrer l'année 1963 en matière d'urbanisme, mais croyez-moi, ce n'est là que le début.

La Commission provinciale d'urbanisme a comme mandat de définir clairement les principes et objectifs qui gouverneront l'action de l'Etat en matière d'urbanisme, Etat pris ici dans toute l'acceptation du terme.

Pour moi, l'urbanisme est d'abord et avant tout une affaire d'homme. Pour l'homme qui vit quelque part en un milieu plus ou moins urbanisé, qui doit travailler, se loger, se récréer et circuler. Par l'homme qui cherche à créer un milieu idéal de vie, à agencer tous les éléments du milieu et à utiliser le sol de la meilleure façon, suivant nos goûts et nos besoins. David Lilienthal, grand maître de la Tennessee Valley Authority, dit quelque part dans son volume "Democracy on the march":

> "The only way the job can be done effectively is by observing the unity of nature, by following democratic methods, by the active daily participation of the people themselves."

L'urbanisme est une science appliquée, concrète. Un plan d'urbanisme ce n'est pas seulement une composition, un dessin. C'est d'abord et avant tout une prévision, une organisation, "le passage du désordre à l'ordre" comme disait Valéry.

L'urbanisme est un ensemble de disciplines qui forment équipe pour travailler sur la matière urbaine.

L'urbanisme est un problème de droit public et de droit privé, l'un existant pour l'autre, et l'un ne le cédant pas à l'autre.

L'urbanisme soulève toute la question des investissements capitaux, tant en termes comptables qu'en terme d'économie.

L'urbanisme implique une vaste coordination de tous les effectifs gouvernementaux, de tous les intérêts en jeu.

Voilà quelques grands thèmes qui sauront sûrement attirer l'attention des membres de la Commission. C'est à celà qu'il faut trouver une réponse originale, collant à notre réalité qu'est le Québec. En ce domaine, Québec ne peut se contenter de copier servilement. Il nous faut résoudre nos problèmes tels qu'ils se posent et, pour nous en sortir: innover. Là dessus, je fais entière confiance à la Commission provinciale d'urbanisme.

Cette Commission pourra ensuite traduire ces principes et objectifs en termes de législation et de structures administratives. Ce sera la phase de la mise en forme, et c'est probablement là que nous rencontrerons les plus grandes difficultés. Rien ne nous empêche à ce stade technique de compulser les expériences françaises, américaines, anglaises ou canadiennes. Le Québec se situe à un confluent de plusieurs optiques en matière d'urbanisme. Sachons en profiter.

Il faut donc se tailler des instruments à notre mesure: —des organismes régionaux, des organismes consultatifs, des sociétés d'économie mixte, des syndicats d'entreprises, des pouvoirs de localisation industrielle et routière, des mesures de conservation et de création d'espaces verts et combien d'autres choses. Ceci impliquera tout un système d'expropriation ou de servitudes pour cause d'utilité publique, d'indemnisation ou compensation, de prélèvement pour fins d'équipement public, et j'en passe.

C'est surtout à ce niveau qu'il faut oeuvrer et trouver des réponses justes et valables. Il nous faut rationaliser, rassembler un certain nombre de directives afin de canaliser l'expansion de nos cités et d'éviter les erreurs qui nous guettent. La Commission a été créée pour celà et sa tâche est lourde.

Est-ce à moi de faire le bilan de l'année 1963 en matière d'urbanisme? Certainement pas et il n'y aura pas de bilan. Je puis vous assurer que le mouvement est lancé et qu'il ne s'arrêtera pas. Le ministère que je dirige, la Commission provinciale d'urbanisme et moi-même avons relevé le défi. Nous sommes à l'oeuvre.

Ce mouvement doit nécessairement se généraliser à tous les niveaux. Il importe que chacun d'entre nous s'y mette, d'une façon concrète et suivant ses propres capacités. Cet appel ne s'adresse pas seulement aux spécialistes qui sont des apôtres de l'urbanisme, mais aussi à tous ceux qui sont prêts à faire naitre chez nous un urbanisme véritable.

Et alors, peut-être, pourrons-nous offrir une contribution intéressante au reste du pays et au monde.

Je tiens à vous remercier de nouveau de votre invitation et de l'attention que vous avez bien voulu prêter à mes remarques.

THE WORLD'S FAIR — A PLANNING CHALLENGE

Mr. Jacques Simard was the first speaker at this Seminar. Because of the fact that the audience had come from all over the country, and since the 1967 World Exhibition is national in scope, it seemed useful to illustrate the site which had been chosen.

Slides were used showing the island of Ste. Helene vis à vis Montreal and also the site where another island (Notre-Dame) is to be scooped out of the St. Lawrence River.

Geographically, the site is arresting. It will loom up in front of incoming traffic, be it the ships coming up the River or the motor cars crossing over the bridges.

Some slides showed the accesses to the Exhibition Grounds via the Trans-Canada Highway and various auto routes and Expressways, including those linking Montreal with the United States.

Some of the most interesting slides, projected at the same scale over the site, showed the ground used by the Paris, Brussels and coming New York World Exhibitions or Fairs.

It was evident that the acreage covered by the 1967 World Exhibition was substantially larger than the other projects, giving rise to the thought that a certain flexibility in size was possible should time run too short.

Canadian Success — or Canadian Flop?

Michel Chevalier

CPAC Councillor-at-Large

You have undoubtedly seen some of the articles in the press or magazines of late, first of all querying the slow-to-get-off the ground 1967 World Exhibition, and lately coming very close to making a laughing stock of it. All the way from the sombre question about cost and its effect on Canada's balance of payments, in the FINANCIAL POST and the GLOBE AND MAIL to the latest broadside in MACLEAN'S MAGAZINE, punctuated with delightful Chapleau and Macpherson cartoons. This last article should certainly make Canadians in and out of public life begin to question the wisdom of continuing with what started out so bravely, such a short time ago, as one of the great Canadian undertakings — to rival the C.P.R., and the Seaway.

Internationally too, questions are being asked with ever-growing intensity in the World's great chancelleries, questions coupled with thinly veiled amusement — if we are to go by such articles as the one which appeared recently in the London ECONOMIST entitled "World's Fair Follies on Ice". And, as you know, the ECONOMIST is required reading in the ministries and executive suites in the capitals of the nations which might be expected to participate.

But my job today is not to be another Jeremiah. I am here, first of all, *not* to discuss the aspects of community or physical planning of the exhibition which are the first concern of this Association. This I am not competent to do. But I will discuss the planning of the exhibition in the broader sense of the community — the Canadian community.

I will discuss it in the sense of its being with us, still with us, and because it is still with us, it remains as a compelling and remarkable challenge for Canadians to do something great — for themselves and for mankind. This sounds, maybe, a little naive and theatrical. But, please bear with me for a few moments.

The alternatives are not many — the two main ones being a flop or a cancellation, and can we, in the present uncertain chapter of the Canadian story, afford either of these? We are, I believe, forced to summarily reject this kind of negative thinking, and take the positive approach I have already referred to.

Now, I will proceed to undermine the point of view I have just expressed, before giving it support.

What are the fundamentals behind the problems which have been boiling up into the public prints over these past months?

Are these problems crippling? Do they dictate that we can't be ready on time? Do they indicate that we can't have a fabulous fair?

No, they are not necessarily crippling; and we *can* have a fabulous fair ready on time. But will we?

I invite you to judge for yourselves.

Here are some of the problems we didn't foresee one, two, four and five years ago.

Problem No. 1: Realization by Canadians, at least by informed Canadians, that this Montreal Fair is a *Canadian* exhibition based upon an agreement entered into by the Government of Canada with the thirty-odd countries which make up the International Bureau of Exhibitions.

You, from across Canada, will undoubtedly tell me that this identification with the exhibition hardly exists outside Montreal, or possibly the Province of Quebec. Why?

Montreal is the nation's metropolis, historically, numerically, economically, culturally in the sense that it possesses, alone among large cities the "double culture" of Canada. (We have 1,200,000 French-speaking Canadians in Greater Montreal; but let us not forget the some 800,000 English-speaking and new Canadians.) The English-speaking community of our city is second only in size and influence to the City of Toronto, and it counts more souls than six of the provinces. Yes, Montreal can *claim* to be the metropolis, but it is not—not in the sense that Paris is to France, New York to the U.S.A., London to the United Kingdom, or Tokyo to Japan. This big, sparse, country is too regionalized,

too young, to have a readily identifiable metropolis. And so you have problem No. 1. Too many Canadians think of this as the Montreal Fair — not the Canadian International Exhibition. I will leave the following question hanging for a while — Is this thing no more than a promotional effort to funnel federal and foreign funds into the City, not to mention tourist dollars into our cash registers?

Problem No. 2: The cost — The former commissioner general has quoted a figure of just under $600,000,000 as being the overall cost of the Exhibition — that is, the cost to all entities concerned in the Canadian private and public sectors, and to foreign participants. A proportion of this can be considered as a permanent investment, but even so it ranks with the Saint Lawrence Seaway or with Brasilia as a national undertaking. What pressures on the costs of materials and construction will it exert? On the Canadian balance of payments? On the borrowing powers of governments involved particularly at the provincial and municipal levels? And so on. This is food for thought, at least.

Problem No. 3: The feeling is abroad among many informed Canadians that this is not a Canadian effort, but is as one prominent person put it so aptly to me (and let it be said with some lack of dignity), "a Frenchman's party". I suggest that if it is a "Frenchman's party", it cannot be labelled as a Canadian universal international exhibition. Certainly, we, French Canadians must be in there up to our necks, but not by ourselves. If the formula doesn't attract the rest of Canada, how can we attract the nations; how can we consider it to be universal?

Problem No. 4: Staffing and direction — This is related to No. 3. Anyone who is faced with the problem of creating or transforming an administrative hierarchy to give adequate measure to the two officially recognized cultural or language groups understands this one whether he is a civil servant or corporation executive. The Glassco report made some reference to this problem, the federal government is heavily preoccupied with it in relation to the civil service, major corporations are making some headway in solving it. We mustn't think that the situation will not appear here. It will have to be faced, and solutions found. And there are solutions.

Problem No. 5: The three parents of the Exhibition Corporation — Ottawa, Quebec and Montreal. The Canadian political facts of life have created a crown corporation which makes constitutional and political history. In addition, it can generate all sorts of difficulties as those of you who read the public prints will attest.

Problem No. 6: The legitimate responsibilities of the provincial and Montreal governments must be met. For example, Montreal is concerned about what influence the exhibition will have on present and future development plans. This, it would seem, was the reason why Montreal was given the responsibility of providing the site. On the other hand, the exhibition corporation has been given the responsibility of planning and staging an exhibition. These two responsibilities are not necessarily incompatible, but require close and delicate liaison to mesh effectively.

Problem No. 7: Time — We lost two years from the date of our original application in 1960, when the Soviet Union won the nod, and then withdrew. This could have been and still could be, partly a blessing in disguise, because in the shorter time our efforts and enthusiasm could peak to a successful conclusion, rather than the roller-coaster effect experienced in the preparation of many exhibitions. I might say that there is no danger of the roller-coaster effect with our exhibition so far.

Problems of scheduling and construction multiply with the two year loss, however, and compound the other problems, notably the meshing of parallel responsibilities of the governments concerned.

There are other difficulties, but these serve to illustrate the situation.

All these problems are blown up, distorted, rendered more complex and acrimonious because of the over-riding Canadian fact of this decade: What one might call the re-awakening of French Canada and the stresses and strains which this phenomenon is placing upon the very structure of confederation. You from the other parts of Canada may feel that this re-awakening is just another passing phase, but please believe me, it is a significant and permanent change in the Canadian situation.

I will say no more about this great, encouraging, but disturbing question except to note that the stirrings in



The panel which discussed the 1967 World's Exposition in Montreal. From left to right: Harry Mayerovitch, Michel Chevalier, Henry Strube who was Chairman of the session, and Jacques Simard, all of Montreal.

La commission qui a discuté l'Exposition mondiale de Montréal de 1967. De gauche à droite: Harry Mayerovitch Michel Chevalier, Henry Strube qui fut le président de la session et Jacques Simard, tous de Montréal.

French Canada are bringing all sorts of things with them — from solid advances on many fronts to implications of regression and extremism on some others. In a way, the relationship between the two cultural groups is better than it has ever been — franker, healthier, truer; but it is fraught with real and imminent dangers to confederation itself. Cool heads, and mutual support of the significant human values will, God willing, prevail. The exhibition can help, or hinder, the solution. It can, in effect, be a crucial factor either way.

Let us look on the bad side first. Suppose it were to be cancelled, or worse still, deteriorate into a jumble of mediocre quality because we were not able to overcome the difficulties.

The exhibition could become the mirror of all the tensions and misunderstandings, hates, fears, and regressions which beset us both, French and English-speaking Canadians. It could become something which tears at the vitals of the country — because it is the kind of thing that the average person understands — much better than economic policy or the division of taxation.

Now let us look at the bright side. If we can carry it through to a great success, it can do just the opposite. It can become the mirror of a truer modus vivendi, and help create a new meaning for the existence of this country.

I suggest that we reject all the alternatives which lead us toward cancellation or a second rate show. *I suggest that the only alternative is to put on a first-class Canadian universal international exhibition.*

A first step is a new frankness on the part of our leaders in the public statements they make on the exhibition and its problems. This is not necessarily to suggest that they make public remarks about their pet solutions before agreement is reached, but the problems themselves require airing, or they will rot the structure from the inside. This may not be in the Canadian tradition of political playing it close to our chests, but in times of tribulation the brave and open course is usually the best. Continuous maneuvering behind closed doors punctuated by bland statements that all goes well, together with a series of discordant reports in the press do not help create confidence. Our leaders must constructively and publicly indicate the problems, and at the same time throw out the challenge of what the exhibition can accomplish.

A second step is not to fear doing something good. A little bit of cutting loose from the staid old formulae might help — That is what London's Crystal Palace and the Paris Expo of the Eiffel Tower did over 100 years ago. If we simply do a reproduction of the past fairs of the twentieth century, probably not as well because it has all been said before, we will come under the inhospitable competitive shadow of the big, brash New York fair of 1964-65. The only way we can compete successfully in that league is *not* more of the same, but something smaller, newer, better.

For example, I believe that close and critical scrutiny should be given to the premise that volume of visitors is the main criterion of the attendance program. Raising the number of visitors (regardless of their background), who will obtain some new degree of insight into some aspect of "Man in his world", may be considered a main criterion also.

Volume of visitors for its own sake is valuable from the standpoint of revenue, and from the essential atmosphere that diverse crowds bring to a manifestation of this kind.

The question is, can one stage a successful international exhibition with 25,000,000 visitors? Does a rise to 40,000,000 visitors in itself make the exhibition more successful? Hardly.

The attraction of local visitors, where the bulk of repeat visits are generated, to repeat their visits, ten, twenty or thirty times should be weighed against the over-amounts of money they will be cajoled into spending, the lasting benefits or insights which will (or will not) accrue to them, the capital cost of additional access and crowd handling facilities which will have to be built with no after-use, the degree of stress on shallow stimulator exhibits at the expense of valuable displays, and the depth of the economic hangover which will follow the party.

We need crowds. We need shallow stimulator exhibits. But it is a matter of proportion.

If the average local visitor comes to the exhibition five or ten times, as opposed to twenty or thirty times, if he gets something really significant in those five or ten visits (together with a good dose of fun and games), will he not be intrinsically better off than if he went thirty times mainly because of the fun and games? In addition his pocket book will be better off, and the owners of establishments where he generally spends his recreational money will not be hard-hit.

The above would seem to indicate that the approach to the planning of the Exhibition should not be "How many visitors will we get, or can we get?" But rather "What kind of an exhibition do we want; how many visitors do we want; from where; how often do we want them to repeat?".

This kind of planning cannot be absolute. But there are regulators which can closely control the outcome.

It might be noted that the higher the pitch and quality, the more foreign visitors will be attracted, and the more local visitors able to gain something significant will repeat . . . for example students. A higher proportion of this type of visitor will, in turn, encourage greater excellence by exhibitors.

This kind of thinking puts the big dollar cost sign, the big exhibition acreage, the big records at the gate, the big money exhibits in perspective. All these figure in the equation, but it is a matter of balanced showmanship.

Cost? If we don't wish to spend the kind of big money being bandied about, we should cut down the physical size of the fair. The mere act of doing this can raise the quality.

Schedule for getting the exhibition ready on time? The same answer goes here.

The exhibition need not be an instrument for doing all sorts of things around Montreal. Within reason, yes, some

capital projects can be turned to good use after the fair, some exhibits should remain permanently. But we must avoid killing the exhibition by doing too many extraneous things with it. Nothing will disassociate the rest of Canada more from the Exhibition than the big pork barrel label.

This exhibition is the total responsibility of Canada. A success is a *Canadian* success. A flop is a *Canadian* flop. It can do great things for us, or it can hurt us badly.

It is not only up to us as Montrealers or Quebeceers. It is up to every thinking Canadian.

The World Exhibition: Its Theme

Harry Mayerovitch
Architect, Montreal

May I tell you a story? It concerns a little boy celebrating his fifth birthday. He has just received as his present a tricycle. He mounts it, and circles the block. That is the end of the story. For, how can I hope to describe the exultation of this supreme moment? How can I explain the sense of power released by this magic vehicle? How can I express his wonder at the limitless new world waiting to be explored?

It is happily unnecessary even to attempt this description, because all of us have experienced just such moments of exultation at nodal points in our lives, when new powers are released, new truths revealed and new perspectives opened. They are like symbolic punctuation marks, and seem to be essential to the continued progress of the individual personality.

As for individuals, so for nations. As a group, we seem to need symbols which sum up achievements and re-state aims — holidays, flags, pageants, traditions — without which we feel in danger of losing our way in unchartered times and places.

An exhibition, and particularly a world exhibition, is just such a symbol — more extravagant than most and rather more difficult to define. I see it as a gigantic, multi-hued exclamation point which sums up, in one concentrated explosion, the significance, the glory and the joy of a universal effort in countless areas of endeavour.

The Montreal World Exhibition of 1967, we must pray, will be precisely this kind of dazzling moment. It will, of course, be a proud statement of what we were, what we are, and what we hope to be. But, above everything else, will it not be the symbol of a miracle — the miracle of our survival and growth as a nation in the face of the most profound and dangerous divisions of race, language, religion, culture and region.

The Theme, "Terre des Hommes", is a noble one which announces man's conquest of his world and affirms his capacity to extend it without limit. But life, of course, is not conquest alone. Life is also joy. Can we not say, in truth, that the purpose of man's conquest is to increase the scope and intensity of man's joy? The Exhibition then should be a re-affirmation of man as a total being — a many-splendoured thing.

How can this be achieved? To begin with, the theme can be developed in breadth. We can tell of man the producer, the explorer, the exploiter of difficult conditions and places: the polar regions, the deserts, the oceans. We can deal with man's ingenuity in science, in social organization. There is no end to the possible recital of achievements, all resourceful and fascinating. But, for maximum impact and for clarity of expression, a focus on what is most significant is essential. Considering, for example, that one of the salient facts of our time (perhaps the *most* salient) is the increasing interdependence of nations, does it not follow that our main exhibits should concentrate on those aspects of human activity which affirm this fact? Does it not also suggest that these special exhibits or pavilions should be designed co-operatively by the nations involved?

Equal to *focus* in importance is *quality*. How much we do is less important than how well we do. Man's ability to survive and thrive has been closely related to his capacity to improve, refine and perfect his methods of thinking and doing. This fact must find expression in the exhibition through our insistence on exposing only the best. It is natural for man to display himself and his achievements. An exhibition, then, may be considered a showcase. In this lies a danger, however, for it is easy to become superficial and clever. But, an exhibition should also be regarded as a mirror which will reflect a true image of ourselves. Let us ensure that what we present to the mirror is what we are, at our best. For this Exhibition will be, in the eyes of the world, a measure of our self-respect.

A great danger may face us: that our lofty purpose will be obscured or lost in panic. The race against time is terrifying; the demands on available human and economic resources will be colossal; the pressures by short-sighted individual and group interests will tend to subvert or distort. In short, we may be pressed into settling for less than the best.

How can we stave off this danger?

By recognizing that the World Exhibition is the *responsibility* of the entire nation, and particularly of those who are conscious of its implications. We must, therefore, reaffirm our faith in its aims and assure the organizers of our continued support as long as these aims are proclaimed and pursued.

The exhibition is also the *expression* of the entire nation. We cannot hope that this expression will be concocted by the World Fair Corporation alone, in spite of the prodigious talents, energies and funds which will be at its disposal. It must be given, as well, the richness, variety and inspiration of ideas. Meaningful ideas can only come from Canadians from all parts of the country — ideas which stem from differences in experience, in background, in values. Only in this way, I believe, can we hope to achieve a truly valid expression of Canadian life, worthy of presentation to the rest of the world.

THE GREAT LAKES - ST. LAWRENCE WATERWAY:

A chance to make planning history by 1967

POURQUOI IL FAUT PLANIFIER NOS RESSOURCES D'EAU À L'ÉCHELLE INTERNATIONALE

André Gagnon
Cadres Professionnels Inc.; président
Organisateurs-Conseils
Conseil du Port de Montréal

Dès qu'on tente d'exposer au Canada le problème de l'eau, on se heurte au "mythe des ressource illimitées". Le citoyen moyen affirme immédiatement: "Jamais la province de Québec ou le Canada ne manquera d'eau; nous avons des ressources inépuisables".

Tous, tant que nous sommes, qui nous servons d'eau ou qui nous y intéressons par quelque aspect: navigation, énergie hydroélectrique, consommation industrielle ou domestique, tourisme, etc . . . nous avons pris l'habitude de la considérer seulement sous l'aspect particulier qui nous touche, sans trop nous préoccuper de faire le pont entre les diverses utilisations de cette richesse naturelle indispensable à l'homme moderne.

Aussi suggérerons-nous, dès le début de cet exposé, que notre province et notre pays aient une politique totale de l'eau permettant de faire une synthèse entre ses différentes utilisations et de réconcilier les points de vue étroits des intérêts particuliers. Jusqu'à présent, nous avons été divisés sans raison: chacun interprétant les faits dans son optique particulière et en fonction de ses propres besoins, chacun travaillant avec diligence dans son petit compartiment, chacun exerçant des pressions sur le nombre incalculable d'organismes gouvernementaux et faisant partout des représentations pour des intérêts fragmentaires sans une juste conception d'ensemble. Dans cette cacophonie d'intérêts particuliers, il est temps de mettre de l'ordre et de dégager de la confusion actuelle les différents aspects du problème d'ensemble. Nous croyons fermement qu'il est devenu d'une ampleur telle que l'on ne peut plus s'y attaquer de façon désordonnée et trop souvent divergente.

Le bijou que sera l'Exposition Universelle de Montréal en 1967 reposera sur un immense écrin d'eau qui ne doit pour aucune considération venir ternir son éclat.

Permettez-moi, Monsieur le président, de traiter le problème d'ensemble des niveaux d'eau du St-Laurent et des Grands Lacs et de son incidence internationale.

Aspect juridique

Considérons tout d'abord l'aspect juridique de la question. Les eaux intérieures appartiennent, sauf de rares exceptions, à l'Etat provincial: c'est la province qui est propriétaire du lit de nos lacs, de nos fleuves et de nos rivières.

Par ailleurs, du point de vue législatif et administratif, c'est à dire le point de vue de la réglementation de son utilisation, l'eau relève du parlement fédéral sous certains aspects et des législatures provinciales sous d'autres aspects.

Ainsi, dans ses rapports avec la navigation, le commerce maritime et la pêche, elle relève principalement du fédéral tandis que du point de vue de la santé, de l'hygiène publique, de la production hydroélectrique, l'Etat provincial a juridiction.

On peut facilement imaginer les conflits que cette dualité de compétence entraîne et comme nous avons avec les Etats-Unis une frontière liquide sur plusieurs centaines de milles, le problème national déjà aigu s'élargit en un problème international infiniment plus complexe.

Nous savons que les Grands Lacs et l'énorme bassin qui les alimente représentent la principale source des eaux du St-Laurent. Chacun de ces lacs a une frontière canadienne et américaine sauf le lac Michigan qui se trouve entièrement dans les limites territoriales des Etats-Unis. Toutefois, le lac Michigan s'étale au même niveau que les eaux du lac Huron de sorte que, du point de vue niveau d'eau, l'ensemble des Grands Lacs est à la fois l'apanage et la responsabilité des deux pays. Or on sait que les ressources en eau chez nos voisins du sud ont déjà atteint un seuil critique que l'explosion démographique et l'urbanisation massive feront éclater avant la fin du siècle.

Ressources — Consommation

Vu l'ordre des grandeurs et le phénomène des utilisations successives, il est assez difficile d'estimer la consommation et les ressources d'eau totale des Etats-Unis. On évalue toutefois la consommation à 300 milliards de gallons par jour et les ressources totales à 1,200 milliards de gallons par jour. On estime que dès 1980, la consommation quotidienne aura doublé atteignant 50% des ressources et que vers la fin du vingtième siècle elle aura rejoint le niveau des ressources qui, comme on le sait, ne sont jamais entièrement ni immédiatement disponibles; il faudra alors faire face à des disettes sérieuses dans les régions fortement peuplées.

Une meilleurs utilisation des ressources, déjà commencée d'ailleurs de façon fragmentaire, comme la déssalination des eaux de mer et le traitement plus rationnel des eaux domestiques et industrielles usées, permettront sûrement d'augmenter les ressources. Il n'en reste pas moins vrai que dans de très larges régions des Etats-Unis, l'expansion économique sera ralentie et même interrompue par une pénurie d'eau avec des conséquences fort pénibles pour la population de ces secteurs.

De tels développements entraîneront forcément un ensemble de pressions politiques visant à permettre aux Etats-

Unis de s'approvisionner aux réservoirs relativement plus abondants du Canada. Le nord-est et l'ouest central des Etats-Unis voudront multiplier les prélèvements et les utilisations d'eau des Grands Lacs pour des fins industrielles, agricoles et domestiques. Ces demandes se feront si pressantes qu'on ne saura y résister et qu'à notre avis des détournements de plus en plus importants s'effectueront qu'on le veuille ou non.

Ne peut-on pas dire que l'eau est comme l'air: il est quasi impossible aux hommes qui en ont trop de la refuser à ceux qui n'en ont pas assez, et qui songerait à condamner à la prison les cités de plusieurs millions d'habitants qui en volent? La seule solution logique à long terme n'est-elle pas d'augmenter les ressources en eau? Une façon de la faire qui semble à la fois techniquement réalisable et probablement économique serait de canaliser vers les Grands Lacs certains des énormes bassins hydrographiques qui coulent normalement vers la Baie d'Hudson pour se perdre dans le grand nord inhabité.

Il ne faut d'ailleurs pas aller bien loin pour faire exploser le mythe de ressources d'eau inépuisables. Les malheureux amants de la nature qui se sont construit hier sur les rives du lac St-Louis et sur les deux berges du St-Laurent et de l'Outaouais vous diront ce qu'ils pensent aujourd'hui des soi-disants réservoirs inépuisables! Quand le niveau d'eau dans le port de Montréal baisse plus bas que le point critique et force les océaniques à décharger à Québec ou à rebrousser chemin, peut-on parler de ressources illimitées?

La lutte pour l'eau

Il faut dire d'ailleurs que la lutte pour l'eau dans le bassin des Grands Lacs dure depuis près d'un demi siècle. Des législateurs, des journalistes, des avocats, des économistes combattent depuis des années devant les tribunaux américains, devant le Congrès, devant les Chambres des divers Etats et devant l'opinion publique pour s'approprier ou défendre l'eau devenue indispensable. On entend partout le refrain: "Mais, arrêtez donc. Vous ne voyez donc pas ce que vous faites avec *notre* eau!"

Il est pourtant vrai que le bassin des Grands Lacs constitue dans ses cinq poches géantes le plus grand réservoir d'eau potable du monde. Il y a tellement d'eau que même les chutes Niagara qui dégorgent 100 millions de gallons d'eau par minute, jour après jour, année après année, siècle après siècle, ne peuvent suffire à les vider. Plus de 18 millions d'américains soit 10% de la population des Etats-Unis vivent dans des régions attenant aux Grands Lacs et à leurs tributaires ainsi que près de 60% de la population canadienne.

Toute le long de cet immense bassin, on prélève partout de l'eau en amont pour la rendre ensuite en aval et le cycle naturel se déroule; l'énorme débit, sa rapidité d'écoulement redonne à l'immense nappe sa pureté première.

Appropriations d'eau — Conséquences

Ce n'est pas de cette sorte d'utilisation que nous nous inquiétons mais de celles qui détournent une partie de ce flot de vie pour l'orienter ailleurs. De toutes ces diversions, celles que pratique Chicago ont fait couler le plus d'encre. A l'heure actuelle, elle prélève 3,100 pieds cubes par seconde, en conformité d'une décision de la Cour Suprême des Etats-Unis. Depuis le début du 20e siècle, elle a toujours fait des prélèvements qui ont d'ailleurs atteint, en 1928, un total de 10,000 pieds cubes par seconde soit trois fois plus qu'aujourd'hui. Ce n'est qu'à la suite de pressions exercées par des Etats américains de l'est, en particulier New York, Ohio, Michigan et Pennsylvanie que ce total fut ramené au niveau actuel en 1940. Au contraire d'autres cités, empruntant l'eau des Grands Lacs pour la rendre ensuite à l'état presque pur, après l'avoir traitée, l'énorme agglomération de 5 millions d'habitants que compte aujourd'hui Chicago déverse ses eaux usées dans la rivière Illinois qui se jette, comme l'on sait, dans le Mississippi. Il n'y a donc pas là d'emprunt temporaire mais une appropriation permanente. C'est donc deux milliards de gallons d'eau par jour que Chicago utilise mais cela ne lui suffit pas et, depuis plusieurs années, elle cherche à obtenir du Congrès américain le droit de prélever quotidiennement une quantité additionnelle de 650 millions de gallons. En plus de soulever l'opposition vigoureuse d'Etats américains très influents, ces demandes ont forcé le Canada, en avril 1959, à présenter par son Secrétaire d'Etat, une note diplomatique des plus vigoureuse qui se lisait comme suit: "Le gouvernement canadien est opposé à toute action qui aurait pour effet de réduire le volume des eaux dans le bassin des Grands Lacs. Le Canada considère que plusieurs ententes et conventions intervenues entre les Etats-Unis et le Canada seraient menacées si une action unilatérale était prise qui entraînerait une plus importante diversion des eaux des Grands Lacs à Chicago". Devant cette menace à peine voilée, le président Eisenhower intervint en imposant son veto aux deux projets de loi que les intérêts de l'Illinois avaient réussi à piloter à travers le Congrès américain.

Il ne fait aucun doute que le Canada pourrait exercer des représailles. Pour n'en citer qu'une, imaginons les dégâts que causerait à la région nord-ouest des Etats-Unis un détournement des eaux de la rivière Columbia qui fournit à cette région l'irrigation et l'énergie hydraulique. Il serait relativement aisé d'orienter le cours de la Columbia vers celui de la Fraser pour enrichir la région de Vancouver. Ce qui arrêterait le Canada c'est évidemment l'amitié traditionnelle qui unit les deux pays, une amitié malheureusement mise à l'épreuve par l'action de Chicago.

Nos alliés

Le Canada n'est d'ailleurs pas seul à protester puisque plusieurs Etats des Grands Lacs perdraient ce qui enrichirait Chicago. Des ingénieurs en énergie hydroélectrique de l'Etat de New York afirment qui si Chicago était autorisée à prélever les 650 millions de gallons d'eau additionnels par jour qu'elle réclame, les usines hydroélectriques de Niagara et du St-Laurent perdraient un revenu annuel d'un million de dollars. Suivent les ingénieurs de l'armée américaine, il en coûterait aux armateurs des Grands Lacs une

somme de $250,000 par année parce qu'ils devraient charger moins lourdement leurs navires afin de pouvoir circuler d'un lac à l'autre et traverser les canaux.

A la réflexion, n'est-il pas absurde de voir les gouvernements canadiens et américains dépenser près de 200 millions de dollars à creuser le lits des canaux en profondeur alors que Chicago enlèverait l'eau de surface. Jusqu'où peut-on pousser l'illogisme!

Mais ce n'est pas tout. Il faut se demander: où cela finira-t-il? Déjà plusieurs banlieuses de Chicago se sont organisées en vue de prélever elles aussi de l'eau si les tribunaux décident qu'elles en ont le droit. Comment le leur nier?

Un groupe de promoteurs du Texas a récemment lancé le projet d'un pipe-line qui partirait des Grands Lacs pour irriguer les terres désertiques du Texas.

Un sénateur de l'Etat du Colorado disait hier que la seule façon de résoudre les problèmes d'eau de son Etat était de s'approvisionner aux Grands Lacs.

Or l'on sait qu'une diversion de 10,000 pieds cubes par seconde des eaux des Grands Lacs signifie la perte d'un demi pied du niveau d'eau du lac Ontario et du port de Montréal. Cela veut dire une réduction correspondante de la production hydroélectrique de l'Etat de New York, des provinces d'Ontario et de Québec le long du Niagara et du St-Laurent.

Le mythe de "l'eau, ressource inépuisable".

Deux faits font exploser le mythe "l'eau, ressource inépuisable".

C'est d'abord le rythme phénoménal de croissance des populations de l'Amérique du nord (Etats-Unis et Canada) qui passeront de 196.6 millions d'habitants en 1960 à 239.3 millions en 1975 et à 312.5 millions en l'an 2000.

C'est ensuite la moyenne de consommation d'eau prévue aux U.S.A. pour la fin du siècle qui sera de l'ordre de 8,879 pieds cubes par an par habitant soit plus de deux fois la consommation actuelle estimée à 4,238 pieds cubes par an par habitant (les besoins pour la production d'énergie hydraulique et pour la navigation étant ici exclus).

La pollution

La situation s'aggrave encore du phénomène de la pollution des eaux. Les grands pays industriels sont tout naturellement affectés par la pollution; non seulement parce qu'ils sont exposés aux effets des déversements industriels mais aussi parce que l'urbanisation qui en découle appelle forcément la formation d'importants groupements humains dont les déchets non moins dangereux s'ajoutent à ceux des industries. Depuis la seconde Grande Guerre, 10,000 produits chimiques nouveaux ont trouvé un très large marché de consommation et finissent par rejoindre de quelque manière l'eau que nous buvons avec des conséquences encore inconnues.

De nombreuses régions d'Europe dont celle de la Ruhr, la région parisienne, les estuaires et les rivières d'Angleterre constituent le type idéal — si l'on peut dire — de région polluée où la lutte a dû être menée sur le plan technique par l'institution d'une véritable *dictature de l'eau et de l'assainissement.*

Dans certains Etats de l'est des Etats-Unis, la pollution a atteint une telle gravité que le gouvernement fédéral et les Etats concernés ont dû rechercher les moyens de la réduire par une règlementation extrêmement rigoureuse.

Nous ne voulons pas entrer ici dans le détail des législations étrangères contre la pollution.

Contrôle de la pollution à l'étranger

Signalons seulement qu'au Royaume Uni, le Rivers Board Act de 1943 divise le pays en 32 régions correspondant aux bassins hydrographiques, chacune soumise à l'autorité d'une Commission ou Comité de rivière qui reprend et centralise tous les pouvoirs des commissions régionales ou locales en y associant les autorités administratives et les représentants des industries. Cette centralisation présente des avantages considérables. On considère la pollution comme une infraction qui appelle une sanction et une réparation et entraîne l'obligation de prendre les mesures propres à en éviter le retour. Voici la solution anglaise: les afluents industriels sont déversés à l'égout municipal après prétraitement et sous condition de paiement d'une taxe. Dans chaque cas, le comité de rivière auquel, rappelons-le, participent des industriels, est souverain.

Nous croyons aussi que l'exemple français mérite d'être étudié de près. On sait que la pollution des eaux en France a atteint un niveau critique en plusieurs endroits risquant de compromettre la santé voire l'existence des individus et l'activité des industries. Cet état de choses a suscité, dès la fin de la guerre, la création de l'Association française pour l'étude des eaux qui s'est employée, dès sa fondation, à informer les industriels et le public sur un problème devenu extrêmement aigu.

Cette campagne d'information a créé un climat favorable à l'adoption de solutions techniques. L'avènement récent d'une *Commission de l'eau nationale* laisse entrevoir que le problème français de l'eau est en voie d'être résolu.

Quand aurons-nous une action également coordonnée et réaliste dans le bassin hydrographique que représentent les Grands Lacs et le St-Laurent? Nous ne pouvons échapper ici à une certaine planification à cause de la complexité du problème.

Le préambule de la loi contre la pollution de l'Etat de l'Indiana peut servir de modèle à toute législation rationnelle dans ce domaine:

> "Chaque rivière constitue un problème spécial et les normes de qualité doivent varier en fonction des cas particuliers. Toute eau de surface est affectée par la vie humaine et industrielle dont, en retour, le confort et l'existence même dépendent de l'eau de surface. Il est possible que les concentrations humaines se trouvent sur des cours d'eau de débit insuffisant pour assurer une

dilution et un taux d'oxygénation convenables, même lorsque les meilleures méthodes de traitement sont ou peuvent être appliquées. L'aspect économique doit être d'abord considéré: le traitement ne doit pas être poussé au delà d'un certain point, à partir duquel l'équilibre économique risque d'être détruit. L'auto-épuration doit jouer le plus possible et elle doit être utilisée en fonction de l'état biologique du cours d'eau, de son débit, de sa turbulence, de la profondeur de son lit, etc. Le degré de pureté ou de propreté à exiger et à obtenir des eaux de surface dépend de l'usage qui est fait de ces eaux, des relations qu'elles peuvent avoir avec les eaux souterraines, de l'état de développement de l'assainissement local, de la présence de prises d'eau pour l'alimentation humaine, etc."

Terminons l'étude de cet aspect du problème de l'eau en dégageant quatre principes essentiels d'une politique rationnelle et économique de lutte contre la pollution.

La classification des rivières par l'usage qui est fait de l'eau et les caractères chimiques et biologiques de celle-ci.

L'établissement d'une norme différentielle qui impose à l'industriel et aux agglomérations des limites dans l'accroissement des caractères de pollution de la rivière, compte tenu de la capacité d'auto-épuration de son débit.

Le troisième principe est celui de la planification limitée à un bassin fluvial bien défini, une association des industries et des collectivités assurant "l'exploitation en commun du bien commun": en l'espèce l'eau d'un fleuve. C'est de l'état de celle-ci que dépend la vie domestique et industrielle des riverains qui, en retour, détermine et règle son régime d'utilisation.

Le quatrième et dernier principe concerne l'élaboration d'une loi ou d'un ensemble cohérent de lois et règlements raisonnables et raisonnablement appliqués.

Permettez-moi d'exprimer le voeu qu'on en arrive le moins tard possible à une formule de ce genre dans les énormes bassins du St-Laurent et de l'Outaouais.

Sources d'eau nouvelles

Nous pouvons prévoir, Messieurs que lorsque l'eau deviendra plus rare par suite d'une consommation accrue, les pressions pour des détournements plus importants se feront sentir même de la part d'Etats américains qui, aujourd'hui, sont nos alliés contre Chicago. A ce moment, les besoins d'eau potable pour fins industrielles et domestiques seront devenus si aigus qu'ils pourraient avoir préséance sur les besoins de la navigation et de la production hydroélectrique. Nous perdrions alors nos plus importants défenseurs.

Voilà brossé un portrait assez sombre de la situation. Mais il y a, Dieu merci, des éclaircies à l'horizon. Ceux qui les apportent sont ceux qui pensent à grossir le bassin pour qu'il y ait de l'eau pour tout le monde.

Notons ici que l'hydro-ontarienne a contribué dans les années 40 à ajouter au bassin des Grands Lacs, 5,000 pieds cubes par seconde en faisant déverser dans le lac Supérieur pour des fins hydroélectriques les eaux des rivières Ogoki et Longlac. Malheureusement, des raisons économiques ne permettent plus d'envisager d'autres travaux de détournement de ce genre parce que les avantages hydroélectriques seuls ne peuvent justifier les déboursés.

Le gain net dans le bassin proprement dit du St-Laurent provenant de cette source fut de 1,900 pieds cubes par seconde. Il est intéressant de remarquer ici qu'une diversion d'eau dans la région supérieure des Grandes Lacs met cinq ans avant de se faire sentir dans le lac Ontario et dans le St-Laurent et que ce n'est qu'après 15 ans qu'on peut en mesurer scientifiquement les effets.

Messieurs, pour résumer, disons que la consommation aux Etats-Unis et au Canada s'accroît en flèche et que nous disposons d'à peine une quarantaine d'années pour trouver des sources d'eau nouvelles. A moins d'établir un plan d'ensemble et de s'y attaquer collectivement sans délai, le problème restera sans solution.

Une politique de l'eau

Le gouvernement canadien, depuis plusieurs années, par son ambassade à Washington, par des interventions ministérielles auprès de la Maison Blanche de même que par sa participation active et éclairée à la Commission Mixte Internationale a réussi jusqu'ici à contrecarrer les ambitions de Chicago et d'ailleurs. Toutefois, une action concertée des pouvoirs publics des provinces de Québec et d'Ontario, basée sur une connaissance approfondie du problème, demeure vitale. Ceux-ci devraient s'adjoindre les représentants des principales villes affectées dans les provinces-soeurs ainsi que dans les Etats américains qui partagent nos vues. On devrait ajouter à ce groupe des sénateurs américains et des représentants du secteur privé de la partie est des Etats-Unis animés des mêmes préoccupations que nous.

Pour notre part, nous cryons que Québec doit prendre l'initiative dans ce domaine en proposant une étude fouillée des ressources d'eau des Grands Lacs même si cette étude devait s'étendre sur plusieurs années. Si l'on n'arrive pas à établir une authentique politique de l'eau et un plan défini de son utilisation, la longue série d'escarmouches dont nous sommes sortis relativement vainqueurs jusqu'à présent pourrait se tourner contre nous.

Notre majestueux St-Laurent, usé dans ses forces vives, se trouverait un jour amoindri et malade, incapable de satisfaire aux exigences de la navigation, de la force hydraulique, de la masse infinie des besoins industriels et domestiques d'un coin de continent en plein essor économique.

Nous du Québec qui, en fait, sommes servis après les autres, nous avons un intérêt primordial à participer activement à un tel inventaire et à une telle planification. Nous n'avons pas d'alternative.

Esquisse d'une planification

Permettez-moi, avant de terminer, de vous donner quelques indications sur la manière dont on peut envisager une telle étude. Celle-ci, par son ampleur, pourrait être une des



André Gagnon speaking during the session on the Great Lakes — St. Lawrence Waterway. To his right: Ronald S. Ritchie of Montreal and Dr. A. E. Berry of Don Mills.

André Gagnon adressant la parole au cours de la session sur la Voie Maritime des Grands Lacs et du Saint-Laurent. A sa droite: Ronald-S. Ritchie de Montréal et le docteur A.-E. Berry de Don Mills.

plus complexes du genre. Nous ne nous cachons pas la difficulté de planifier une ressource aussi vaste et qui s'étend à travers des régions aussi diverses où les facteurs de développement économique et d'expansion démographique sont si variés. Nous pouvons aisément comprendre pourquoi jusqu'à présent personne n'a osé s'attaquer de front au problème et que malgré l'assurance d'une disette prochaine, aucun gouvernement ou organisation privée n'ait voulu l'aborder dans son ensemble.

Et pourtant nous avons deux pays, huit Etats et deux provinces vitalement intéressés et groupant une myriade de cités et d'entreprises pour qui il y a là une question de vie ou de mort demain.

Nous croyons que la première étape serait de faire l'inventaire des divers éléments du problème, accompagné d'observations préliminaires quant aux besoins et aux décisions qui pourraient être prises en vue d'études, de négociations et de contacts ultérieurs. Le but de cet inventaire serait tout simplement d'approcher rationnellement le problème, de considérer nos ressources en fonction de leur utilisation la plus rationnelle. A l'occasion de cet inventaire, il faudrait déterminer les besoins éventuels de détournements d'eau du bassin de même que les possibilités d'additions en n'oubliant aucun de ces éléments positifs et négatifs parce qu'il nous faut intéresser à ce grand oeuvre tous ceux qui ont des droits acquis ou des besoins humains à satisfaire. Seule cette approche globale du problème, qui réconcilie les intérêts divergents d'hier, peut permettre la collaboration de tous les intéressés et la fin de ces vaines escarmouches et de ces conflits d'intérêts actuels.

L'on me pardonnera cette image un peu trop simpliste mais qui traduit bien ma pensée: "Au lieu de nous préoccuper de couper le gâteau en tranches les plus équitables possibles, attachons nous plutôt à le grossir généreusement pour qu'il y en ait pour tout le monde".

Cet inventaire complet des faits servirait de base aux discussions et aux négociations entre les différents secteurs feraient sous la direction d'un Comté de coordination et d'études qui trouverait ses points d'appui à la fois dans le secteur public et dans le secteur privé. Un tel groupe pourrait établir sans tarder une structure et une organisation à qui l'on pourrait confier l'administration rationnelle des ressources d'eau du bassin des Grands Lacs et du St-Laurent.

Deux projets

Il pourrait étudier par exemple des projets aussi ambitieux que celui du Grand Canal. C'est l'idée de M. Thomas W. Kierans, un ingénieur de l'Ontario qui propose de détourner le cours de la rivière Harricanaw, qui se jette dans la Baie d'Hudson, pour en amener les eaux dans le lac Huron, au coût de 200 millions de dollars. Les Grands Lacs recevraient ainsi 13 milliards de gallons d'eau de plus par jour — plus de six fois la quantité prélevée par Chicago.

Un autre projet suggère de relier un ensemble de rivières canadiennes situées au nord du lac Supérieur dont les eaux viendraient grossir les Grands Lacs de quelque 6.5 milliards de gallons par jour. Chicago, Toledo et d'autres villes américaines pourraient alors s'approprier toute l'eau dont elles ont besoin et déverser leurs eaux usées ailleurs que dans les Grands Lacs sans danger pour nous.

Conclusion

Messieurs, je ne me fais l'apôtre d'aucune solution ni d'aucun remède brèveté. Le problème est trop vaste pour qu'en un brillant racourci on puisse trouver la réponse. Je

ne sais pas de quelle rivière, de quel fleuve de notre Grand Nord il serait le plus économique de réorienter le cours du nord vers le sud mais, à mon sens, il n'y a pas d'autre solution que d'ajouter, de quelque manière, au bassin des Grands Lacs. Seule une étude fouillée pourra déterminer combien il faut ajouter, où et comment.

Parmi les ressources canadiennes, on a su valoriser en l'exportant la force de l'eau transformée en électricité. Pourquoi pas l'*eau potable* qui prend dans la vie de l'homme moderne une place si considérable?

THE ST. LAWRENCE SEAWAY: AN EXAMPLE OF ECONOMIC PLANNING

Ronald S. Ritchie
Member, Board of Directors
Imperial Oil Limited

Economic planning is a fashionable topic today. In fact, it would be fair to say that it has become a fashionable activity at the governmental level. France has its Commissariat du Plan, the United Kingdom its National Economic Development Council and its National Incomes Commission, and Canada now has its own Economic Council.

Despite all one hears on the subject, however, it can hardly be said that there is widespread agreement as to what economic planning really is. In fact, I am afraid that we would have to rank economic planning well up on any list of imprecise phrases currently in common use. Almost any speaker worthy of his salt can carry on for half an hour or more without ever making it clear to his audience precisely what activities he has in mind when he uses the phrase, or, in any clear fashion, how such activities lead, with safety and assurance, to desired results.

In one sense, economic planning is not new. In fact, we are, today, surrounded by economic planning on both a small and a large scale, much of it undertaken in the private sector of our economy. It would not be particularly hard, for instance, to make out a case that there was as much genuine economic planning, and on almost as grand a scale, in the initiation by a single private corporation of the 2,000-mile $300-million Interprovincial Pipeline, as in the St. Lawrence Seaway project itself, although four major governments were involved in the latter. Both of these major ventures had to be planned in situations of some uncentainty about future market outlets and competitive positions for important raw material supply sources (oil in one case, iron ore in the other) which were vital to their eventual success.

It is clear, then, that the current debate is not really concerned with the issue, "To plan or not to plan." The economic planning by individuals, corporations, and governments at all levels which now surrounds us is extensive and ranges over both the very long range as well as the short. The real question being debated is, "Who should plan, in what detail, on what scale, and with what coercive authority to implement plans?" From one point of view, the question is, "Can we improve economic planning by doing more of it in a centralized fashion?"

You have asked me to make some comments on the St. Lawrence Seaway as an example of economic planning. As I do so, in very brief terms, some of the difficulties and some of the limitations of economic planning may be highlighted.

Planning always looks to the future, and therefore, whether explicitly or only implicitly, it must always involve forecasts. Certainly the St. Lawrence Seaway project did. It involved forecasts of construction costs, financing costs, and operating costs. It involved, also, forecasts of traffic by commodity groups, and forecasts of revenues from tolls. Generally speaking, these forecasts, which were used to justify the Seaway project, have proved to be wrong, and in many cases, wrong by wide margins. To those accustomed to the many pitfalls of economic forecasting, this is perhaps not entirely surprising, even if no allowance is made for any bias which may have entered into the forecasts because of desire to prove a case.

Construction costs, maintenance costs, and operating costs for the Seaway were all seriously under-estimated in advance. Revenues, on the other hand, were even more seriously over-estimated. Even though its interest costs have been heavily subsidized, the Seaway, in its first four years of operation, covered not much more than its operating costs and therefore built up substantial arrears of interest to be added to the original capital outlay.

Because they provided a measure of the use potential of the Seaway, traffic estimates were, in a sense, the most crucial of all the economic forecasts about the Seaway. In this fifth year of its operation, traffic handled by the Seaway promises to be the highest ever, but it will still be only a fraction of what was forecast as the potential. Although probably larger this year than ever before, iron ore traffic would have to multiply several times to achieve the levels which were forecast, and prospective markets for Canada's Quebec-Labrador ore reserves do not make this likely. Wheat movements, at least for the near term, appear more promising than they have been, but it is difficult, still, to see sustained grain traffic at the levels once forecast. Originally, petroleum was expected to provide substantial tonnage, but economic and political circumstance now suggest no more than a trickle of movement in either direction through the Seaway by tanker transit.

In one sense, perhaps too much was expected of the Seaway. From a fundamental economic point of view, it represents the creation of a new, lower cost transportation network. Canada has had experience with such projects before, and they have often had profound effects on the economy and the population of vast areas. In this case, however, the area was already served by an extensive network of reasonably efficient transportation systems. The competitive position of the new facility had, moreover, the disadvantage of being seasonal. In these circumstances, one should not expect miracles.

Basically, however, the Seaway demonstrated the difficulties of complex long range economic forecasting. The Seaway was designed to bring Canadian producers — wheat producers, iron ore producers, manufacturers of all kinds — closer to their markets by reducing transport costs. Without economic transportation through the Seaway, Quebec-Labrador iron ore could scarcely compete at all in the blast furnaces adjacent to the Great Lakes. The Seaway by itself, however, has not been able to offset swings in the demand for steel, or technological changes which have made the competitive position of these Canadian ores more difficult than had been anticipated. Similarly, the record appears to show that Canadian grain movements depend more on particular shortages experienced by overseas customers than on small competitive cost advantages in transportation — although freight savings on grain are undoubtedly important to the final realization of the Western farmer. Petroleum was expected to be a third major commodity moving through the Seaway, but even in the early fifties it was hard to foresee the impact on these expectations of extensive competition from natural gas and of limitations which might be imposed by a national oil policy. At a time when this combination of economic pressures and political decisions is putting a stop to pipeline movement of petroleum products from Montreal west to Toronto, a seasonal seaway is not apt to find many oil tanker customers.

Now that we have nearly five years' actual results to study, we can probably make more accurate forecasts of the future of the Seaway — although due account must always be taken of the hazards of other changes which cannot easily be foreseen at this time. Judged in today's perspective, the Seaway is an important, but not decisive, factor in the economy of a huge interrelated area, an area closely knit by a variety of transportation links before the Seaway was begun. From the standpoint of planning, the Seaway may be less significant as an example of large scale economic planning in its own right, than it is as an important new fact to be taken into account in the individual plans of thousands of producers, purchasers, shippers, and harbour authorities. Taken as a whole, the sum of their economic plans may prove even more accurate than the forecasts by which the Seaway itself was justified.

LAND USE AND RESOURCE PLANNING OF THE REGION

Blanche Lemco van Ginkel

van Ginkel Associates, Montreal

The use of land and resources has such far-reaching implication that it might be considered the kingpin in the organization of the life of the nation. Indeed many aspects of our international relations may be traced back to policy and practice with respect to resources, including land. Even at the smallest scale, the use made of one parcel of land by one man can affect his neighbours to the extent that it may set in motion a series of consequences which have a far-reaching effect on his community. Of course one community affects its neighbour — with consequences to a region — and so on to the life of the nation — and to its role in international affairs. This is the old story of the kingdom being lost for want of a horse-shoe nail.

The water of the St. Lawrence is the prime resource of Montreal. In recent years the level of the water has dropped. This has increased the problems of water pollution and has spoiled much shoreline for recreation. But its most serious consequence is to shipping, which is still at the foundation of the economic life of the metropolis. According to Montreal, the villain in this story is the City of Chicago, hundreds of miles away, which takes water from Lake Michigan and after use diverts it into the Mississippi system. The consequences for Montreal of a lower water level can mean a diminishing of harbour capacity and an economic loss to the city. Apart from the local impact, the lower water level may at a certain point be so serious as to affect the shipment of certain commodities of national importance. Any change of this order can have a wide range of consequences — to the prairie economy; to downstream ports; to the organization of the shipping industry; to the design of ships; to the use of the railways; and to our international trade relations.

However, to blame Chicago for the ills of Montreal is a gross over-simplification of the case. One might add together the water consumed or diverted by all the lesser cities between Chicago and Montreal (Toronto, Detroit, Cleveland and a host of others) and all the decreased water level at the end of summer due to lack of water retention in the soil (through cutting of forest in the hinterland, poor agricultural practice and soil erosion). The sum of all these — occuring in Canada as well as in the United States — may be as great as the water taken by Chicago. Moreover, one must look at the question from the point of view of Chicago, which also has some rights as a city. It needs water to survive — let alone to develop — for industry, for domestic consumption and for sewage treatment.

If we consider the use of land and resources in terms of its impact on a region, the pattern of consequences does not follow a straight line as does the story of the lost horse-shoe nail. As a matter of fact this story itself is tendentious in that one might argue that other factors must have contributed to the loss of the battle and the downfall of the kingdom. And that, in any event, with proper planning the entire kingdom would not have depended on one nail, the skill of a blacksmith, the speed of a horse, the stamina of a rider and good weather.

The Great Lakes-St. Lawrence area may be considered as a great water resource region. Moreover, its economic life is founded upon water. However, the way in which water is used, and the extent to which it is used, affects the use and enjoyment of other resources of the region — which in themselves have some impact on the use of water.

For example, water used for the development of hydro-electric power can result in the establishing of new industries,

which in turn use water for processing. The new industries also result in more employment opportunities and in population growth, which increases the domestic consumption of water. New residential development may occupy farmland, thus decreasing water retention in the soil, increasing erosion, and decreasing the supply of water in the rivers. Thus, it may be demonstrated that the use of a new supply of water — in this case for power — can in turn create a further demand, and further depletion of the water resources.

As a matter of fact, the case is even stronger if the consequences are examined further in time. To take only one line of consequences, the initial establishment of industry as a result of power supply may attract a new labour force to the area. Once this labour force takes up residence, the area may become attractive to other labour-oriented industries. Furthermore, the original industries may attract other related industries. If this does occur — that industry attracts workers and new residential development — labour force attracts industry — primary industry attracts secondary industry, etc — it is easy to see that the demand for water is cumulative.

Many conflicting demands are made upon our two primary resources — land and water. Growth and development inevitably increase the conflict. A demand for industrial water increases the demand for domestic water. The industry which brings more people to live in the area thus increases the demand for recreational use of water — while at the same time this industry renders the water unfit for recreation by polluting it. Hydro power projects often conflict with flood control and irrigation projects and both may conflict with the fishing industry.

In the competition for land, agriculture and forestry always lose to urban development. Yet the new urban population needs the agricultural product. And the paving of the porous soil may increase flood hazards to the urban population. One might argue that in this enormous, underpopulated country there is ample space for urban expansion and that this should be no cause for concern. But this is not so. All land is not alike in its potential. The peach orchards of the Niagara Peninsula, for instance, cannot be replaced. The particular conditions of soil and climate cannot be found elsewhere in eastern Canada. Should we be content with California peaches which ripen on the train instead of on the tree? And what about our balance of trade? California peaches hardly can make a great impression on the balance of trade, but what if this kind of action is repeated in principle throughout the system?

Furthermore, the conversion of land from agricultural to urban use frequently is a waste of capital expenditure. In order to make land arable and productive, considerable capital expenditure is required. With urbanization, this capital outlay is buried under asphalt and rendered unproductive. The land which may be found to replace it elsewhere demands new capital expenditure to render it productive. And this is assuming that there remains land of equal fertility and climatic condition.

Depletion of the water resources is not our only problem. Equally serious is the problem of re-use. Upstream pollution by industry can kill existing communities downstream. Apart from making the water unfit for domestic consumption, industrial waste can render the water unfit for re-use by certain downstream industries. Not only may this hamper development — it can even drive existing industries out of the area, and thus effectively depress the economy of a downstream region.

One reason that the problems surrounding water are important to the nation as a whole, is that the earliest settlement occurred along the waterways. These are the strongest urban settlements for reasons of history and custom as well as natural locational advantages. They are the seat of our economic institutions, besides cultural institutions. Both size and content make the cities an important ingredient in the national balance sheet. One might say that, in a sense, what is good for Toronto, Montreal and Quebec, is good for the nation.

Because we are in the habit of plundering resources close to water transportation and close to the cities, the water problems are intensified. A higher density of land use is occurring at an increasing rate. Higher density means more demands and a greater conflict in demands on resources. We are now at a stage when planning for the use of land and water is imperative. It is impossible to think of the solution to a specific problem on a local basis. Chicago's industry, Ontario's agriculture, Montreal's shipping, are all the same problem.

It is high time that we ceased to consider land and water as expendable commodities. As much as possible of the water that we use should be returned to the streams, rivers and lakes in a pure condition. The nutrients of the soil should be returned to it, by good farming and forestry, and by the reclamation of waste products (e.g. conversion to fertilizers). It is time to stop squandering our heritage.

The multiplicity of problems of the region are interacting. Their study demands a comprehensive approach. The solution of one problem should not result in another problem elsewhere. This is a misuse of our financial resources, whether public or private. It is worse than robbing Peter to pay Paul. In the end both Paul and Peter are the losers.

A water resources problem is not caused by the use of water alone. The roots of the problem lie much deeper in the socio-economic life of the region, in which industry, commerce, residence, shipping, agriculture, recreation are interdependent. The only real solution is an integrated solution in terms of regional planning.

PLANNING LOCAL CENTENNIAL PROJECTS
PLANIFICATION DES PROJETS LOCAUX DU CENTENAIRE

On two occasions during the Conference, delegates were divided into four geographical groups — Western, Ontario, Quebec and Maritimes — to discuss local Centenary projects. The two Co-ordinators presented a summary of all discussions at the plenary session; their reports were as follows:

A deux occasions pendant la Conférence les délégués ont été divisés en quatre groupes geographiques — l'Ouest, l'Ontario, le Québec et les Maritimes — afin de discuter des projets locaux du Centenaire. Les deux coordonnateurs ont presenté un sommaire de toutes les discussions lors de la séance plenière; ci-après, les rapports des co-ordonnateurs:

Summary of the West, Ontario and Maritime Workshops

Margaret Scrivener
National Councillor and Chairman, Ontario Division of CPAC

Mr. Chairman, I believe it is singularly significant that more than 500 delegates to this CPAC National Planning Conference should have gathered in this ancient Canadian city to discuss, in the two languages of our country, the various means by which we may celebrate the One-Hundredth Anniversary of our nationhood.

Centuries ago, a famous Greek philosopher remarked that "Out of strife are borne lasting things". Just as events leading up to the historic occasion of our Confederation in 1867 were marked by turbulence, good and lasting things must surely emerge from the Centennial celebrations we are now planning for 1967. If the controversy associated with events preceding the anniversary is any criteria, Canada's Centennial should have an impact upon the whole world! Certainly, controversy was one of the dominant features of the seven workshops I am here to describe to you today. But if controversy was a feature, so in equal parts were spirituality, philosophy, vision, practicability, and good will.

Prior to the group sessions on Monday, Chairman and Rapporteurs assembled to discuss the subject at hand and the methods by which a fair outline of the general thinking of each group could be presented to you at this morning's Plenary Session.

It was agreed that if each Chairman could seek from his group the answer to three questions, a positive report, and possibly a plan for action, could be presented to you. The three questions were:

1. *Why are Centennial projects important to our Canadian communities?*
2. *Considering the reason for the Centennial, what kind of projects are felt to be most appropriate?*
3. *How can such projects best be accomplished considering:*
   (a) *initiation of procedure*
   (b) *gaining of local support*
   (c) *financing.*

Sparked by Dr. Norman MacKenzie's address, delegates assembled in their groups for a brief morning session to discuss the "Why" and the "What" of the Centenary. During the afternoon, they reassembled to examine their morning's work, and to determine the "How" phase of the Centenary. In assessing the very good statements prepared by the Rapporteurs, I was impressed by the quality of the thinking which the challenge of finding answers to the three questions had evoked.

You know, I have found that sometimes Canadians are loathe to wax sentimental about their nationality in public. It is as if, wanting to be nationalistic, we are afraid of appearing slightly ridiculous, or overly sentimental. The search for the answer to Question One: "Why are Centennial projects important to our Canadian communities?" — produced a, perhaps, long-overdue soul-searching, and a re-affirmation of our Canadianism. Practical but emotion-ridden phrases were recorded, such as:

"To remind us of a history of which we are proud. . ."
"A salute to the past and looking ahead to the future . . ."
"To renew Confederation and halt its fragmentation . . ."
"Keeping our provinces from becoming part of the United States . . ."
"Lest we become smug and complacent and forget the history of our inception . . ."
"A time for reflection . . ."
"Making an honest appraisal of our past and at the same time planning our future with realistic and inspiring programmes."

Perhaps one of the most timely expressions of opinion came from one stalwart group which suggested that: "At this time in our history, when there is apparent dissension in some quarters, Centenary programmes might well be an inspiration to promote an increase in the degree of unity."

The greatest amount of time was spent in discussing the "What" that constitutes a suitable Centennial project: what other communities are doing, what people want, and amusingly, what local authorities think they should have! The divergence of opinion on this subject ranged all the way from the altruistic, the inspired, the practical to the mercenary, the cynical. On numerous occasions, the opinion was expressed that the Centenary should be marked by projects which will be created in addition to those other projects which could normally be expected or realized in the community. A great desire was expressed for projects which would represent something new, unique and lasting. Mem-



Prof. R. Graham Murray, Q.C., Halifax, and Harold Tait, Fredericton, during one of the workshop sessions.

bers of the Workshops suggested that Canadians should be "dramatic and romantic" in this thinking about Centenary projects, and that the physical undertakings should have some of the following characteristics:

1. *They must be public, not only in the case of building and development, but also in programme.*
2. *They must be of good quality, physically, aesthetically, and culturally.*
3. *They must be of a permanent nature, worthy of the occasion, and of such stature as to command pride and respect in future generations.*
4. *Undertakings should take advantage of and reflect the presence of various ethnic groups.*
5. *It was thought appropriate for a community to identify itself with a programme as well as with a building project, such a programme being one in which all citizens can participate and thereby do something for themselves.*

One very interesting suggestion called for the development of a Master Plan to guide future development of Western Canada. (It was admitted that it was difficult to see how this could meet the criteria laid down for federal assistance.)

To prevent duplication of effort and the frittering away of resources, it was suggested that all projects could be coordinated within a Master Plan, presumably drafted by a central authority in each province.

Representatives from smaller communities noted the difficulty of creating something significant from their relatively small financial resources. It was suggested that several small adjoining municipalities might pool their resources in a common project e.g. a park. It was also pointed out that size and magnificance were not of prime importance, but that a Centennial project might be part of a larger project e.g. a Confederation Room in the town hall or library.

Specific proposals were made suggesting such projects as universities, hospitals, museums, libraries, auditoriums, community centres, parks, hockey rinks, schools, a waterfront marina, the preservation of such national heritages as Lower Town in Old Quebec and the Niagara Fruitlands in Ontario, and the restoration of local buildings of historic interest through the establishment of a national body, such as the Civic Trust in Britain, to act as a watch committee over our national monuments and places and things of national importance.

In answer to the "How" question: "How can such projects best be accomplished?" — some distress was revealed. Frankly, if senior authorities at Ottawa feel that they can criticize the country as a whole for lack of initiative and enterprise in establishing Centennial Projects, then I would say that they have only themselves to blame. On all sides at this Conference, and especially within the Workshops, *there was a general demonstration of the great lack of knowledge of how Centennial projects can be undertaken and how the details of their financing can be worked out.*

Over and over again, delegates emphasized the importance of not being greedy, of not seeking Provincial and Federal Grants with which to accomplish routine projects in their communities. It was apparent that men of good-will in numerous communities across the country have been seeking ways and means of establishing Centennial projects for their fellow men, but have been frustrated in their efforts through lack of knowledge and — more important — lack of co-ordination and co-operation at senior levels of government. Provincial governments especially have been late starters in the Centenary program.

Despite Dr. MacKenzie's moving keynote address, there were many questions to which delegates lacked specific answers. At noon, however, it was discovered that Mr. Robbins Elliott, Director of Planning, National Centennial Administration, was present and was willing to spend a few minutes clarifying some of the pertinent questions.

During his remarks, Mr. Elliott admitted that adequate information has been lacking, but stated that on October 14th there will be a meeting of provincial representatives to discuss Centenary planning, and the regulations governing Centenary projects. Agreement has been reached between the federal government and all provincial governments, and merely needs formal ratification.

Mr. Elliott revealed that some provinces propose to have municipalities group themselves together for grant purposes; an example is Nova Scotia. Money will be available by means of grants in the ratio of 1/3:1/3:1/3 in equal parts from federal, provincial and municipal governments. Ceilings on grants will be established by means of a rate of $1.00 per capita in any given municipality.

Principal points in the joint agreement between governments are these:

1. Application for approval for a project must be made by a municipality to the provincial government.
2. The municipality and/or province must pay 2/3 of the cost.
3. The project must be of lasting value.
4. The project must have reasonable prospect of being completed by 1967.
5. Projects under existing legislation could be eligible, as long as the amount requested does not exceed 50% of the federal grant e.g. the Prairie Farm Rehabilitation Act and the National Housing Act projects, but not the National Municipal Loan Fund projects.

6. The federal government will take into account anticipated revenues from the proposed projects.
7. Qualifying projects might include:
   (a) Capital Works the acquisition of Parks;
   (b) Restoration of buildings having historical and architectural significance;
   (c) Publication of writings and books;
   (d) Composition of musical works;
   (e) Creation (and completion) of painting and sculpture.

Pageants and administrative expenditures are not eligible for funds. The federal grant could be scaled-down in cases where the project would produce future revenue.

Following Mr. Elliott's brief discourse, delegates resumed their discussion. They remarked that even the interested groups represented by the participants at this Conference (many of them leaders in their communities and people who are generally well-informed) were without adequate knowledge of the conditions under which grants for Centennial projects are to be made. They expressed the opinion that a firm set of rules must be laid down by senior government authorities and the relevant information widely disseminated.

It was recommended that a committee should be established in each community to recommend proposals for suitable projects. Where it was decided that there should be no separate local projects, it was felt that there should be a "pooling" of the community's resources into an area or regional-type scheme.

There was general agreement that local support is imperative to ensure the success of Centennial projects, and a number of techniques for achieving such support were described. We all know that when we have an important community project, a wealth of community assistance is available. Therefore, finding community leaders for Centennial projects is unlikely to be a problem. However, although it was generally agreed that it is immaterial whether projects should be piloted by Centennial committees, historical societies, Chambers of Commerce, planning boards, local branches of the Community Planning Association, or local service groups, there was also concurrence that probably the local municipal council would be the most generally-used agency.

At this point, I would sound a note of warning. It became abundantly clear that this whole exercise demonstrated a heavy reliance upon senior levels of government for grants, indicating an almost total dependency upon government for approval of Centennial projects. While some administrative machinery and financial control is obviously necessary, one can't help wondering how such control can be exercised without stifling the imagination and creativity of the very people whose ingenuity is being sought and encouraged by government to make the anniversary an outstanding success.

Mrs. M. R. Forbes, Winnipeg, and Commissioner G. C. Hamilton of Edmonton during one of the workshop sessions.



We can only hope that those who have the discretionary powers will be as visionary as those who seek to commemorate and renew the real meaning of being Canadian.

To sum up . . .

The Centennial is a good thing, because it helps to unify our thinking and purpose.

There appears to be a wealth of ideas as to the type and quality of commemorative projects which can be undertaken, but a considerable gap exists in the knowledge of how such programs can be integrated with permissive legislation and available funds.

There was general agreement that a Centennial project must be, and is, a "grass roots" citizen-operation, and that there are knowledgable and experienced citizens in every community who can be co-opted to use their talents in this cause. But their work will be fruitless without sound guidance and leadership from senior government bodies. This is a "must".

In conclusion, Mr. Chairman, may I take this opportunity to thank the Chairmen of the seven groups and those who acted as Rapporteurs, for making such an outstanding contribution to this first national public meeting held to discuss the strengths and weaknesses of our present thinking in connection with the Centennial.

This Conference has made it possible for municipalities across the country to become aware of this thinking. At the same time, it will serve to inform government that their leadership and guidance is overdue and urgently awaited.

Rapport de trois commissions d'études à Québec

Eugène Chalifour

Membre de la Commission d'Urbanisme de la cité de Québec

Groupe I:

1. Que soit précisée par les autorités responsables des projets commémorant le centenaire de la confédération, la procédure à employer par les villes pour présenter un projet;

2. Que la liste exacte des types de projets admis dans le cadre de l'aide fédérale soit adressée en même temps que la procédure à suivre, ceci afin d'éviter aux villes le rejet d'un projet qui ne satisferait pas aux conditions établies par l'autorité fédérale;

3. Que les villes présentant un projet pour acceptation, puissent se prévaloir des bénéfices de cette loi sans perdre le bénifice d'autres lois aidant financièrement les municipalités dans la réalisation de certains travaux;

4. Que les petites villes ayant une autorité et des fonctions régionales puissent employer les populations de leur

arrière-pays immédiat pour que le calcul de la participation Fédérale-Provinciale puisse se faire compte tenu de la région desservie et ne se limite pas seulement à la population de la ville-même;

5. Que pour les régions peu urbanisées et peu peuplées une répartition régionale soit envisagée par les autorités fédérales ceci afin que la répartition financière se fasse à l'échelon de ces régions et non pas des seules villes qui s'y trouvent, ceci en vue d'augmenter équitablement les attributions financières en vue de permettre des réalisations de plus grande envergure.

Groupe II:

Cette assemblée demande à l'Association Canadienne d'Urbanisme et ce à l'unanimité:

1. Faire parvenir aux cités et villes la liste des procédures à suivre pour soumettre un projet et énumérer les octrois qu'elles peuvent attendre des gouvernements fédéral et provincial;

2. Demander au gouvernement provincial du Québec de nommer au plus tôt le responsable des octrois provinciaux afin que certains projets déjà mûris par des municipalités ne soient retardés indûment;

3. La voix de Coaticook (M. Gaston Laflèche) nous apprend que cette municipalité projette l'aménagement d'un parc municipal. La voix de Sept-Iles (M. Grégoire Bellavance) nous annonce le projet d'une salle de concert. La voix de Duvernay (M. Jacques Bourdon) nous informe que le projet d'une "cité universelle" va bon train et que sa réalisation semble être assurée.

4. En général, il est demandé que la célébration du Centenaire soit l'occasion pour déclencher une campagne d'éducation d'embellissement sous toutes les formes: réglementation des panneaux publicitaires, efforts pour l'enlèvement des poteaux de distribution par l'enfouissement des fils, éducation des gens en vue de maintenir propres les rues et les routes.

5. En général, on croyait que les projets devraient être financés également par les trois gouvernements: fédéral, provincial, municipal. On semblait croire qu'il était impossible à un corps de financer un projet, ou du moins, un corps particulier pouvait pousser un projet pour finalement le faire exécuter par la municipalité.

6. Aussi la session de l'après-midi passa à faire comprendre qu'il fallait partir d'une commission du centenaire et que le citoyen devait prouver sa bonne foi en y participant de ses deniers.

Groupe III:

1. Que le projet du Centenaire pour la ville de Québec soit la restauration urbaine et la preservation des lieux et des bâtiments historiques;

2. Que le projet d'Arvida soit l'érection d'une bibliothèque municipale;

3. Que le projet de Jonquière soit l'aménagement d'un parc municipal;

4. Qu'un projet d'ordre général dans le Québec soit l'établissement d'un réseau de "marinas", de concert avec les sources industrielles intéressées;

5. Que le projet de Beloeil soit la construction d'un centre municipal à caractère culturel;

6. Que le projet de Duvernay soit l'établissement d'une cité universelle en trois stades, soit logement pour délégués à l'Expo, habitations de l'avenir et secteur historique (y compris l'histoire du logement à travers les âges), le tout en marge de l'Expo de Montréal;

7. Que la Province de Québec adopte pour 1967 un code d'urbanisme fondé sur les besoins particuliers de la province;

8. Que le projet de Sherbrooke soit l'aménagement d'un centre culturel, administratif et de sport dans le coeur de la ville;

9. Que le projet de Boucherville et Laprairie soit la restauration historique au sein des deux collectivités;

10. Que le projet de Granby soit la construction d'un centre municipal;

11. Que le projet du Québec soit l'établissement à travers le territoire de théâtres municipaux;

12. Que le projet de la Gaspésie soit l'aménagement d'un parc à Gaspé de même que d'un centre récréatif;

13. Que les projets de Rimouski soient: l'aménagement en parc de l'île Saint Barnabé, la construction d'un centre de loisirs, la restauration de la première église de l'endroit, l'éclairage des immeubles publics et des institutions;

14. Qu'un des projets du Québec soit l'enfouissement des fils dans les centres urbains.



Une des commissions d'études représentant la province de Québec lors de la conférence.

RÉSOLUTIONS DE LA CONFÉRENCE — CONFERENCE RESOLUTIONS

The following resolutions were passed at a plenary session of all Conference delegates, on October 2nd, 1963:

Ci-après les résolutions qui furent adoptées lors d'une session plénière de tous les délégués de la conférence, le 2 octobre 1963:

1. RESTAURATION DE LA VIEILLE CITÉ DE QUÉBEC

(Proposée par: Monsieur Hazen Sise de Montréal; secondée par: Monsieur le juge M. A. MacPherson de Regina).

La présente Conférence annuelle de l'Association canadienne d'Urbanisme, tenue au coeur de l'ancienne capitale, ayant affecté deux de ses sessions aux problèmes de la restauration et du renouvellement économique de la vieille cité de Québec, appuie la proposition qu'un programme compréhensif de restauration devrait être amorcé sans délai. Nous en appelons à tous les Canadiens de donner leur appui concret à un tel programme comme marque de respect pour cet emplacement de ville d'une beauté dramatique qui a non seulement été la source de nos deux cultures mais le berceau même du Canada, d'où s'est épanché un élan si valable et si significatif dans l'histoire de notre pays.

A cette fin, nous demandons au gouvernement de la province de Québec de déclarer publiquement ses intentions afin que les Canadiens d'un océan à l'autre, puissent voir un objectif clair autour duquel pourra se fondre leur appui.

La présente Conférence demande aussi respectueusement que le gouvernement de la province de Québec considère l'importance de parachever des portions considérables et même significatives de la restauration d'ici 1967, en tenant compte de l'applicabilité de ces projets au Centenaire de la Confédération et des avantages financiers considérables que ceci vaudrait à la Cité et à la Province en raison de l'affluence des visiteurs attirés par l'Exposition universelle du Canada à Montréal.

Comme mesure protectrice intérimaire afin d'obvier à une plus grande destruction de la Vieille Cité, nous espérons que le gouvernement du Québec pourra bientôt déclarer les secteurs historiques de la cité de Québec afin de constituer un "arrondissement historique" aux termes de leur Loi récente sur les Monuments historiques.

La présente résolution est passée avec l'intention que le Président de l'Association canadienne d'Urbanisme la fera tenir au Premier Ministre de la province de Québec, ainsi qu'au Maire de la cité de Quebec.

Adoptée unanimement

1. RESTORATION OF OLD QUEBEC CITY

(Proposed by: Mr. Hazen Sise of Montreal, seconded by: Mr. Justice M. A. MacPherson of Regina).

This Annual Conference of the Community Planning Association of Canada, held in the heart of the Ancient Capital, having devoted two of its sessions to the problems of restoration and economic revival of the Old City of Quebec, supports the proposition that a comprehensive program of restoration should be initiated without delay. We call on all Canadians to give concrete support to such a program as an act of respect for this dramatically beautiful townsite which has been not only a fountainhead of our two cultures but the very cradle of Canada, from which there flowed so much that has been valuable and significant in the history of our country.

To this end, we ask the government of the Province of Quebec to declare publicly its intentions so that Canadians from coast to coast may have a clear objective around which their support may coalesce.

This Conference also respectfully requests the Quebec Government to consider the importance of completing substantial and significant portions of the restoration work by 1967, having in mind the appropriateness of such projects for the Centennial of Confederation and the considerable financial advantages which should accrue to the City and the Province because of the influx of visitors attracted by the Canadian World Exhibition at Montreal.

As an interim protective device, to forestall further destruction of the Old City, we hope that the Quebec Government will soon be able to declare the historic areas of Quebec City to constitute an "Historic Locality" (Arrondissement Historique") under the terms of their recent Historic Monuments Act.

This Resolution is passed with the intention that the President of the Community Planning Association of Canada will forward it to the Prime Minister of Quebec, with a copy to the mayor of Quebec City.

Carried Unanimously

2. UNE BASE RÉGIONALE POUR LES PROJETS

(Proposée par: Monsieur Roger Roberts, Burlington, Ontario; secondée par: Le docteur H.-R. Baker, Saskatchewan).

ATTENDU QUE l'Association canadienne d'Urbanisme a constaté un besoin de participer sur une base régionale ou de secteur à des projets pour célébrer le Centenaire de la Confédération 1967,

ET ATTENDU QUE pour assurer le plus haut degré de participation par les résidants du Canada,

ET ATTENDU QUE les municipalités peuvent être encouragées à collaborer dans des secteurs ou régions définis à des projets du Centenaire avec lesquels les communautés-membres peuvent être identifiées, amenant ainsi la création d'une contribution importante et durable pour la région,

QU'IL SOIT RÉSOLU que l'Association canadienne d'Urbanisme recommande au gouvernement du Canada que la machinerie administrative nécessaire soit établie afin de permettre aux gouvernements provinciaux de considérer les projets du Centenaire sur une base régionale ou de secteur, évitant ainsi le développement de nombreux projets qui n'ont pas un effet durable et qui, dans les générations à venir, pourraient ne pas être reliés au Centenaire de la Confédération.

Adoptée unanimement

2. REGIONAL PROJECTS

(Moved by: Mr. Roger Roberts, Burlington, Ontario; seconded by: Dr. H. R. Baker, Saskatchewan).

WHEREAS the Community Planning Association of Canada has observed a need for participation on an area or regional basis in projects to celebrate Canada's Centenary in 1967;

AND WHEREAS to ensure the highest degree of participation by all residents of Canada;

AND WHEREAS municipalities may be encouraged to cooperate within defined areas or regions in centenary projects with which the member communities may be identified resulting in the creation of a major and lasting contribution to the region:

BE IT RESOLVED that the Community Planning Association of Canada recommends to the Government of Canada that the necessary administrative machinery be established to enable the provincial governments to consider Centennial Projects on a regional or area basis, thereby avoiding the development of numerous projects not having a lasting effect and which, in future generations, may not be related to Canada's Centenary.

Carried Unanimously

3. RÉSIDENCE DE SIR JOHN-A. MACDONALD À RIVIÈRE-DU-LOUP

(Proposée par: M. Valérien Lachance; secondée par: M. Henri-S. Labelle).

ATTENDU QUE le Centenaire de la Confédération aura lieu en 1967;

ATTENDU QUE l'Ile du Prince-Edouard fut le lieu où les Pères de la confédération élaborèrent les structures politiques et économiques de notre pays;

ATTENDU QU'une somme considérable d'argent a été consentie pour restaurer et agrandir les édifices gouvernementaux de cette île;

ATTENDU QUE le principal artisan et un des Pères de la confédération est Sir John-A. MacDonald et que ce dernier a été le premier ministre.

ATTENDU QUE ce dernier a passé 25 périodes d'été de sa vie dans une maison située à Rivière-du-Loup et qu'à ce même endroit, le cabinet fédéral a siégé au grand complet pendant 15 jours à l'époque de l'affaire Louis Riel et de la construction du Canadien Pacifique.

ATTENDU QUE cette maison historique se trouve dans les limites de la cité de Rivière-du-Loup et que cette dernière se trouve sur le chemin conduisant vers l'Ile du Prince-Edouard.

3. SIR JOHN A. MACDONALD'S HOME

(Moved by: M. Valérien Lachance; seconded by Mr. Henri S. Labelle).

WHEREAS Canada's Centenary will take place in 1967;

WHEREAS Prince Edward Island was where the Fathers of Confederation drafted the political and economical foundations of our country;

WHEREAS a considerable sum of money has been voted to restore and enlarge the Government Buildings of that Island;

WHEREAS the principal artisan and one of the Fathers of Confederation was Sir John A. MacDonald who also served as Prime Minister;

WHEREAS the latter passed twenty-five summers of his life in a house situated at Rivière-du-Loup, and at the same place the Federal Cabinet sat for two weeks during the Louis Riel affair and the construction of the Canadian Pacific Railway;

WHEREAS this Historic house is located within the limits of the City of Rivière-du-Loup which is on the road leading to Prince Edward Island;



F. Joseph Cornish, Q.C., National President and Maj.-Gen. M. L. Brennan, National Director of CPAC during the plenary session.

ATTENDU QUE cette bâtisse devrait être conservée et reconnue officiellement comme lieu historique.

QU'IL SOIT RÉSOLU que la Commission d'Urbanisme de la cité de Rivière-du-Loup demande au gouvernement provincial (Québec) de prendre les mesures nécessaires pour faire l'acquisition de cette maison et pour la déclarer un monument historique, et que l'Association canadienne d'Urbanisme s'unisse à la Commission d'Urbanisme de la cité de Rivière-du-Loup dans ses démarches auprès du gouvernement provincial. *Adoptée unanimement*

4. BUREAU NATIONAL

(Proposée par: M. Gordon Black; secondée par: M. Charles Langlois).

IL EST RÉSOLU QU'un vote spécial de remerciement soit présenté au Major-général M.-L. Brennan,directeur national, et aux membres de son personnel pour l'efficacité avec laquelle la présente convention a été organisée et menée.

Adoptée unanimement

5. LA DIVISION DE QUÉBEC

(Proposée par: M. D.-L. Makale; secondée par: M. Alex Thomson).

IL EST RÉSOLU QU'un vote spécial de remerciement soit présenté au Colonel John-E. Pineault et à son personnel pour leur collaboration et aide généreuses en faisant de la Conférence nationale d'Urbanisme en 1963, une des meilleures qui ait jamais été tenue par l'Association.

Adoptée unanimement

WHEREAS this building should be preserved and officially recognized as a historic monument;

BE IT THEREFORE RESOLVED that the Town Planning Commission of the City of Rivière-du-Loup request the Provincial Government (Quebec) to take the necessary steps to acquire this building and to declare it an historic monument, and that the Community Planning Association of Canada join the Town Planning Commission of the City of Rivière-du-Loup in its approach to the Provincial Government." *Carried Unanimously*

4. NATIONAL OFFICE

(Moved by: Mr. Gordon Black; seconded by: Mr. Charles Langlois).

RESOLVED that a special vote of thanks be extended to Major General M. L. Brennan, National Director and the members of his staff for the efficient manner in which this convention has been organized and conducted.

Carried Unanimously

5. QUEBEC DIVISION

(Moved by: Mr. D. L. Makale; seconded by: Mr. Alex Thomson).

RESOLVED that a special vote of thanks be extended to Colonel John E. Pineault and his staff for their wholehearted co-operation and help in making the 1963 National Planning Conference one of the best ever held by the Association.

Carried Unanimously

Le Président et le Directeur national ont informé les personnes appropriées et prennent l'autre mesure requise par les résolutions susmentionnées.

The President and the National Director have informed the appropriate persons, and are taking the other action required by the above resolutions.

POST CONFE

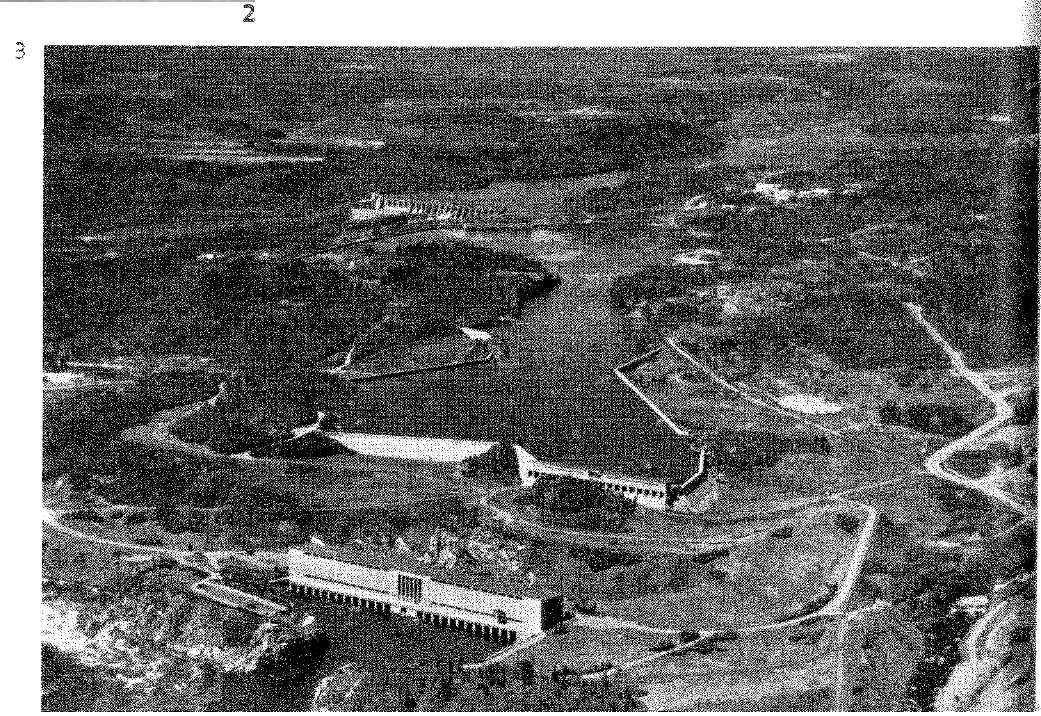
Following the 1963 National Planning Conference, 48 persons left Quebec City by bus for a tour of the Lac St. Jean — Saguenay area. After travelling through the beautiful Parc des Laurentides, they arrived at Chicoutimi, where they were graciously entertained at dinner by the City. The next day was spent travelling through the Lac St. Jean region. The City of Roberval invited the visitors to a luncheon which featured a special soup made with "gourganes", a delicious bean which grows only in this area. However, attempts will likely be made to grow them elsewhere for one of the delegates was so impressed with this delicacy that he bought a bag of the beans and distributed samples to all the delegates. During the afternoon, a visit was made to the Shipshaw Powerhouse and the very attractive City of Arvida. Glorious weather combined with the autumn colours made the journey back to Quebec City, via Murray Bay, quite spectacular.



1

2

3



RENCE TOUR

Arrangements for this tour were made by Gérard Duval, Coordinator of Industrial Visits for the Aluminum Company of Canada at Arvida. Gerry also accompanied the tour during the three days. His thorough knowledge of the area and his lively sense of humour contributed a great deal to the success of this tour.



4



5

1. The Arvida Bridge — the first single-span highway bridge in the world built entirely of aluminum. Length — 504 feet; width — 32 feet; span — 290 feet. The aluminum used weighs 360,000 pounds; the equivalent weight of a steel structure would be 875,000 pounds. (Alcan Photo).

2. Brittany Row — apartments in Arvida (Alcan Photo).

3. The Shipshaw Power Development on the Saguenay River, near Arvida. (Alcan Photo).

4. An aerial view of Chicoutimi. (Ellefsen Photographe).

5. Notre Dame de Fatima — an unusual church at Jonquière, which delegates visited on the tour. (Ellefsen Photographe).

6. A residential street in Arvida.

6



news

BUS TOUR IN VICTORIA

The Victoria Branch of CPAC sponsored a 25 mile bus tour of the Greater Victoria area at the end of September. The outing, organized by Mrs. B. L. Packford, was aimed at informing the public about planning. Tour guides were Capital Region Planning Board director A. H. Roberts, CRPB staff member J. Trimble and city planner Roderick Clack.

127 people jammed three buses to visit all four municipalities. Points visited included examples of serious urban blight downtown, fine residential areas, both high-rise and garden apartments, ultramodern construction and historic Victoria landmarks.

Immediately after the Tour a discussion took place, during which impressions were summed up, and those present had an opportunity of questioning the leading planners on the state of planning in the Capital Region. The morning then concluded with a luncheon at the Colonial Inn.

It was agreed that a subsequent tour should be made of adjacent rural areas, as the success of the day's outing indicated a definite interest by the public in careful planning.

Mrs. G. R. Monckton, 1894 Hampshire Road, Victoria writes: "If any other Branches are considering such a project, we would be glad to help them in any way possible, if they wish to contact us."

This project struck us as good idea for other Branches to consider. It would be an excellent way to introduce new members to the planning problems being faced in their city.

SWIFT CURRENT SEMINAR

The Saskatchewan Division of CPAC held a seminar on Parks in Swift Current on October 23rd. Delegates included representatives of eight cities and towns, the chairman of the newly formed Parks Board in Swift Current, the city recreation director, the city engineer and members of local service clubs.

The seminar was opened by C. W. Pool, Chairman of the Saskatchewan Division who outlined the objectives of the Association noting that, to function properly, CPAC needed the support of municipal governments as well as the citizens at large. Greetings from the city were presented by Alderman Mrs. Allen.

Mr. R. L. Carter, supervisor of parks planning for the Provincial Government spoke on the "Physical Basis for Parks", pointing out that many municipalities owned land which was unsuitable for building due to rocks etc. but was ideally suited for parks and recreation areas. He noted the need for parks in smaller areas and said that, when plans are being considered, the probable future growth of the community should be taken into account.

Mr. R. M. Blakely of the Swift Current Experimental Farm spoke on the type of trees and shrubs suitable to the climate and soil conditions in southwestern Saskatchewan. He suggested that communities considering park development could cut costs by starting their own nurseries.

Former Regina parks and recreation superintendant, W. Murray warned that planners should confer with the engineers on street limits and expected grades before trees are planted on boulevards. He also warned not to plant over sewer and water lines and to be careful of height beneath power and telephone lines.

Mr. A. Lindstrom, a member of the Cabri civic improvement committee told the seminar how his town of 700 people developed a park for a cost of only $1,478. A great deal of the work was done by volunteers organized by the Lions Club, and funds were raised by holding raffles, bingo games and other community projects. A sprinkler system has been installed and grass seeded; 300 ash seedlings were planted on two sides of the park and a third side is outlined with honeysuckle hedge.

The seminar then divided into three discussion groups headed by E. L. Lindquist of Biggar, Prof. Ian Tweddell of Saskatoon and Bill Ford of Swift Current. These groups generally agreed that a community wishing to build a park should first call a general meeting of all interested citizens. The subject should be thoroughly discussed through all news media and a consensus should be reached on the type of park or recreation area and its location. If possible, public reserve land in the central area and additional parks in outlying areas should be considered as well as other sites not suitable for business or residential development. However, these parks must be part of the approved development plan. Finances for such a project could be raised from senior governments, the town recreation committee, service clubs, citizen groups etc.

The dinner speaker was Mr. P. J. Moran, director of maintenance and development for the Wascana Centre Authority in Regina. He asked the delegates to become conscious of the need for space conservation for the benefit of future generations. ". . . our aims should be to provide relief to our urban residents from the mad rush and noise of the business world. This can be achieved by providing not only passive park areas for the old, and active recreation areas for the young, but also by relating these activities to the benefit of the whole family and community at large".

NOVA SCOTIA CONFERENCE

The Nova Scotia Division of CPAC, with the cooperation of the Institute of Public Affairs at Dalhousie University, held a provincial conference from November 27-28.

Participating in the opening ceremonies were Guy Henson, director of the Institute of Public Affairs, Dr. Henry D. Hicks, president of Dalhousie University, Hon. N. Layton Fergusson, minister of municipal affairs for the Province, and Prof. D. H. Waller, president of the Nova Scotia Division of CPAC.

H. F. Verge, director of community planning for the department of muni-

cipal affairs spoke on "The State of Community Planning in Nova Scotia."

Workshops were then formed to discuss three questions:

a) What is your community doing at present about planning?

b) What are the planning needs and problems of your community?

c) How can your community bring about better planning?

Reports from these groups were subsequently presented and a commentary given by Professor Anthony Jackson, School of Architecture, Nova Scotia Technical College.

Another feature of the programme was a panel presentation of these examples of town planning. Dr. J. J. Macdonald chairman of the planning board in Antigonish spoke on planning board and citizen cooperation in that area; R. B. Grant, development officer for Halifax spoke on redevelopment in the city; Mayor G. L. Calkin of Kentville discussed the Kentville survey and plan.

"ARDA—Planning for Rural Development," was the subject of an address by Paul Eaton, Assistant Director of Extension Services for the Nova Scotia Department of Agriculture.

Guy Henson, director of the Dalhousie Institute of Public Affairs, Mayor F. J. Emin of Yarmouth, K. M. Munnich, director of planning for Halifax and Reeve M. L. Swart of the Township of Thorold, Ontario formed a panel to discuss two major problems of planning boards: the relating of local plans to district or regional plans, and the obtaining and financing of professional planning assistance.

Reeve Swart also delivered a dinner address entitled "Canadian Planning Controls in the Light of European Experience."

Organizers of this Conference were gratified to note a large attendance and active interest on the part of mayors, wardens, clerks, engineers and members of planning boards. It was felt that this was certainly the most successful general conference on planning ever held in the area.

COMMUNITY PLANNING BRANCH SASK. DEPT. OF MUNICIPAL AFFAIRS REGINA, SASK.

Salary Ranges:

Community Planner II — $537-$653
Community Planner III — $581-$706

Requirements: For Community Planner II—Graduation from a recognized university in a four year course in the social or applied sciences, plus either a graduate degree in Community Planning or several years responsible planning experience.

For Community Planner III—A graduate degree in Community Planning and several years professional planning experience or university graduation and considerable professional planning experience.

Duties: The Department's Planners are responsible for assistance to rural and urban communities in the preparation of community development plans; the study of regional planning problems; the layout of new industrial townsites and other subdivisions. The Community Planner III will act as project leader. Full Public Service Benefits.

Applications: May be obtained from the Public Service Commission, Legislative Building, Regina and submitted for immediate consideration. Please refer to file No. 8510.

CITY OF SASKATOON

Planner III

Position offers diversified opportunities and experience in a fast-growing, progressive city of 110,000.

Qualifications: Degree in Planning or related field, plus experience in Planning Office. Some experience in Economics would be of advantage.

Duties: Preparation of city-wide studies, subdivision plans, and research projects. Supervision of drafting staff.

Salary: $6,720.00 to $7,440.00 per annum, including the usual employment benefits.

Applications containing a resume of personal, work, and experience history to be forwarded to Personnel Department, City Hall, Saskatoon, Saskatchewan.

CITY OF CALGARY—PLANNING DEPARTMENT

Two Planner B's

Duties: Under direction and guidance from a Senior Planner to perform a variety of professional planning and related tasks at the junior and intermediate levels while assisting in the preparation and presentation of all types of current and long-range civic planning projects.

Salary: $6,200-7,400 (depending on experience and qualifications).

Qualifications: Degree in Engineering or Architecture with eligibility for membership in the Town Planning Institute of Canada. Two or three years professional experience in City Planning.

Note: In the absence of acceptable fully qualified applicants, consideration will be given to filling at the junior level i.e. Planner A—qualifications as above with little or no experience—salary scale $5,200-6,200.

Application forms are to be obtained from and returned to the Personnel Coordinator, City Hall, Calgary, Alberta.

Planner F

Duties: Under general direction from the Director of Planning, to formulate long range plans for the future development of the City of Calgary. Prepares descriptions of concepts and objectives with text, maps, plans and diagrams for inclusion in the General Plan.

Salary: $8,100-10,500 per annum depending on qualifications and experience.

Requirements: University graduation with post-graduate training in Town Planning. Eligible for membership in the Town Planning Institute of Canada. A minimum of ten (10) years in town planning with at least five (5) years experience in a position of responsibility.

Applications in writing are to be returned to the Personnel Coordinator, City Hall, Calgary, Alberta.

THE HAMILTON-WENTWORTH PLANNING AREA BOARD

Assistant Director of Planning

Salary Range — $6,500.-$8,350. per annum. Starting salary commensurate with qualifications and ability.

Function: To act as Deputy in a joint planning board and assist in preparing a regional plan for an area of nine municipalities and 340,000 population. To supervise or carry out a wide range of planning studies including research, official plan, zoning, and subdivision control. To conduct and participate in meetings with local municipalities and other agencies regarding planning matters, in which initiative, tactfulness, and good judgment are desirable. Staff of twelve including four professional positions.

Qualifications: Degree in town or regional planning or in a closely related field; membership in TPIC or AIP; plus four years responsible experience in a supervisory capacity involving all phases of the planning process.

Top fringe benefits including pension, hospitalization, P.S.I. vacation, sick leave, etc. Apply stating all particulars to *Director of Personnel City Hall, Hamilton.*

Le Québec à un confluent de plusieurs optiques en matière d'urbanisme

Procession Of World Culture For World Fair

Island's Centennial Plans Get Publicity At Quebec Meeting

Urges Local Autonomy
Should Follow Swedish Example

Difficultés d'intéresser les petites municipalités aux projets du Centenaire

Les villes demanderont conseil à Ottawa pour l'organisation du Centenaire en 1967

'Clean Up Waterway Filth' May be Centennial Chorus

Laporte Outlines Municipal Powers

Lakes Levels Threat
Urges River Be Rerouted

Master Plan Lacking
City Scored for Misuse Of Mountain and River

Les urbanistes veulent que le gouvernement hâte la restauration de la Vieille Capitale

Caractère historique d'une maison de Rivière-du-Loup

Québec...!

Confusion Dogs Plans

Says New Supply Needed For Great Lakes Water

Cities Should Assume Bigger Planning Role

Delegate Sees Centenary As 'Golden Opportunity' to Right Wrongs of Forefathers

Hazards Part Of Planning

L'urbanisme devrait interesser davantage les édiles municipaux

centennial building

L'urbanisme, du stade des principes, est maintenant passé à celui de l'action
– Laporte

Would Use Northern River To Raise Great Lakes Level

Regional Government Seen County Centennial Project
Event Called Chance to En... Area Rivalrie...

Community Planning Delegates Discuss Centennial Projects

U.S. Fresh Water Demands Increase

Centennial Planners Puzzled

Ottawa Blamed for Lack Of Interest in Centennial

Quebec Leads The Provinces In 1967's Centennial Projects

...reaux dans le ...a restauration...

Les célébrations du centenaire
Les projets municipaux devront être supervisés par les gouvernements

COMMUNITY PLANNING ASSOCIATION OF CANADA
L'ASSOCIATION CANADIENNE D'URBANISME

425 Gloucester Street—Ottawa 4